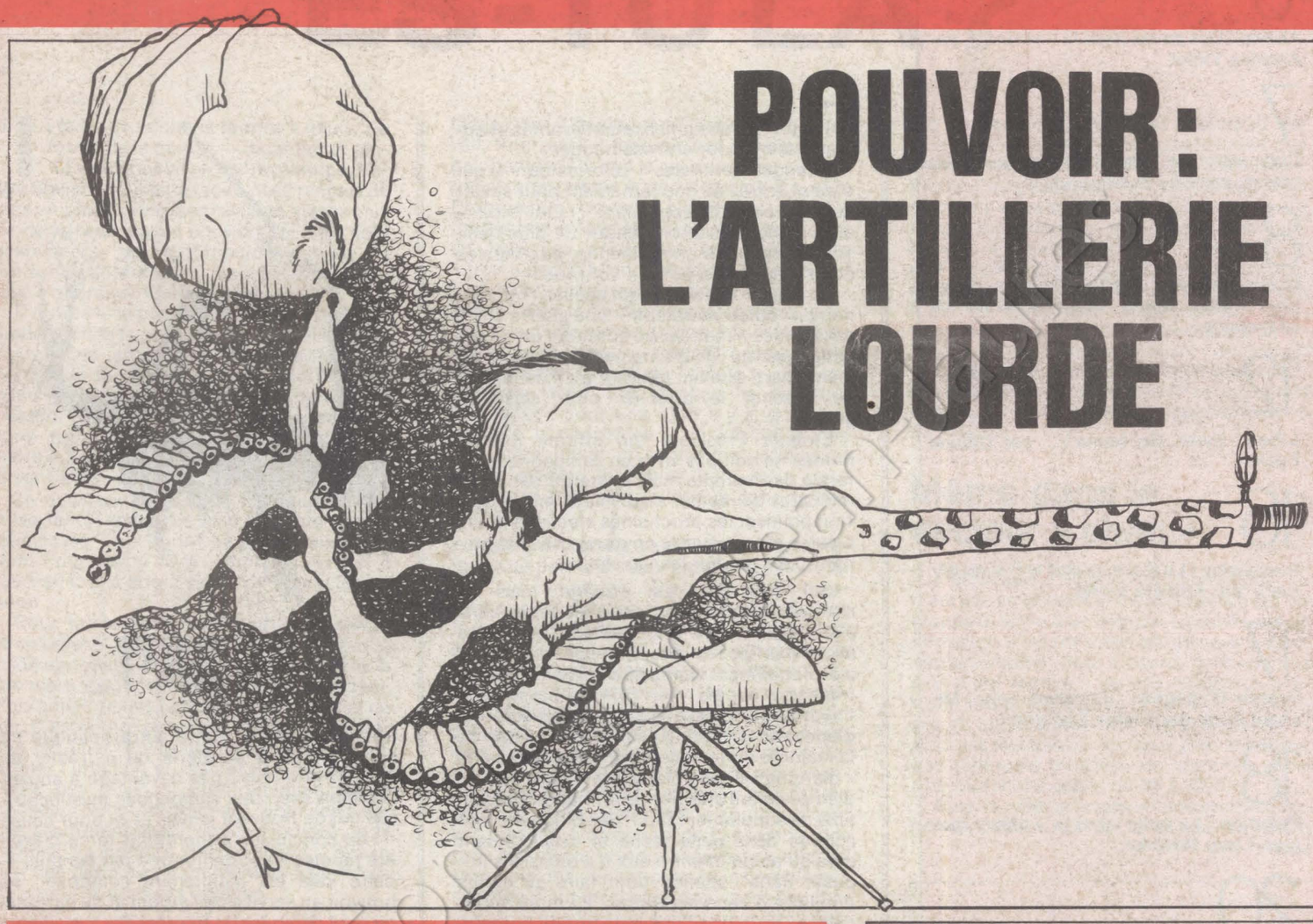
l'unité

N° 199-4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 2 au 8 avril 1976



POUVOIR : L'ARTILLERIE LOURDE

RHONE - POULENC DIVISE POUR MIEUX REGNER

POLLUTION : LA BELLE ILE ET LA « BETE »

Etrange « majorité » soudain paniquée parce qu'elle est devenue minorité aux élections cantonales et tout aussitôt rassurée — ou faisant semblant de l'être — parce qu'on lui a désigné un « coordonnateur » chargé de la mener au combat !

Etrange Pouvoir qui voit seulement dans sa mauvaise organisation les raisons des progrès de l'opposition et qui ne se demande même pas si ce n'est pas parce que sa propre politique est mauvaise que les Français, peu à peu, se détournent de lui !

Etrange coalition gouvernementale en place depuis 23 mois et qui s'avise brusquement qu'il lui fait élaborer un « projet unique » opposable au Programme commun de la gauche dont elle n'a pourtant cessé d'affirmer qu'il n'avait plus aucune réalité !

Etranges dirigeants républicains indépendants, éternels avaleurs de couleuvres,

→

Sommaire

5
Dipapacéquoi, par Piem

6
Alsace : Des pavés dans la « vitrine », par Antoine Violet.

7
Concorde : Un enterrement de première classe, par Guy Perrimond.

8
Multinationales : Rhône-Poulenc divise pour mieux régner, par Frédérique de Gravelaine.

12
Liban : Syrie, Go home !..., par Claude Fuzier.

16
Socialistes : Le S.p.d. prend le P.s. au sérieux, par Antoine Violet.

17
Grande-Bretagne : Entretien avec Michael Foot, par Stefan Collignon.

18
Pollution : La belle île et la « bête », par Jean-Loup Revérier.

20
Vins : C'est le bouquet !, par Jean-Pierre Moulins.

24
Les entretiens de « L'Unité » : cette semaine Pierre Gaudibert.

28
Bonnes feuilles : Le 19 mai de Robert Fabre.

32
Ma part de vérité, par François Mitterrand.

Photos et dessins
A.f.p. (pages 12, 14, 17) Barrigue (pages 3, 29) Coureuil (pages 6, 9, 20) Demoulin (pages 7) Hin (page 6) Pascal Lebrun (pages 18, 19, 24, 25, 27) Pym (page 2) Solo (pages 1, 13, 21) Viva (pages 25, 27).

qui reçoivent des gifles retentissantes et applaudissent pour en redemander !

Etranges centristes « réformateurs » qui étaient entrés au gouvernement pour saluer la fin de ce qu'ils appelaient « l'Etat-U.d.r. » et qui voient celui-ci refleurir de plus belle sous la houlette chiraquienne, eux-mêmes étant réduits à la portion congrue !

Etrange Poniatowski qui accuse l'opposition de vouloir entretenir « une guerre civile sans armes » mais laisse aussitôt l'un de ses collègues du gouvernement, membre du même parti que lui, affirmer qu'il est temps de « lâcher le bouclier pour saisir le glaive » !

Etrange Président qui affirme que la France ne doit pas vivre en campagne électorale permanente mais n'interdit pas à ses ministres de répéter à qui mieux mieux qu'il faut politiser les prochaines élections municipales et tout mettre en œuvre dès maintenant pour gagner les législatives !

Oui, tout cela est étrange, mais ce remue-ménage désordonné n'est pas sans signification. Il y a longtemps que nous avons mis l'accent pour notre part sur ce qui a profondément changé dans la vie politique française depuis mai 1974, à savoir que l'homme qui est à l'Elysée n'est plus celui qui dispose de la masse de manœuvre au sein de la majorité parlementaire. Pour réduire cette « diarchie » il aurait fallu que le parti giscardien devienne une grande formation susceptible de supplanter l'U.d.r. Ses dirigeants ont échoué dans cette tâche et cela d'autant plus qu'aucun d'entre eux n'a réussi à s'imposer dans l'opinion pour faire au moins équilibre à Jacques Chirac. 23 mois après, celui-ci reste donc l'homme fort du Pouvoir. Si l'on se rappelle comment Georges Pompidou avait, en 1972, écarté sans difficulté Jacques Chaban-Delmas devenu gênant pour lui, on mesure le chemin parcouru.

Le désordre qui règne dans la majorité vient en grande partie de cette situation désormais irréversible. « Coordonnateur » ou pas, il ne fera que s'aggraver à mesure que la gauche marquera de nouveaux points. Et cela aussi est inéluctable : certes, les hommes de la majorité vont unir leurs efforts et les énormes moyens à leur disposition pour tenter de stopper la progression de l'opposition. Les discours incantatoires et les exhibitions de Tartarin et de Tranche-Montagnes, complaisamment reproduites par les radios et la Télévision, ne manqueront pas. Les attaques personnelles non plus. Mais la violence verbale qui est souvent, en soi, une preuve de faiblesse ne peut dissimuler longtemps les échecs d'une politique.

Ce sont ces échecs que ressentent aujourd'hui les Français que Valéry Giscard d'Estaing ne réussit pas plus à convaincre quand il substitue un ton solennel au style décontracté. Le besoin d'une autre politique apparaît dans toutes les catégories sociales. Il s'est exprimé avec force chez les jeunes qui ont voté massivement pour la gauche



les 7 et 14 mars. Cette autre politique ne consiste pas à accélérer ou à freiner de pseudo-réformes ; pas davantage à abuser l'opinion avec des campagnes mystificatrices qui ne trouvent jamais — et pour cause — de conclusion concrète. A force d'avoir été répétée — et démontrée par les faits — cette idée est maintenant comprise : un pouvoir au service de l'argent et du patronat ne peut défendre les intérêts des travailleurs et des exploités. C'est une vérité simple qu'aucun discours de Chirac ne peut effacer.

CLAUDE ESTIER

Le bouc émissaire

Dans son entretien avec le journaliste Alain Duhamel d'où est sorti son livre « Cartes sur table », publié il y a trois ans, Michel Poniatowski tenait ces propos qui ne manquent pas de sel aujourd'hui :

« Lorsqu'un président doit tenir sept ans, avec la possibilité de voir renouveler son mandat encore pour sept ans il lui faut, dans notre pays où les hommes politiques s'épuisent rapidement, être épaulé par une fonction intermédiaire sur laquelle s'exerce le phénomène d'érosion.

A.D. - Un bouc émissaire ?

M.P. - Oui, un bouc émissaire qui fasse écran et dont la présence protège le président de la République contre les atteintes du temps et la versatilité de l'opinion publique. C'est le Premier ministre, dont la fonction, hormis cette utilité, est ambiguë et dont l'existence ne contribue guère à clarifier la vie politique ».

REPRISE... ES-TU LA?

« Il faut savoir que la reprise a lieu ». La forme de la phrase — incantation plutôt que constat — est révélatrice. Valéry Giscard d'Estaing face à des Français de plus en plus sceptiques ne tente même plus de démontrer ou de convaincre. Mais tout simplement, par l'affirmation outrée, de conserver autour de lui les hésitants et surtout d'exorciser leurs doutes.

D'autres — la presse a suivi avec son habituelle docilité la pensée présidentielle — ont trouvé des arguments « étonnants ». La preuve de la reprise ? Pour Jean Denizet, dans « l'Expansion », elle est simple : « Le numéro du « Times » du 23 février est sorti sans rubrique économique à son sommaire ». Les chômeurs français qui ce jour-là sont allés « pointer » apprécieront...

Ce nouveau serpent de mer baptisé reprise, tantôt aperçu au fond du tunnel, tantôt déjà passé, c'est quoi ? Là est la vraie question. Pour savoir si la « reprise » existe, il faudrait tout d'abord savoir comment la mesurer.

Pour les salariés, cela peut se résumer simplement. Tout d'abord il faut résorber le chômage. Assurer du travail devrait être la première exigence de tout gouvernement. Puis améliorer les conditions de travail et de vie. C'est-à-dire peser sur l'intensité du travail, modifier l'environnement urbain. Enfin, arrêter l'inflation et assurer une croissance réelle des revenus. Plus quelques autres choses... Schématiquement, pour les salariés pourraient servir comme indices de la reprise : le nombre de chômeurs, l'évolution des dépenses d'un ménage type mises en parallèle avec ses revenus.

Recours aux indices

Pour les patrons, la reprise ne se situe absolument pas à ce niveau. Pour eux, ce qui importe, c'est de restaurer le volume de leurs profits, ainsi que leurs taux par rapport au capital investi. Mais il est politiquement impossible de dire tout crûment aux Français que la reprise doit se limiter à cela. D'où le recours aux indices.

Car la première, la grande, la seule preuve de la « reprise » est la relative croissance du volume de la production. Il suffit qu'un mois la production d'une ou plusieurs branches industrielles augmente, pour que la « reprise » soit annoncée à grand fracas. Or, il est possible — les faits le prouvent — d'accroître la production sans créer le moindre emploi nouveau. Tout simplement en augmentant la productivité. A la fois en intensifiant les cadences de ceux qui travaillent et en investissant dans des machines qui supprimeront des salariés pour une production équivalente ou, le plus souvent, supérieure. Certes le chômage partiel pourra être ainsi en partie résorbé. Mais l'augmentation de la production mesurée ces derniers mois ou prévue pour les mois prochains est trop faible pour « débloquer » le marché du travail. Pour cela il faudrait une « croissance galopante ». Ou que le gouvernement applique le programme économique du P.s. et le Programme commun. Ne rêvons pas. La production intérieure brute (Pib) connaîtra en 1976 une croissance faible. Après le « trou » de 1975, on plafonnera à un niveau légèrement supérieur à celui de 1974. Le résultat ? Dès la fin de l'année scolaire, avec l'arrivée d'une classe d'âge sur le marché du travail, le chômage — après être resté stable les 6 premiers mois de l'année — fera un nouveau bond. Car l'embauche demeure très faible : pour une offre il y a, à l'heure actuelle 10 demandes ! Les 200 000 jeunes qui, entre juillet et septembre, arriveront sur le marché du travail iront donc pour l'essentiel renforcer la longue cohorte des chômeurs.

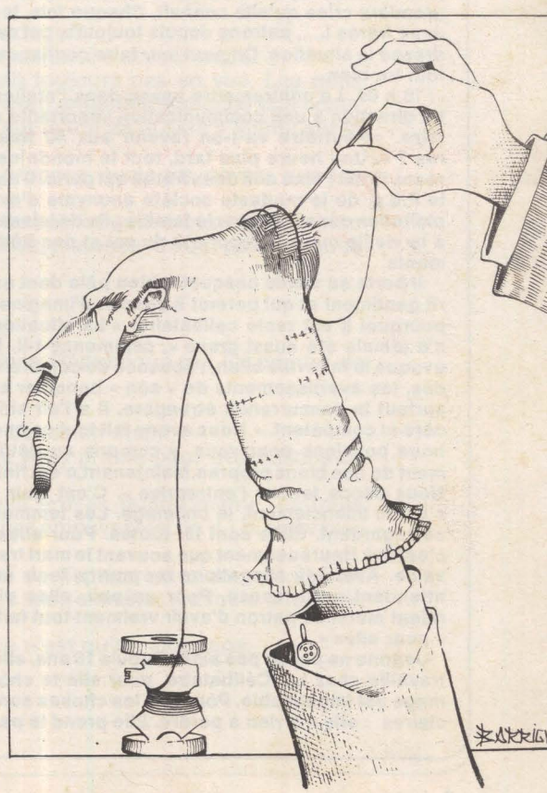
Mais une croissance de 5 à 6 % de la productivité permettra aux entreprises de rétablir leur rentabilité... D'autant que la pression sur les salaires se fait de plus en plus forte. Dans l'environnement international actuel, le patronat, pour affronter la concurrence et accroître ses profits, tente de limiter au maximum la croissance des salaires. Et docile, Valéry Giscard d'Estaing reprend en termes identiques à ceux de François Ceyrac les appels à la « discipline nationale ». La résistance farouche aux revendications salariales n'est pas le seul fait du patronat. Dans ce concert le gouvernement est présent. L'évolution de l'ensemble des prix, salaires et revenus, dépend en effet de ses décisions : on retrouve ici les problèmes d'indice. Tout un chacun peut mesurer, chaque jour, que les prix augmentent. Mais leur croissance est difficilement mesurable pour un salarié. Alors, l'Insee effectue tous les mois une enquête qui permet de mesurer « la hausse des prix ». La mystification atteint en ce domaine le grand art. Pour un salarié, ce qui est vital c'est de connaître dans quelle mesure ses dépenses ont augmenté. Cela l'Insee ne le dit pas. L'indice mesure, en utilisant habilement « l'effet qualité », une hausse limitée toute théorique et des prix par rapport aux dépenses réelles des Français. Un seul exemple. En janvier 1975, un réfrigérateur « Freezo » de 200 litres coûtait 1 000 F. Un an après, le modèle 1975 n'est plus en vente. Mais, il y a un nouveau modèle. Toujours de 200 litres. La différence entre les deux ? Le premier n'avait pas de pédale d'ouverture, le second oui. Si vous voulez acheter un réfrigérateur de 200 litres, vous pourrez, que faire d'autre ?, acheter un « Freezo ». Vous le paierez 1 200 F. Or, pour l'Insee il n'y aura pas eu d'augmentation. Car pour les 200 F de plus il y aura un « effet qualité » — la pédale — expliquant la différence...

Il y a d'autre part les « manipulations ». La dernière est récente. En février, les techniciens de l'Insee calculant l'indice des prix de détail de janvier s'aperçoivent que celui-ci fait un bon de 1,5 %. C'est beaucoup. Ce saut était dû en partie au remaniement des tarifs décidé le 1er janvier par E.d.f. Jean-Pierre Fourcade averti — ce qui est déjà étonnant — trouvait une solution : comme il n'était pas possible d'annoncer une telle hausse, il a demandé à E.d.f. de « supprimer » sa réforme tarifaire. L'indice, du coup, était plus « présentable » : il ne faisait que 1 % ! On comprend mieux pourquoi gouvernement et patronat s'accrochent à un indice que les syndicats récusent : déformant la réalité, il permet de minimiser les dépenses des ménages, donc d'avoir un argument « sérieux » pour refuser les augmentations de salaires...

Même dans le secteur « chéri »

Malgré cela, l'inflation ne cessera pas : ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on stoppe la fièvre d'un malade. La poursuite de l'inflation s'inscrit dans les décisions gouvernementales : tout d'abord, la liberté des prix a été rendue à de très nombreux produits industriels depuis le 1er avril. L'exemple de l'automobile dont les prix étaient libres est révélateur : en deux ans, la hausse des différents modèles est comprise dans une fourchette allant de 35 à 50 %...

Puis, le renchérissement des produits importés pèsera. Et là, la baisse du franc →



REPRISE... ES-TU LA?

→

jouera un rôle multiplicateur à la hausse des prix mondiaux. Sans parler des hausses de produits agricoles qui sont prévues.

On le voit, il sera difficile de limiter l'inflation « officielle » à moins de 10 %... C'est dire si la hausse réelle des dépenses des ménages sera forte. En 1975 elle fut, d'après la C.g.t.,supérieure de 5 % à l'indice officiel. En 1976 la dérive sera du même ordre. La « victoire sur la crise » dont certains parlent, est, on le voit plus que limitée.

Même dans le secteur chéri du gouvernement, les exportations, tout n'est pas au beau fixe. Certes, la progression en valeur des ventes françaises au début de l'année a été « surprenante ». Certes, le mois de février avait un jour ouvrable en plus. Certes, plusieurs « journées fériées » tombant cette année un samedi ou un dimanche, cela suffira à accroître la production de 1,5 %. Donc les exportations. Mais comme les importations croîtront elles aussi — leur progression est parallèle depuis plusieurs mois à la production — au total le déficit commercial avoisinera en 1976 les 8 milliards de francs.

Qu'il s'agisse du chômage, de l'inflation, de tout ce qui fait la vie quotidienne des Français, de l'intensité du travail, des consommations collectives, tout montre que l'année 1976 ne sera pas une bonne année : seules les entreprises et surtout les grosses y trouveront leur compte. Certes, sauf événement imprévu, les courbes ne s'infléchiront pas davantage. Mais c'est tout.

Le patronat, lui-même, n'a pourtant pas que des motifs de « contentement ». L'indécision du gouvernement, ses hésitations ne lui facilitent pas la tâche. Si c'est bien le Pouvoir qui a permis de « calmer » certaines revendications en prenant en charge l'essentiel du passif — ce sont les contribuables qui paient ; si l'accroissement — officiel — du pouvoir d'achat (4,2 % pour 1975) est dû en grande partie aux prestations sociales qui ont crû de 25 %, alors que la masse salariale n'augmentait que de 14 % ; si les crédits, les subventions, n'ont jamais été aussi « juteux » ; si les reports d'impôts ont permis aux entreprises d'améliorer leur trésorerie, il n'empêche que l'absence de décision, les contradictions de la politique gouvernementale les « gênent ».

Pas de « prime »

Un exemple suffira. Le franc est sorti du serpent. Rien d'étonnant à cela. Non seulement une monnaie ne fait que refléter l'état d'une économie, la puissance d'un pays mais, depuis plusieurs semaines une bonne partie des « exportateurs » souhaitaient qu'une dévaluation intervienne. Cela, pensaient-ils, devait les aider à s'assurer des marchés. Mais, pris dans ses contradictions, le Pouvoir n'est pas allé jusqu'au bout de sa propre logique. Le flottement décidé n'est pas une mesure franche. Il alimente l'inflation, mais, pour l'instant il est trop faible pour que la « prime » sur laquelle comptaient les exportateurs soit conséquente. Le résultat est évident : en l'absence de décisions claires, les investissements n'auront pas lieu... et les exportations ne croîtront guère. Le va-et-vient entre la fausse relance et l'austérité à peine voilée n'est pas dû au hasard ou à l'incompétence. Le Pouvoir doit à la fois aider le patronat à « redéployer » son activité, à mieux s'insérer dans la division internationale du travail, mais il lui faut tenir compte des rapports de forces politiques. Sentant sa base sociale se restreindre comme une peau de chagrin, il lui est difficile d'être « pur et dur » et d'assumer jusqu'au bout ses volontés profondes. L'élaboration du VIIe Plan est le reflet de cette indécision : les prévisions, qu'il s'agisse du chômage ou des revenus, montrent que la « catastrophe » est une réalité proche. Prévoir que dans 5 ans il y aura 800 000 chômeurs ressemble étrangement à de la provocation. Annoncer que l'Etat « paiera » aussi. Mais comment faire autrement ?

Lionel Stoleru, par exemple, couvre les murs des villes d'affiches gigantesques pour annoncer que les travailleurs sont « aussi » des bâtisseurs. Outre que cet « aussi » est révélateur, la « revalorisation du travail manuel » semble largement compromise. Tous les intéressés ont en effet expliqué que revaloriser leur travail passe d'abord par une

UN PATRON BIEN "BRAVE" : 33 CHOMEURS

Il fait froid mais beau sur ce plateau du nord de l'Isère. Les 33 ouvrières et le contremaître de l'usine L... sont au travail. Comme d'habitude, depuis quelques mois, l'usine ne fonctionne que 32 heures par semaine. Cela n'étonne pas outre mesure dans la région : d'autres « font » moins. Car c'est la crise et il suffit de faire le gros dos. Bientôt, les commandes reviendront. Ne parle-t-on pas de reprise ? Pourquoi la fabrication de talonnettes de chaussures ne repartirait-elle pas ? L'entreprise existe depuis 30 ans, et ce n'est pas la première crise qu'elle connaît. Chaque fois, les deux frères L..., patrons depuis toujours, ont redressé la situation. On peut leur faire confiance, tout ira bien...

16 h 00. Le contremaître passe dans l'atelier. La direction a une communication importante à faire. « Peut-être va-t-on revenir aux 40 heures ? ». Une heure plus tard, tout le monde est réuni. C'est l'aîné des deux frères qui parle. Il est le P.d.g. de la modeste société anonyme d'exploitation constituée par la famille afin de laisser à la vieille mère la propriété du sol et des bâtiments.

Il porte sa vieille casquette bleu pâle dont on rit gentiment et qui permet à chacun d'imaginer pourquoi il est resté célibataire. « La situation n'a jamais été aussi grave », commence-t-il. Il évoque le mauvais bilan, l'absence de commandes, les avertissements de « son » banquier et surtout la concurrence étrangère. Il a l'air sincère et compétent. « Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour vous, y compris au détriment de nos biens propres.Maintenant,c'est fini. Nous allons fermer l'entreprise ». C'est clair : c'est le licenciement, le chômage. Les femmes se regardent. Elles sont là, toutes. Pour elles, c'est fini. Heureusement que souvent le mari travaille. Avec les allocations on pourra tenir en attendant autre chose. Pour un peu, elles diraient merci au patron d'avoir vraiment tout fait, « pour elles ».

Jeanne ne pense pas ainsi. Depuis 16 ans, elle travaille chez L... Célibataire, pour elle le chômage est impensable. Pour elle les choses sont claires : elle n'a rien à perdre. Elle prend la parole pour dénoncer cette mesure abrupte et invite toutes ses camarades dans la salle de la mairie voisine.

Là, on discute ferme. Que faire, qui contacter ? Il n'est pas facile de réagir quand toute sa vie on a fait confiance à d'autres. Pourtant, on va essayer. La C.f.d.t. locale est contactée. Une section se crée. Des assemblées générales s'organisent toutes les semaines. Mais on bute sur le « que faire » ? L'échéance de l'avis de l'Inspection du travail sur les licenciements collectifs approche et les arguments des travailleurs ne sont pas très nombreux.

On fait alors appel à des camarades qui « s'y connaissent » en économie pour analyser la situation de l'entreprise. Le marché de la talonnière de chaussures est des plus étroits. Trente entreprises françaises existaient il y a 30 ans. Aujourd'hui, après une lutte acharnée, et souvent déloyale, il n'en reste plus qu'une poignée. Et l'essentiel de la production se fait à partir de plastiques nécessitant d'importants investissements et non plus à partir de tissus et cuir qui demandaient beaucoup de main-d'œuvre féminine très exploitée... Ce que savaient faire les patrons français. Les choix d'investissements ont été complètement irrationnels faute d'un conseil technique (syndicat professionnel ou administration) que la lutte entre fabricants interdisait.

L'entreprise pourrait être viable : elle a un produit de qualité et un marché. Mais il faudrait beaucoup d'argent et de volonté pour la relancer.

Le contrôleur du travail pour sa part veut bien croire au redémarrage, mais se refuse à faire les démarches nécessaires, faute de temps et de compétence. Il est « brave », c'est sûr, mais ce n'est pas suffisant. Le comité « Fourcade » ne peut rien, lui non plus. Le sous-préfet économique attend la retraite et le préfet, en tournée, déclare que « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras », donc qu'un an de salaire à 90 % sans rien faire, ce n'est pas si mal pour des femmes...

Où aller ? Que faire ? Les questions demeurent. Les démarches faites auprès des concurrents n'aboutissent pas, chacun attendant la fermeture pour racheter à vil prix la marque et le réseau commercial. Alors ? Faut-il aller plus loin dans l'action ? Occuper l'usine ? Tout le monde le pense, mais personne ne veut s'engager.

Elles sont cinq déléguées élues par leurs camarades autour de la table, plus le permanent syndical. Jeanne pousse à la roue : « L'occupation, c'est le seul moyen pour qu'on s'occupe de nous ». Marie, mariée sans enfant : « Bien sûr, c'est ce qu'il faut faire, mais que va dire mon mari ? Il est bien d'accord pour nous soutenir, mais si je ne rentre pas une nuit à la maison, il ne sera sûrement pas content ». Danielle a deux enfants : « Qui s'en occupera ? ». Martine habite chez ses parents « qui ne veulent pas d'histoires ». Joëlle est issue d'une famille de paysans. Elle en a parlé autour d'elle : « Les paysans sont contre, ils trouvent qu'on a déjà bien de la chance d'avoir des indemnités ».

augmentation des salaires. Or, il n'en est pas question puisque augmenter les salaires de ceux qui produisent revient aux yeux du patronat à augmenter les prix de revient. Ce qui est impensable. Le rapport Giraudet l'affirme !

Qu'il s'agisse de contradiction politique ou « sociale », le Pouvoir se trouve donc contraint à faire sans dire ou à faire à moitié. Ce qui ne satisfait personne. Ni les grandes entreprises qui veulent obtenir plus pour se tailler leur part dans le commerce international, ni les petites qui veulent survivre et ne pas passer sous la coupe des plus gros. Ni les salariés. Il semble d'ailleurs que de nombreux experts gouvernementaux se soient fait une raison. « Ce n'est pas parce que nous améliorerons tant soit peu la situation économique que nous regagnerons la confiance des Français, disent-ils. Jouons donc d'autres cartes ». On est loin de la conjoncture... Cela explique le recours systématique à l'incantation. Il ne s'agit plus pour le Pouvoir de prouver que son action a des résultats, mais d'affirmer tout simplement que ces résultats sont déjà atteints. Ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing dédaignait le verbe pour les chiffres. Président de la République, il cherche désespérément à oublier les chiffres — ou à les faire manipuler — pour n'utiliser que le Verbe.

GUY PERRIMOND

Finalement, tout le monde hésite. Une réunion publique au chef-lieu n'a pas permis de créer un vrai mouvement de solidarité. L'action du député de la majorité qui fait (très bien) semblant de se démener a un effet démobilisateur. On a tellement l'habitude de recourir aux notables...

Avec les semaines, l'isolement, les femmes se sont découragées, l'enthousiasme du début s'est éteint. Une dernière réunion a lieu avec la direction : l'ambiance est tendue. L'ensemble des femmes a débrayé pendant la durée de la réunion. C'était la première grève. Et peut-être la dernière. La vieille Madame L... regarde par la fenêtre de son domicile, au-dessus de la cour : elle n'a jamais vu « ses» gens agir ainsi, eux à qui la famille « a tout sacrifié ».

Le frère aîné parle, approuvé docilement par le cadet encore plus accablé que d'habitude : « Vos experts ont raison... mais ne comptez plus sur nous pour redresser la situation. Pour un franc, nous vous laissons la société (sans les murs bien sûr) et nous partons à la pêche ». Jeanne réagit vivement : « Nous, nous ne pouvons pas partir à la pêche, monsieur. »

Là est toute la différence, elle le sait maintenant. Elle ajoute tristement : « Nous aurions mieux fait de le comprendre plus tôt. En tout cas, ne comptez pas sur nous pour cautionner votre faillite ». Tout est dit. Les frères L... déposeront le bilan. Il y aura 33 chômeurs de plus dans une région où toutes les usines travaillent entre 24 et 36 heures par semaine.

Trois mois après, seule Jeanne a été rembauchée dans un emploi de service. Les autres attendent. On vient d'apprendre qu'une proposition de rachat des murs et de la marque avait été faite aux deux frères qui la jugeaient trop faible. C'est ça le culot !

Aujourd'hui, il y a dans la région quelques dizaines de travailleurs plus conscients de ce qu'est le capitalisme dit familial et paternaliste. C'est un point acquis. Le conseiller général de droite vient d'être réélu. Tout va bien pour lui. Mais Jeanne sait qu'il ne faut plus attendre passivement, et on commence à entendre parler d'elle dans les entreprises de la région.

PAUL LEDUC



Ils s'étaient levés tôt pour se rendre à la gare. Ils devaient aller vers des jours meilleurs et prendre pour cela la Reprise du matin. Les voyageurs étaient déjà nombreux sur le quai quand ils arrivèrent.

« La Reprise de 7 heures est annoncée avec un léger retard », annonça le haut parleur qui à ses heures était également beau parleur.

— Dis papa, c'est quoi la Reprise ?

— C'est le train de mesures qui doit nous conduire vers le bonheur.

Le père s'était assis sur ses bagages ; des bagages universitaires qui n'avaient pas beaucoup servi. Il scrutait l'horizon, mais ne voyait rien venir.

— Dis papa, là-bas j'aperçois une fumée, s'écria le petit garçon.

Un mouvement de foule s'ensuivit, une bousculade, chacun voulant être bien placé pour l'embarquement. Quelques chômeurs tombèrent sur la voie. Le père se fit voler ses bagages par un Enarque qui les collectionnait. La fumée grandit à vue d'œil. Quand elle arriva en gare la foule poussa un immense soupir de désappointement, car ce n'était que Chirac qui jouait au train traînant derrière lui un U.d.r. et un R.i. en wagon de queue.

— C'est ça une reprise ? dit le fils.

— Non ! ce n'est tout au plus qu'un raccommodage, répondit le père, en s'asseyant par terre.

— Dis papa, c'est quoi un raccommodage ?

— Une réparation sommaire dont la majorité s'accommode.

Le temps passait et la Reprise n'était toujours pas en vue. Les gens commençaient à s'impatienter et l'on pouvait entendre quelques cris hostiles. Une compagnie de C.r.s. qui nichait sur le toit de la gare s'abattit sur la foule. Le calme revint.

Vers midi, un marchand ambulant proposa quelques pavés, que les affamés dévoraient à belles dents.

« La Société nationale des transports patriotiques vous prie de bien vouloir excuser le retard du train de Reprise, annonça le haut parleur, nous vous demandons un peu de patience ».

Un silence...

On aurait entendu voler un Smic.

— Dis papa, c'est quoi la patience ?

— C'est une invention de la cinquième République qui lui permet de dissimuler ses inaptitudes naturelles.

— Une patience c'est une réussite ?

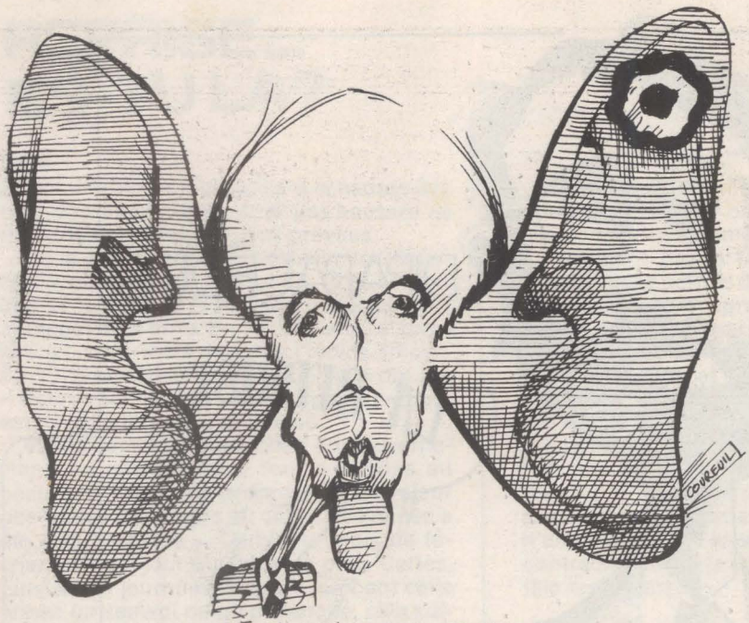
— Une réussite pour celui qui a les cartes en main.

« La Reprise va entrer en gare. Nous vous prions pour des raisons de sécurité de bien vouloir vous reculer ».

Elle avait du retard, certes ! mais elle arrivait quand même. La foule poussa un cri de joie, on assista à des scènes émouvantes, un U.j.p. embrassa un P.s.

Tracté par une rutilante V.G.E. le train de Reprise entra en gare. Il était composé de wagons du C.n.p.f. Il traversa sans s'arrêter. La foule effondrée le regarda disparaître.

— Papa, dans le fond, une reprise ce n'est qu'un stoppage.



EN ALSACE À L'ECOUTE DES FRANÇAIS

Alsace

DES PAVES DANS LA "VITRINE"

De notre envoyé spécial

Les Alsaciens ont sans doute appris avec intérêt que le Président de la République voulait que leur région devienne « une vitrine ». Jusqu'à présent ils ne s'en étaient guère aperçus bien que le Pouvoir, électoralement parlant, leur doive beaucoup.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si Valéry Giscard d'Estaing avait choisi l'Alsace pour sa première sortie après la secousse subie par la « majorité présidentielle » les 7 et 14 mars. Dans une région où tous les parlementaires et la quasi-totalité des élus locaux appartiennent à cette « majorité», il avait toute chance d'être reçu chaleureusement. Ce qui n'a d'ailleurs pas été le cas partout. A l'entrée du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines, ce sont surtout des jeunes giscardiens venus de Paris par train spécial qui ont fait la claque. Et il a fallu attendre la visite aux vieux quartiers de Colmar, après le discours prononcé dans l'ancien couvent des Catherinettes, devant un parterre de personnalités locales triées sur le volet — les élus de gauche et les syndicalistes étaient absents — pour que le Président puisse enfin s'offrir un bain de foule et regarder quelques-uns de ses compatriotes au fond des yeux.

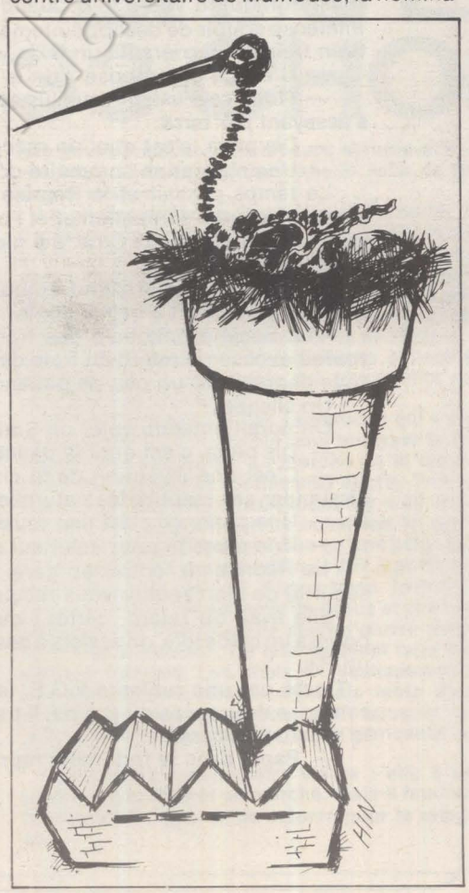
S'il a le loisir de tirer de ce voyage quelques conclusions objectives, il pourra se convaincre que l'Alsace elle-même est en train de bouger. A force d'être incomprise par le conservatisme gaullo-centriste, elle commence sérieusement à regarder du côté de la gauche ainsi que l'ont montré les résultats des dernières élections cantonales : deux élus socialistes dans le Haut-Rhin, Fernand Weber à Cernay et Me Vemaere à Colmar, un autre à Strasbourg, Marc Brunschweiler, et une percée inattendue du P.s. dans des cantons où les socialistes n'avaient jamais même eu de candidats. Au total, près du tiers des électeurs alsaciens ont voté le 7 mars pour la gauche. C'est bien la preuve d'une désaffection croissante envers le pouvoir en place et d'un malaise que ne pourra suffire à dissiper le catalogue de belles promesses présenté dimanche par le Président de la République.

Quelques statistiques de l'Insee ont récemment traduit ce malaise de façon concrète : l'Alsace paie dix fois plus d'impôts qu'elle ne reçoit de subventions. Et le chômage, inconnu dans la région depuis 1945 a rapidement progressé à partir de 1974, se nourrissant des fermetures d'usines locales et des réductions d'effectifs qui frappent les travailleurs frontaliers.

En fait, la situation de l'emploi devient catastrophique. Et les 30 000 Alsaciens employés en Allemagne et en Suisse, qui ne sont que des chômeurs camouflés, craignent de devenir un jour des chômeurs effectifs.

L'agriculture, elle, ne se porte pas mieux. Dans le seul département du Bas-Rhin, où la propriété agricole est la plus morcelée de France, trois exploitations disparaissent chaque jour !

Les récentes initiatives du gouvernement n'ont fait qu'entretenir le mécontentement et susciter une méfiance de plus en plus grande vis-à-vis du pouvoir central. La réforme de l'O.r.t.f., bradant l'Orchestre de Strasbourg et les émissions dialectales, le projet de subordonner l'Université de Strasbourg à celle de Nancy, la mise au pas du centre universitaire de Mulhouse, la nomination à Colmar après les événements d'Aléria de M. Gilly, ancien préfet de la Corse, ont, chaque fois, déclenché des concerts de protestations. Et les notables U.d.r., centristes et réformateurs composant la classe politique régionale, essaient de récupérer le mécontentement, de le chevaucher, de le dévier.



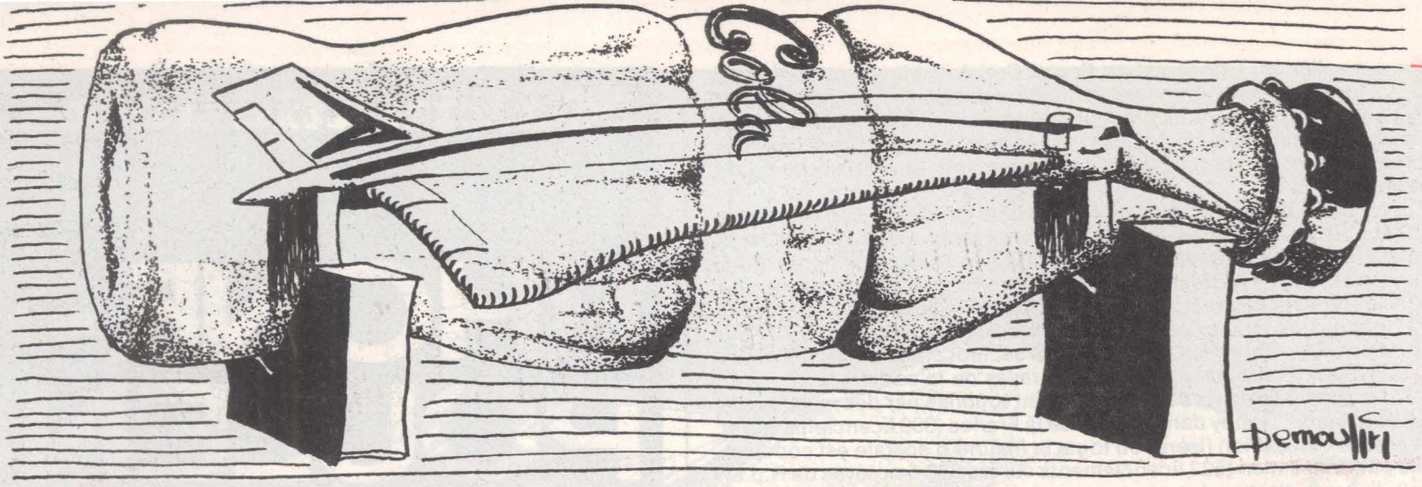
Leur conception du rôle de notable se bornant à inaugurer ce que l'Etat a entrepris, ils ne demandent, en fait, qu'à inaugurer davantage et en plus grand. Et pour cela ils se sont mis à faire des propositions que Giscard d'Estaing vient largement de reprendre à son compte. L'ennui c'est que bon nombre d'Alsaciens n'apprécient guère les « plans » mis en chantier. L'industrialisation massive des bords du Rhin ? La réaction contre les menaces qui pèsent sur la forêt de Marckolsheim a montré que les Alsaciens refusent de voir détruit leur cadre de vie et la Datar elle-même est réticente à une telle formule, car elle déséquilibrerait l'économie régionale.

La liaison autoroutière nord-sud que le Président de la République a promis dimanche de venir inaugurer avant la fin de son septennat ? Elle est très discutée, notamment par les cultivateurs car elle entraînerait la perte d'excellentes terres agricoles.

N'ayant pas de politique économique cohérente, les élus de « la majorité présidentielle » s'enferment dans des querelles de personnes à peine déguisées. Ou s'occupent de « leurs » affaires. Certains retardent l'adoption de la Charte du Parc national régional des Vosges du Nord. Avant qu'il ne soit mis en place, il y a quelques opérations immobilières fructueuses à faire. D'autres bradent les forêts, d'autres...

Pendant ce temps la population bouge. Les élections de 1973, les présidentielles de 1974 et les cantonales de 1976 ont montré que la gauche n'est plus la grande absente. La naissance de nouveaux périodiques, « Klapperstei 68, « Uss'm Follik, « le Budderflade » (La tartine de beurre), « La cigogne plumée » (Le canard enchaîné alsacien) montrent que la presse n'est plus la grande muette.

Mais surtout les Alsaciens se remettent à suivre de très près les affaires municipales. Longtemps ils les ont abandonnées entre les mains de quelques-uns. Ils avaient tort... En ce sens, l'affaire de Marckolsheim, le refus de l'usine de plomb de la C.w.m., a marqué



CONCORDE: UN ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE

Concorde est moribond. Il vaudrait mieux dire qu'il est « mort ». Et avoir le courage de signer « l'acte de décès ». Car l'absence de décision qui a caractérisé la rencontre, mardi, à Paris de Marcel Cavaillé et de Gerald Kaufman, les ministres responsables du programme, équivaut à une décision.

Attendre revient à faire entrer Concorde dans l'Histoire... et au Musée. En effet, la fabrication d'un tel appareil s'étale sur trois ans. Depuis février, il aurait fallu lancer les pièces primaires pour qu'il n'y ait pas rupture de chaîne. Au mieux, l'annonce faite dans plusieurs mois d'un « effort » portant sur deux exemplaires équivaudra à un enterrement de première classe.

La deuxième ligne de repli du gouvernement est d'ailleurs déjà tracée. Après avoir attendu, camouflé sa lâcheté — il faudrait affronter les Américains sur un autre terrain que juridique — on expliquera que face aux difficultés techniques tous les efforts devraient porter sur la « version B ».

La « version B » c'est un Concorde modifié pouvant franchir 7 000 km au lieu de 6 500 et pouvant ainsi relier Francfort à New-York. Elle serait moins bruyante : l'hostilité des défenseurs de l'environnement américain serait ainsi désarmée. L'hypothèse est séduisante. Seulement depuis des années la version B, demandée avec insistance n'a pas été mise en chantier. Officiellement pour ne pas concurrencer les appareils en fabrication. Or la crédibilité de la version B risque d'être mince : l'avion ne pourrait pas être livré avant 1982 soit 4 ans après le N° 16. Ce qui impliquerait une rupture de chaîne, une dispersion des équipes, des outillages etc... Proposer une version B c'est, en quelque sorte un vœu pieu ou une réédition des mésaventures du modèle actuel.

Certains parlent donc déjà d'un autre modèle, dérivé de l'actuel mais profondément modifié : voilure, moteurs, tout serait remis en cause. Là, il ne s'agit plus de vœux mais d'utopie. A l'horizon 1990 — et même avant — les Américains produiront leurs supersoniques. Car eux y croient. Et si pour des raisons conjoncturelles leurs projets ont avorté, la Nasa, tout comme Boeing et Lockheed ont poursuivi leurs études. Restera donc la « participation » au supersonique américain, c'est-à-dire dans le meilleur des cas, la sous-traitance. Et la livraison aux firmes américaines des acquis technologiques et de l'expérience accumulée. La « non décision » de lundi équivaut donc à un sabotage. Cela ne surprendra pas les lecteurs de « l'Unité ». Dans le N° 188 sous le titre « Le complot de l'Elysée» nous annoncions ce scénario. En février 1973 aussi. Classé « affaire de gouvernement» Concorde n'a donc plus d'avenir.

Pourtant, dans la nuit de dimanche à lundi, rentrant de Dakar en Concorde, j'ai pu mesurer ce qu'apportait un tel appareil. 2 h 49 de vol, moitié moins de temps, un confort et un silence que bien des supersoniques peuvent lui envier. Et chacun sait que « la vérité des prix », c'est-à-dire les tarifs actuels pratiqués par les compagnies, est une notion toute relative. Lors du passage des long-courriers à hélice aux long-courriers à réaction les gains de temps et de confort avaient été remarquables. Et il n'y avait pas eu d'incidence sur les tarifs : on n'avait pas réservé un certain type d'avion à une certaine clientèle...

Mais les problèmes de la Snias ne se limitent pas à Concorde. Lors de sa nomination à la direction de la firme le général Jacques Mitterrand avait déclaré : « Je ne suis pas venu sans biscuits. » Il semble bien que les « biscuits » en question ressemblent plus à une purge qu'à une potion magique. Qu'on en juge : mardi matin on annonçait aux syndicats que l'usine de Châteauroux serait fermée le 1er juillet et le bureau d'études de Suresnes pour la fin de l'année. De surcroît le personnel de division avion doit diminuer de 1 500 personnes. Au besoin, pour ne pas licencier, la direction s'apprête à demander au ministre du Travail le droit de mettre à la retraite son personnel a partir de 57 ans. C'est tout. Aucun programme nouveau n'est prévu.

La « non décision » de lundi va donc accroître les menaces qui pèsent sur le personnel. Des deux côtés de la Manche plus de 10 000 personnes travaillent sur le programme Concorde. Sept des seize avions de la série ont déjà volé. Côté français : le n° 1 pour la poursuite des essais, le 3 et le 5 livrés à Air France, le 7 qui sera livré le 10 avril. Côté anglais les N° 2, 4, 6. Les 9, 10, 11 et 12 seront livrés à Air France et à la British Airways d'ici à mi-1977. Restera les 13 et 15 qui seront soit livrés à Iran Air ou à la Chine soit mis en location, et les 14 et 16 devant être vendus ou utilisés par les Anglais. Pour ces quatre derniers appareils si les gouvernements anglais et français n'appuient pas les constructeurs — ne serait-ce qu'en négociant les autorisations de survol ce qui aurait déjà dû être fait — on peut se demander quelle sera leur utilisation.

L'attitude des pouvoirs publics des deux pays n'est pourtant pas surprenante. Il suffit de se souvenir de ce qui vient d'arriver à la C.i.i. ou au C.e.a. pour le comprendre. Les avionneurs américains ne veulent pas de Concorde pour pouvoir vendre, le moment venu, leur supersonique. Tout se résume à cela. Et c'est ce que n'ose pas dire le gouvernement français.

G. P.

une véritable rupture dans leur comportement. Et, depuis, les comités locaux constitués pour s'opposer à des projets immobiliers incongrus entérinés par les municipalités et l'administration, fleurissent. C'est le mouvement d'opposition aux centrales nucléaires qui a catalysé cette prise de conscience. A Mothern, un village situé à l'extrême nord-est du Bas-Rhin, le conseil municipal a rejeté le projet de centrale nucléaire. A Sundhouse, au sud de Strasbourg, les représentants des 4 localités alsaciennes concernées par des projets de centrales nucléaires ont prêté serment en septembre d'apporter leur aide à celle d'entre elles qui sera finalement retenue par l'Ed.f.

Ce renouveau de la vie politique est relayé par un renouveau de la vie culturelle spécifiquement alsacienne. A Paris, ou ailleurs dans l'hexagone on commence à connaître Roger Siffer. Mais il n'est pas seul. De jeunes chanteurs chantent les vieilles chansons dialectales, en composent de nouvelles, et sont aimés du public. Depuis 1968, les Cercles Schickelé ont mené une réflexion et une propagande assidues sur la nécessité de conserver l'usage du dialecte, et partant sur la nécessité de généraliser à côté du français l'enseignement de l'allemand. Ce qui ne se fera pas sans poser de problèmes dans une région où le patriotisme a été avivé par l'Histoire.

Enfin, des auteurs progressistes se font éditer tel André Weckmann, écrivain trilingue de 52 ans qui a publié aux éditions Jean-Pierre Oswald son « Fonse ou l'éducation alsacienne ». Le premier livre intelligent et critique sur l'âme alsacienne, où Fonse le personnage principal, prophète et méphisto, conduit le lecteur à travers l'enfer des tragédies alsaciennes. Un livre féroce, mais juste qui interpelle les Alsaciens sur leurs démissions passées : « Faudra-t-il toujours vous dire ce qu'il faut faire ? Comment il faut voter ? Quelle langue il faut parler ? Combien de langues il faut apprendre ? Quelle patrie il faut aimer ? Quelle Alsace il faut construire ? »

Est-ce l'affirmation d'une nouvelle personnalité régionale ? D'une Alsace enfin alsacienne ? « La véritable révolution, dit Fonse, c'est cent jeunes et cent guitares, prêchant aux enfants et traversant les villes et les villages à la tête des enfants, chantant les chants interdits, les chansons oubliées. Puis entrer dans les écoles et les églises en criant : rendez-nous notre langue, voleurs, ou gare à la bastonnade ! »

Tout indique, qu'en Alsace, cette « révolution »-là vient de commencer.

ANTOINE VIOLET
(enquête de
Jean-Claude STREICHER)

Multinationales

RHONE-POULENC DIVISE POUR MIEUX REGNER

La vallée du Rhône est en fleurs. Cerisiers blancs et pommiers roses, c'est le printemps, la douceur de vivre à quelques centaines de mètres d'usines qui ressemblent comme des sœurs à l'image traditionnelle de l'usine : grappes de vélos longeant en files interminables des bâtiments vétustes, fumants et gris, entourés de grilles.

Il n'y a pas de printemps pour les ouvriers de Rhône-Poulenc. Dans chaque usine du groupe, l'affrontement se prépare car le géant de la chimie et du textile a annoncé des centaines de licenciements. Pour faire face à ses « difficultés » actuelles, le trust a décidé de réduire considérablement les activités de sa branche textile. Pour Rhône-Poulenc textile (R.p.t.) ce sont plus de 4 000 emplois sur 18 700 qui devraient être supprimés avant 1977. Le secteur chimie n'est d'ailleurs pas épargné non plus : 1 100 postes rayés de la carte.

Deux établissements sont directement touchés par des mesures de licenciement : Gaudy dans le Nord de la France (300 licenciements) et Péage-de-Roussillon (Isère) où toute la filature d'acétate est condamnée par la direction (522 licenciements sur les 850 employés de R.p.t.). Soit, la mort d'une usine.

Alors, manifestations et arrêts de travail se succèdent. Les syndicats ont demandé à Rhône-Poulenc de revenir sur sa décision ; ils attendaient une réponse pour le 31 mars. Maintenant, ils vont aller plus loin, grèves de 24 heures reconductibles et à terme occupation de l'usine.

Le vide autour de lui

A Péage, l'ambiance est à la fois morose et nerveuse. La fermeture de la filature, ici, c'est la catastrophe. Déjà, sur l'agglomération de Roussillon, 1 000 personnes vont chaque jour travailler à Lyon ou à Saint-Etienne. A la piscine municipale, un poste avait été ouvert il y a quelques semaines : 100 femmes se sont présentées.

Car Rhône-Poulenc a fait le vide autour de lui. De l'autre côté du Rhône, à La Voulte (Ardèche) on constate le même dramatique problème posé par une mono-industrie. La ville vit sur les 914 emplois de R.p.t. qui, eux aussi, se trouvent très compromis. Ici non plus, aucune chance de retrouver du travail sur place.

A La Voulte, la production a baissé de 20 % cette année ; au chômage partiel déjà en vigueur, la direction vient d'ajouter la mise à mi-temps des femmes sans enfants. A Péage-de-Roussillon, la même mesure s'est heurtée à une telle résistance qu'elle a finalement été annulée. « Nous devons gagner 0,80 F par kilo » explique la direction de La Voulte aux syndicats, sans préciser d'ailleurs ce que cela représente par rapport aux coûts de production et aux prix de vente. Soit 91 emplois à supprimer. Et de jouer du chantage classique : « Si vous travaillez bien, si vous restez calme, nous avons une chance de sauver l'usine... »

Un discours que les ouvriers persistent à ne pas vouloir comprendre puisque les manifestations organisées regroupent de plus en plus de monde : plus de 300 personnes se sont rendues à la préfecture de Privas la semaine dernière dans une bonne humeur toute méridionale qui cachait mal cependant l'angoisse d'hommes et de femmes sur la défensive. Sur le passage de la longue file de voitures se dirigeant vers Privas, les Ardéchois applaudissaient : le départ de Rhône-Poulenc, ce serait le point final à la désertification de leur région. Les unes après les autres, toutes les petites entreprises de moulinage et de texturation qui constituent l'unique trame industrielle de l'Ardèche sont en train de disparaître.

A cette catastrophe, Rhône-Poulenc n'est d'ailleurs pas totalement étranger. Une zone industrielle de 17 hectares à La Voulte reste gelée depuis plus de 10 ans. Les demandes d'implantation n'ont pourtant pas manqué, mais un groupe de la puissance de Rhône-Poulenc sait décourager les bonnes volontés susceptibles d'entamer un monopole de l'emploi bien commode pour maintenir un niveau de salaires « satisfaisant »... A Roussillon, on a constaté la même politique : la superbe zone industrielle de Saint-Maurice-l'Exil (43 hectares aménagés) est restée vide, pour la même raison. Et pourtant, à cheval sur le Rhône, l'autoroute et la voie ferrée, à 50 kilomètres de Lyon et de Saint-Etienne, c'était vraiment un emplacement idéal.

Roussillon, c'est « Rhodiaville »

L'agglomération péageoise (20 000 habitants) existe en fait parce que le trust l'a forgée. Au lendemain de la guerre de 14, la Rhodiaceta envoyait des agents recruteurs dans les villages alentour, jusqu'en Ardèche. Depuis la cité ouvrière s'est développée, faite de petites maisons individuelles entourées de jardinets : la société encourageait ses employés à construire. Roussillon, c'est « Rhodiaville » ; sa bibliothèque, ses sections sportives sont subventionnées par la société. L'équipe de football s'appelle « Rhodia-club »... Près de 50 % des habitants tirent directement leurs ressources des usines Rhône-Poulenc textiles et chimiques. Et 40 % en dépendent indirectement : commerçants, artisans, etc...

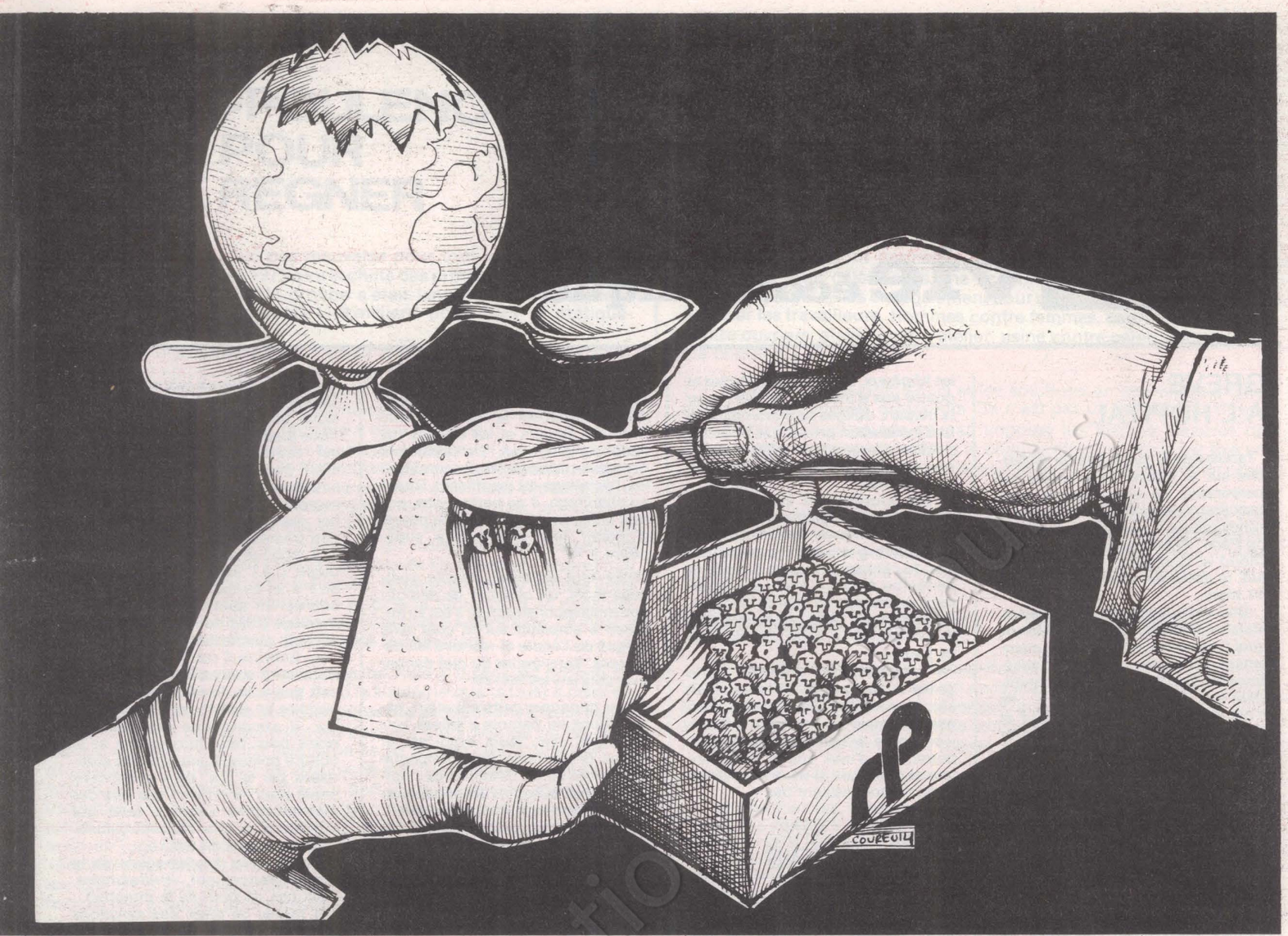
Selon le comité d'expansion de l'Isère, il est prouvé que pour un emploi créé par Rhône-Poulenc, un autre emploi est créé dans un autre secteur. La disparition d'un emploi crée les mêmes effets, en sens inverse...

Et pas question de partir, son baluchon sur le dos, chercher du travail ailleurs. Le chômage est une donnée nationale, particulièrement grave dans la région Rhône-Alpes qui a fondé sa prospérité sur quelques grands groupes comme Rhône-Poulenc ou Berliet. Et, tous, pratiquent aujourd'hui la même politique de « dégraissage »... Les femmes, comme partout, sont les premières menacées ; souvent leur mari est employé à l'usine chimie... Situation inextricable d'autant plus dramatique que les maisonnettes avec jardin qui font le charme de la cité ont été achetées à crédit.

Péage-de-Roussillon et La Voulte ne sont bien sûr pas les seules unités touchées. Les 3 500 à 4 500 emplois que R.p.t. veut supprimer ressortent pour l'essentiel d'un secteur que Rhône-Poulenc veut abandonner le plus rapidement possible : celui des produits cellulosiques (acétate, rayonne, fibrane) fabriqués à partir de la pâte de bois. Une politique que Renaud Gillet, P.d.g. du holding a ainsi définie : « Regrouper nos forces sur les produits porteurs d'avenir, arrêter les secteurs dont les produits n'ont plus d'espoir de redressement et alléger vigoureusement nos structures ».

Il n'y a là rien de vraiment nouveau. Depuis 1961 Rhône-Poulenc a entrepris de se restructurer, limitant progressivement ses activités textiles qui avaient fait sa richesse. Aujourd'hui, le trust presse le pas. Au nom de la crise. Dans l'affolement, R.p.s.a. avait annoncé à la fin de l'année dernière des pertes se situant entre 1 et 2 milliards de francs, les premières depuis trente ans. En fait, le bilan consolidé fera probablement apparaître un « trou » de 800 millions. La division textile a fourni près de 50 % de ce déficit, la crise frappant également les fibres synthétiques (nylon, tergal, etc.). Et pourtant, le groupe avait déjà fortement réduit ses effectifs dans le textile : 2 000 emplois supprimés en 67 et 4 300 depuis l'existence officielle de R.p.t. : en 5 ans ses effectifs sont passés de 23 000 à 18 700 pendant que sa part dans le chiffre d'affaires du groupe tombait de 33 à 22 %

Cette augmentation de la partie chimique du trust s'est opérée en même temps que la restructuration. La société holding R.p.s.a. est née en 1961. La S.c.u.r.p., mère des diverses filiales (Rhodia, Spécia, Pro-



labo, Théraplix, filiales argentines et brésiliennes etc.), devenait filiale elle-même d'une société uniquement financière. L'opération permettait entre autres d'écarter les représentants du personnel de tout contrôle des activités financières.

Deux usines rayées de la carte

En 1969, R.p.s.a. prend le contrôle de Pechiney-Saint-Gobain, qui abandonne ses activités chimiques, et de Progil (produits chimiques Gillet). La chimie privée se trouve regroupée autour de Rhône-Poulenc selon le rêve du gouvernement qui voulait restructurer la chimie autour de trois pôles : Charbonnages de France pour la chimie « publique », pétroliers d'Etat pour la pétrochimie, Rhône-Poulenc pour la chimie privée.

Dans le même temps, R.p.s.a. réorganisait le secteur pharmaceutique en devenant actionnaire majoritaire des laboratoires Roger-Bellon et de Mérieux. C'est alors le dixième grand mondial de la chimie. Mais le trust doit sa situation à sa tactique d'absorption et non à sa croissance interne comme l'ont fait certains de ses concurrents, allemands en particulier. Avec, un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, c'est colosse aux pieds d'argile dans la mesure où il réalise mal son unité.

Dans ce contexte, la branche textile est la première à être réorganisée. Vivant depuis des années dans le confort du monopole d'exploitation des brevets du nylon et du tergal (qu'elle avait d'ailleurs achetés), la Rhodia était gérée de façon déplorable et non préparée à la concurrence lorsque ces brevets sont tombés dans le domaine public (en 1964 et 1966). Et c'est la grave crise de 1967 accompagnée de mouvements sociaux très durs.

Sur les bons conseils d'un cabinet américain (Mac Kinsey), Rhône-Poulenc crée une division textile (R.p.t.) réunissant ses entreprises françaises et entreprend une réduction progressive des effectifs de 3% par an. On ne parle pas de licenciements mais de « mutations » : ateliers et usines sont réorganisés avec regroupement des activités. « Dans ces cas-là, on perd toujours des gens en route » soulignent des syndicalistes. Deux usines sont d'ailleurs rayées de la carte : Arcques-la-Bataille et Isieux, une troisième est en cours de liquidation : Vaulx-en-Velin. Parallèlement, un système de mise à la retraite anticipée permet d'accélérer les départs ; autant d'emplois supprimés car l'embauche est stoppée depuis 1966. Résultat : la moyenne d'âge des employés de R.p.t. atteint 47 ans !

On use les hommes mais on use aussi les machines : certaines usines sont pratiquement laissées à l'abandon, comme à La Voulte où l'entretien est nul, comme à Lyon-Vaise où le matériel est déjà largement amorti, comme à Grenoble, une des usines les plus menacées. Rhône-Poulenc joue l'absence d'investissement dans les secteurs qu'il juge condamnés. Mais, parallèlement, il se garde bien de chercher des solutions de remplacement pour les employés qui, selon ses calculs, sont voués à l'élimination...

A Péage-de-Roussillon, la tactique est flagrante. Toute la production d'acétate y a d'abord été regroupée, celle de flocons (produits intermédiaires vendus à la filature et dans d'autres secteurs que le textile) et celle de fils. On disait déjà aux syndicats : « La filature est condamnée mais nous menons des études de reconversion ». Aujourd'hui, l'atelier de flocons va être rattaché à R.p.-Industrie. Considéré comme rentable, il perd néanmoins dans le voyage 105 personnes... Et les études de reconversion traînent toujours dans les tiroirs.

Cette réorganisation de la branche textile au cours des dix dernières années est particulièrement exemplaire : elle continue à s'appliquer, méthodiquement, et touche déjà d'autres secteurs, comme la chimie fine.

Cette bonne vieille « crise »

A croire que la crise est arrivée à point nommé, offrant un alibi de poids au moment où le « sacrifice demandé aux travailleurs » devenait insupportable. Une crise qui a été visiblement dramatisée. L'année 1974 avait été pour Rhône-Poulenc particulièrement bonne : chiffre d'affaires en hausse de 19,4% et bénéfice net de 593 millions de francs ; un boom dû à la crise de l'énergie et à l'accélération de →

changer la vie sociale et économique

GREVE A L'HOPITAL

Tandis que la quête pour la recherche sur le cancer se poursuit, les personnels de trois centres anticancéreux se battent pour leurs revendications : aux Instituts Curie de Paris, René-Huguenin de Saint-Cloud et Gustave-Roussy de Villejuif, la grève est effective depuis le 11 mars.

Une attitude, paraît-il, choquante. Mais les salariés, eux, savent bien de quoi il retourne. Ainsi, ils font maintenant partie des derniers établissements hospitaliers qui ne bénéficient pas des « mesures Veil » : ils n'ont jamais vu la prime de 250 F et ils attendent toujours 65 ans pour prendre leur retraite. Les conditions de travail sont de plus en plus pénibles. Ainsi, alors que l'activité a triplé en 5 ans, l'effectif de 1 200 personnes, lui, n'a pas varié. Aux syndicats qui ont demandé la création de 200 postes dont 80 de première urgence, on vient de répondre en en débloquant ... 30.

Depuis plusieurs années, on parle de reconstruire le centre Gustave-Roussy maintenant inadapté. A l'origine, le coût de la construction était estimé à 100 millions avec une subvention de l'Etat de 50 %. Aujourd'hui, les travaux n'ont toujours pas commencé. Une chose a changé : le coût des travaux, s'élève à 200 millions et la part gouvernementale est tombée à 5 millions. La seule T.v.a. que devrait payer l'Institut sur la construction serait de 30 millions de francs !

Face à tant de faits choquants, les personnels ont décidé de poursuivre leur action avec les syndicats C.g.t., C.f.d.t., F.o. et Ugict. Ils ont déjà reçu le soutien de nombreux médecins, de chercheurs, et même de malades. Ceux-ci considèrent, en effet, que la lutte des salariés va dans le sens d'une amélioration des conditions d'hospitalisation des malades et ils ont été nombreux à signer une pétition en faveur des grévistes.

DES POSTES POUR LES INTERNES

Après les externes des hôpitaux de Marseille qui avaient menacé de déserter les hôpitaux si on ne rémunérait pas mieux leurs quatre heures de travail quotidien (400 F par mois, soit, moins de 5 F de l'heure !), ce sont les internes qui se mettent à leur tour en colère.

Représentant actuellement la moitié du personnel à temps plein dans les hôpitaux, après 7 ans d'études et quatre ans d'internat, ils sont, pour la plupart, obligés de s'orienter vers une installation privée. Les pouvoirs publics s'avèrent en effet incapables de créer les postes hospitaliers nécessaires.

C'est pourquoi les internes de la France entière réclament la création de 180 nouveaux postes au premier octobre prochain et la diminution du clinicat de 7 ans à 3 ans pour permettre à plus d'internes d'accéder à la fonction de chef de clinique. Pour appuyer leurs revendications, ils ont décidé un arrêt de travail de 24 heures.

A Limoges, par exemple, cette grève a eu lieu le 31 mars. Bien sûr, la sécurité des malades était assurée mais les internes ont mis « en garde la Santé publique de la possibilité d'une action plus longue et plus dure si leurs revendications n'aboutissaient pas ».

ROUEN : UN C.E.T.-TAUDIS

L'annexe du C.e.t. des Capucins à Rouen présente une caractéristique : en plus de ses sections spécialisées telles que « industries de l'habillement » et « agents de collectivité », il est le seul établissement de la région à offrir une section « coiffure ». Chaque année, depuis Saint-Valéry-en-Caux, Dieppe Vernon et Nonancourt, une centaine d'étudiants se voient refuser leur candidature, faute de place. Ce C.e.t. ne peut pas à l'heure actuelle accueillir plus de 250 élèves.

Et c'est sans doute là sa seconde caractéristique : les conditions de vie dans ce collège défient toutes les lois de sécurité et d'hygiène. Constitué de baraquements vétustes et insalubres implantés au cœur de la ville dans un quartier en voie de démolition, ce C.e.t. n'a pas d'infirmerie ni d'infirmière, donc, impossibilité de dispenser le moindre soin. Dans les ateliers et les classes où, dans certains cas, l'entassement des élèves dépasse les normes légales, l'éclairage est insuffisant. Quant au chauffage, il ne permet pas, durant les premières heures de cours, d'obtenir une température supérieure à 10°.

Pour tout arranger, depuis quelques mois, un chantier de démolition et de reconstruction s'est vu autorisé à empiéter sur la cour déjà exiguë de l'école et menace les bâtiments. Sans parler du réel danger que courent les élèves.

Pour dénoncer cette situation, associations de parents d'élèves, enseignants avec leurs syndicats et élèves ont entamé une campagne d'information en direction de l'opinion et des autorités responsables. Leurs revendications sont simples : dans l'immédiat, obtenir des crédits pour réaliser les aménagements nécessaires à la sécurité des élèves et aux bonnes conditions d'enseignement. Dans l'avenir, la solution la plus simple leur paraît être le remplacement des bâtiments vétustes par une construction neuve.

LE CREDIT LYONNAIS EN JUSTICE

Un verdict important vient d'être rendu par le tribunal de grande instance de Paris. Les faits : en juillet, le Comité d'entreprise du Crédit Lyonnais autorise la section du P.c.f. à tenir une réunion dans ses bureaux. Celle-ci invite le personnel à venir dialoguer avec Paul Laurent sur le thème des libertés. Le P.d.g. du Crédit Lyonnais reprend alors un thème qui lui est cher : pas de politique dans l'entreprise. Les sanctions pleuvent : le secrétaire du C.e. est rétrogradé (c'est-à-dire que 800 F par mois sont définitivement soustraits de son salaire), les deux secrétaires adjoints se voient signifier des blâmes. De plus, la direction traduit le C.e. en justice.

La réplique ne tarde pas : les syndicats C.g.t. et C.f.d.t., les sections du P.s. et du P.c. mobilisent le personnel. En août, 1 000 travailleurs du siège (près de la moitié du personnel) manifestent leur réprobation. Enfin, le 3 mars, le tribunal de Paris rend son verdict. Il ne reconnaît pas à la direction le droit de traduire en justice les membres du C.e. Il conclut que les réunions ayant pour but l'information et la culture politique peuvent être autorisées par le C.e. dans ses locaux (mais elles ne doivent pas être des manifestations visant à faire des adhésions, et elles doivent demeurer à l'initiative du C.e.).

Une avancée fondamentale de la jurisprudence qui, évidemment, n'est pas du goût de la direction : elle refuse de lever des sanctions devenues illégales. Et c'est désormais à son tour d'être assignée en justice ! Dénouement dans quelques semaines...

AVERTISSEMENT A LA R.A.T.P.

« Qui aura quoi ? » C'est la question que posait Marc Lucchini, secrétaire général du syndicat d'union F.o. des administrateurs, techniciens, maîtrise, ingénieurs et cadres (A.t.m.i.c.) de la R.a.t.p. avant que ne s'achèvent les négociations salariales de cette année.

En fait, après une brève analyse de la progression annoncée de 2,12 % du pouvoir d'achat, C.g.t., C.f.d.t., C.g.c. et F.o. dénonçaient le fait que, déterminée globalement, cette augmentation ne serait pas réelle pour tous les agents. « Il ne s'agit que d'un amalgame servant à dissimuler que l'on donne aux uns, en prenant aux autres, tout en faisant croire que l'on donne à tous », poursuit le syndicat d'union F.o. des A.t.m.i.c. Personne ne peut nier que les agents des Services centraux et tout le deuxième collège étaient tenus à l'écart de cette progression.

Pour la direction de la R.a.t.p., c'est donc un sérieux avertissement qui vient de tomber avec le refus de signer opposé par la C.g.t., la C.f.d.t., F.o., et la C.g.c. Ces syndicats représentent en effet 90 % des salariés du deuxième collège et 60 % de la totalité des agents de la R.a.t.p.



L'annexe du C.e.t. des Capucins, à Rouen.

RHONE-POULENC DIVISE POUR MIEUX REGNER

→

l'inflation. La crise n'est pas mauvaise pour tout le monde... Mais, retour de bâton, l'année 1975 a vu la chute des prix de vente, tourmente d'autant plus grave que le groupe s'était lancé dans un ambitieux programme d'investissements (1,9 milliard pour 1975 et pratiquement autant pour 1976).

Mais ne dramatisons pas : grâce aux vaches grasses de 1974, R.p.s.a. a pu emprunter sans difficulté. Et Renaud Gillet déclare lui-même que le déficit est « fiscalement récupérable » en cinq ans. Il le serait encore plus vite si le gouvernement acceptait une réévaluation des bilans que le patronat réclame à cors et à cris !

La crise a bon dos. Mais les syndicats s'obstinent à ne pas vouloir comprendre... A La Voulte, ils font remarquer que l'entreprise pourrait parfaitement continuer à produire la rayonne qu'achète Michelin pour l'entoilage de ses pneus. Akzo, concurrent hollandais, en produit 80 000 tonnes par an alors que La Voulte n'en sort que le dixième. A Péage-de-Roussillon, la C.g.t. et la C.f.d.t. constatent également que la France consomme 650 tonnes par mois de fils d'acétate, autant que la capacité de production de la filature, la seule à tourner encore dans le pays. Que Péage-de-Roussillon stoppe la fabrication et nous devrons en acheter la totalité à une multinationale américaine, l'Amcel, à qui Rhône-Poulenc a déjà abandonné le triacétate.

« Nous pouvons vivre ; nous devons vivre » disent les promis au « dégraissage ». Sans compter avec la stratégie que le trust a mise en place. Il s'agit pour lui de se débarrasser des productions à forte main-d'œuvre pour s'implanter dans les pays du Tiers-Monde où les problèmes de revendications salariales ne se posent pas. D'une part, le groupe s'internationalise, se rapproche des futurs centres de fabrication et de consommation. D'autre part, il développe en France des industries à forte productivité dont les produits peuvent être « suivis » jusqu'au consommateur. En tête : la pharmacie. Un secteur d'avenir, si on en juge par l'accroissement de sa consommation : + 19% en 1975 alors que la hausse de la consommation globale des ménages n'a été que de 3,7%. Une activité fort rémunératrice, aussi, puisque la hausse des produits pharmaceutiques entre pour beaucoup dans ce pourcentage.

Le pivot de cette politique suivie par toutes les multinationales, c'est le « redéploiement ». Les productions de rayonne, d'acétate et d'acrylique, celles justement qu'il compte abandonner en France, Rhône-Poulenc les reprend au Brésil où il est le premier groupe textile avec 6 000 travailleurs (sur un effectif total de 12 000). Rhodia Industrias Quimicas e Texteis qui possède déjà des divisions de pétrochimie, chimie fine, santé et cosmétiques va même se doter d'un centre de recherches. En Argentine, même politique. Thaï Melon Polyester Co Ltd est le dernier fleuron de cette couronne qui permet à R.p.s.a. de ceinturer le monde : Mexique, Maroc et Algérie, Sénégal, Afrique du Sud, Nouvelle Zélande et Australie, Inde et Pakistan, Corée du Sud... Aujourd'hui Thaïlande, avec une usine destinée à produire 17 000 tonnes de fibres de polyester par an et 8 000 tonnes de fils textiles. Sans compter les filiales européennes et américaines qui contribuent toutes à alléger le déficit supporté par le holding. Il va devenir de plus en plus impossible à Rhône-Poulenc de nous faire croire aux déclarations de ses dirigeants qualifiant de « stupidité » la nécessité pour l'industrie textile de s'en aller dans les pays en voie de développement...

En attendant que la part française du textile soit réduite à la portion congrue, R.p.t. met en application une politique générale de rentabilisation et d'amélioration de la productivité. Il s'agit d'abord de limiter les effectifs au niveau minimum. « On ne peut plus payer les gens à ne rien faire » explique calmement Renaud Gillet. On économise d'abord sur les salaires. R.p.t. est le seul membre du syndicat des Textiles artificiels et synthétiques (Tas) à avoir bloqué les salaires, remettant ainsi en cause un accord d'échelle mobile, en vigueur depuis trois ans.

R.p.t. intensifie également sa politique d'offre de mutations : on convoque individuellement les « heureux élus », plusieurs fois s'il le faut, en leur donnant à choisir entre la mutation et le licenciement. On offre aux « Etam » (employés, techniciens et agents de maîtrise) de retourner dans les ateliers de production. Quant aux effectifs de production, se voyant donc augmentés, on espère les « éponger » grâce au chômage partiel. Restent les retraites anticipées, le mi-temps pour les femmes et les plus de 55 ans, la réduction des horaires de travail (38 heures payées 38 pour les salariés de Paris et de Vénissieux)... Tout cela bien sûr, au mépris des lois, sans même consulter les comités d'entreprise.

Ces mesures vont permettre des économies substantielles : en 1975, R.p.t. avait déjà réalisé une économie de 2 milliards grâce au chômage partiel. Elles ont également pour caractéristique de chercher à diviser les travailleurs. Hommes contre femmes, cadres ou « Etam » contre ouvriers, atelier contre atelier, usine contre usine, secteur textile contre les autres, etc.

On parcellise les problèmes et les solutions en cherchant à faire apparaître des intérêts divergents. Ce n'est pas un hasard si la direction générale a choisi de ne pas imposer les mêmes mesures de redressement à toutes les usines. A chaque directeur local est fixé un impératif de chiffre d'affaires. A chacun ensuite de se débrouiller pour y parvenir.

De cette fausse responsabilité laissée aux échelons locaux découle pour les travailleurs l'impossibilité de négocier : c'est le ventre mou. De quoi rendre pratiquement inefficace toute discussion — déjà particulièrement difficile en raison de la structure du holding.

Une seule solution : nationaliser

La nouvelle direction de Rhône-Poulenc se conduit donc comme un patron de choc : compression de la masse salariale, réduction des salaires et des effectifs, accroissement de la production. Depuis cinq ans, Rhône-Poulenc a amélioré sa compétitivité de 10% par an grâce à cette politique : effectifs en baisse de 3% et augmentation de la production de 6 à 7%. Mais cela ne suffit plus. Quitte à ce que ces gains de productivité chers payés par les travailleurs s'avèrent parfaitement inutiles comme à Naphtachimie où la production d'éthylène par travailleur a doublé entre 1972 et 1974. Si bien qu'en 1975 les installations n'ont fonctionné (selon les produits) qu'à 50 et 80% de leurs capacités.

Rhône-Poulenc, troisième groupe français, est aussi premier exportateur privé avec 52% de son chiffre d'affaires réalisé avec l'étranger. Seul, Renault, dans le secteur nationalisé, bat cette performance.

120 000 travailleurs dépendent de lui dont 90 000 en France (18 700 dans le textile). Il contrôle 370 sociétés et filiales (145 en France, 155 à l'étranger).

Neuvième groupe mondial de la chimie, Rhône-Poulenc occupe le sixième rang pour le taux de croissance annuel : 18% entre 1969 et 1974. Mais cela ne suffit pas : R.p.s.a. arrive quatorzième pour ce qui est des ventes par personne employée. Le trust incrimine ici les effectifs trop lourds, pourtant, il est en dixième position dans ce domaine et le bénéfice net réalisé par employé en 1974 s'est établi à 8 800 F.

Son budget consacré à la recherche est encore important (3,9% en 1974) mais en nette diminution (5% du chiffre d'affaires en 1972). Pour lui, il occupe le sixième rang mondial.

Rhône-Poulenc ne réalise encore que 15 % de son chiffre d'affaires avec les pays lointains. L'essentiel de ses efforts portera donc là-dessus.

Face à cette anarchie, la gauche renouvelle sa volonté de nationaliser Rhône-Poulenc. Comme l'ont exigé les socialistes travaillant dans les différentes unités du groupe, réunis le 27 mars à Saint Fons. D'abord pour sauver le potentiel intellectuel et humain de ses entreprises « Tout licenciement doit être considéré comme un appauvrissement » note un syndicaliste. Il s'agit aussi d'attribuer aux travailleurs la propriété de ce qu'ils ont largement contribué à construire. En se libérant des strictes contraintes de profit et d'accumulation toujours plus grande de capital, Rhône-Poulenc, troisième groupe français, pourrait prendre en compte l'intérêt national.

Des grands mots ? Pas tant que cela. Quand la vie d'une région dépend d'une entreprise, quand ce même trust brade des secteurs entiers du textile national, il devient urgent d'intervenir ; ce que le gouvernement s'interdit de faire.

A ce stade, le problème a évidemment une dimension politique. Quelle politique de recherches veut-on mener ? S'agit-il de créer des produits nouveaux qui créeront de nouveaux besoins ou doit-on laisser les chercheurs développer les possibilités d'utilisation de produits existant ? De même, quelle politique d'usage du textile poursuit-on ? Quelle politique de la santé ? Et Rhône-Poulenc est un élément clé dans chacun de ces secteurs.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Liban

SYRIE, GO HOME !

La guerre civile libanaise a commencé le 13 avril 1975 à la suite d'un attentat qui coûta la vie à 27 Palestiniens et 1 Libanais. Depuis, elle a fait 15 000 morts et 50 000 blessés. La semaine dernière, les combats de Beyrouth se soldaient chaque jour par 150 à 200 cadavres.

Rappeler ces faits et ces chiffres ne relève pas d'un goût morbide pour la statistique, mais permet de mieux prendre conscience que ce conflit, ne relève pas des affrontements verbaux dans une République d'opérette. L'image du Liban a été très longtemps celle du tourisme de luxe, de la douceur de vivre, de la spéculation financière et de la traite des blanches la plus distinguée. Une grande bourgeoisie, enrichie par les délices d'un des plus parfaits paradis bancaires existant au monde, avait pu croire à l'éternité de ses privilèges. Et dans un Proche-Orient enflammé, la « neutralité » libanaise passait pour satisfaire toutes les parties concernées.

Les Palestiniens de Yasser Arafat avaient trouvé là un refuge, en particulier après leur sanglante expulsion de Jordanie. La situation paraissait si « raisonnable » que les interventions israéliennes contre les camps de l'O.l.p. soulevaient l'indignation générale, y compris à l'Onu. Depuis que les Libanais se massacrent entre eux, l'organisation internationale est devenue bien silencieuse et seule s'élève parfois la voix de son secrétaire général, Kurt Waldheim : « En bonne conscience, le monde ne saurait être le spectateur silencieux de ce déferlement de mort et de destruction ». Le monde n'est peut-être pas silencieux — la France, les Etats-Unis et quelques autres demandant un cessez-le-feu–mais il reste cependant spectateur.

Galilée : les « citoyens de seconde zone » manifestent

Sept habitants de Galilée — dont un enfant de neuf ans — sont morts. Une centaine sont blessés, plusieurs centaines sont arrêtés. La « Journée de la terre » avait été organisée par le Parti communiste « Rakah » pour protester contre la réquisition par le gouvernement israélien de 650 hectares de terres arabes. Une grève et des rassemblements étaient prévus. Dans certains villages, la police n'a pas bougé : tout s'est passé dans le calme. Dans d'autres, quadrillés par les chars, les gardes-frontières et les policiers ont tiré...

La tension qui règne aujourd'hui en Israël montre que l'avertissement lancé par le ministre de la Défense, Shimon Peres à son propre gouvernement est sérieux. Pour lui le problème des Arabes d'Israël risque de devenir très vite plus grave que celui des Arabes de Palestine. Car les Arabes qui habitent Israël ou les territoires occupés sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Expulsés de leur terre pour faire place à des villes ou a des colons israéliens, subissant le couvre-feu, il était normal qu'ils protestent. La terrible répression qui vient de s'abattre sur la région montre que les blocages actuels que connaît Israël sont sérieux et que le « statu quo » en vigueur ne peut pas durer.

La guerre libanaise est donc une affaire intérieure. Et pour le moment tend à le devenir de plus en plus. Le gouvernement syrien du général Assad s'est évertué à trouver une solution de compromis, en accord semble-t-il avec le roi Hussein de Jordanie. Damas n'avait pas, en effet, la partie facile : les Israéliens estiment que l'indépendance libanaise doit être garantie et que cette indépendance passe par le maximum de neutralité dans le conflit qui les opposent aux pays musulmans. Ni le général Assad ni Yasser Arafat ne sont insensibles aux arguments israéliens, appuyés par une menace d'intervention arbitraire, le premier parce qu'il ne souhaite pas reprendre isolé la guerre contre l'Etat juif, le second parce qu'il ne tient pas à être expulsé du Liban à la suite d'une éventuelle victoire israélienne.

Les factions opposées prirent donc l'habitude d'emprunter le chemin de Damas pour y entendre des conseils de modération. Une première médiation avait abouti au début de l'année à un cessez-le-feu. Le fragile équilibre fut renversé le 11 mars dernier par le coup d'Etat du chef de l'armée libanaise, le général Ahdab qui lança ses troupes demeurées l'arme au pied depuis le début de la guerre civile, contre le président Frangié. Le général Ahdab est pour le moment retourné à l'oubli et ne joue pratiquement plus aucun rôle dans la bataille actuelle. Et une partie de son armée a rejoint les camps en présence, ce qui n'était sans doute pas le but poursuivi par l'auteur du coup d'Etat qui n'avait pas ménagé les déclarations fracassantes sur sa volonté de restaurer l'ordre au Liban.

C'est que l'armée libanaise ne fait pas le poids en face des armées des antagonistes, bien plus nombreuses qu'elle et tout aussi équipées, notamment pour le combat de rue. D'autre part, l'armée officielle reflète les causes profondes du conflit entre les communautés religieuses et les classes sociales. Le Liban ressemble parfois à l'Irlande du Nord : la division religieuse y rejoint la division sociale. Bien entendu, des nuances existent, tous les chrétiens ne sont pas du côtés des riches réactionnaires et tous les musulmans n'ont pas les vertus de la pauvreté. Mais l'essentiel est que le statut libanais, mis en place au lendemain de la Première guerre mondiale, a donné plus de privilèges à la population chrétienne, alors majoritaire, qu'à la population musulmane et que celle-ci, devenue majoritaire, entend rétablir la situation à son profit.

Dans ces conditions, les interventions extérieures deviennent vite suspectes, la modération syrienne notamment. Le Front des forces progressistes, que dirige Kamal Joumblatt et qui vient de remporter un net succès militaire contre les milices chrétiennes et contre les phalangistes de droite de Pierre Gemayel, a donc fait savoir au général Assad que ses propositions ne pouvaient le satisfaire. Dans les quartiers arabes de Beyrouth, on commence à écrire sur les murs : « A la porte le colonialisme syrien ». L'objectif des progressistes est d'obtenir le départ immédiat et sans préalable du président Frangié, puis un certain nombre de réformes constitutionnelles faisant disparaître non seulement les privilèges de la communauté



chrétienne, mais encore le caractère confessionnel de l'Etat libanais. Il s'agit de bâtir un Etat « démocratique et laïque ». Notons que le Liban deviendrait ainsi un cas unique au Proche-Orient, où règne la notion de religion d'Etat, y compris lorsque les gouvernements s'affirment progressistes.

Une partition de fait

Le président Frangié se serait rendu aux arguments des uns et des autres, notamment à ceux de son frère. Ainsi ce sage du monde politique libanais, aurait remis sa démission en blanc à Camille Chamoun, chef des chrétiens conservateurs modérés, à la fin de la semaine dernière. Les conditions d'un règlement politique immédiat existeraient donc, permettant un cessez-le-feu. Ce serait un beau succès. Mais il resterait sans lendemain si son contenu n'entraînait pas une réforme importante des mœurs politiques libanaises.

En effet, dans l'état actuel des choses, une partition de fait existe entre chrétiens et musulmans. Les second victorieux à Beyrouth et dans la banlieue de la capitale, ne pourraient enlever les réduits chrétiens qu'avec le concours de forces extérieures, syriennes ou palestiniennes, qui leur est refusé, ne serait-ce qu'en raison du risque d'une intervention israélienne. Il est évident que cette situation ne peut durer bien longtemps, d'autant que le général Assad, le roi Hussein et Yasser Arafat ne resteront pas les seuls intéressés. Déjà le président Sadate a proposé à la Ligue arabe une réunion du Conseil de sécurité sur la crise libanaise et le veto américain opposé à l'Onu à une résolution favorable à l'O.l.p. n'a pas uniquement pour but d'apaiser Israël, alors que le président Ford mène une campagne électorale délicate, mais également d'avertir l'environnement arabe des limites à ne pas dépasser.

« La violence résout tout en définitive » a déclaré Kamal Joumblatt dans une interview au « Figaro ». Cette phrase terrible a de solides fondements, au Liban et ailleurs. En tout cas, il est trop tard pour espérer un accouchement sans douleur d'un Liban nouveau, qui était une nécessité avant que commence la guerre civile et que personne, du moins parmi les « responsables » ne paraissait souhaiter ou même envisager.

Les 700 000 chrétiens qui vivent au Liban payent aujourd'hui très cher le refus de beaucoup de leurs dirigeants devant cette évolution, alors que la situation des années vingt a complètement disparu. Leur véritable intérêt n'est pas dans la poursuite de la guerre, mais dans un règlement leur garantissant les libertés propres à un pays civilisé et démocratique. C'est à cette condition que le Liban méritera enfin d'être baptisé la Suisse du Proche-Orient, une fois liquidés les aspects frelatés qu'avait cette comparaison dans le passé.

CLAUDE FUZIER

Argentine

LA FORMULE BENIE DE KISSINGER



Peron était général. Ce sont les forces armées qui le 16 septembre 1955 le renversent. 16 ans et trois coups d'Etats plus tard, elles lancent le Grand accord national (Gan) et convoquent les électeurs. Ce sont elles qui le 25 novembre 1973 transmettent « le gouvernement à Campora et le pouvoir à Peron ». Ce sont elles encore qui lancent un avertissement à Isabelita Peron en décembre 1975, elles enfin qui se décident à la renverser le 24 mars 1976. Depuis près d'un demi-siècle, elles jouaient un rôle essentiel dans la vie politique (7 coups d'Etat) et économique du pays. Leur dernière intervention s'inscrit donc dans une vieille tradition historique, mais elle marque aussi une étape décisive dans l'histoire de l'Argentine.

2 % d'inflation par jour, des assassinats politiques quotidiens, une présidente incapable, l'Argentine était depuis la mort de Peron « le symbole mondial du chaos». Le coup militaire apparaît donc à beaucoup comme la seule solution. Il s'est d'ailleurs déroulé avec un minimum de heurts. Malgré l'appel à la grève générale lancé par certains syndicats, personne n'a bougé.

La junte militaire qui a pris le pouvoir dans la matinée du 24 mars est composée des commandants en chef des trois armes : le général Jorge Videla pour l'armée de terre, l'amiral Emilio Massera pour la marine et le général Orlando Agosti pour l'aviation. Ils disent avoir pour objectif « d'extirper les vices qui affectent l'Argentine ; de mettre fin à la vacance du pouvoir, à la corruption et au fléau de la subversion ». L'énoncé des mesures concrètes prises par la junte la définit mieux que de longs discours : dissolution du Congrès et des Conseils municipaux, suspension des partis politiques, des organisations syndicales, patronales et professionnelles, déposition de tous les gouverneurs de province, contrôle du puissant syndicat C.g.t., suspension de l'activité des tribunaux, peine de mort pour les attentats contre les forces armées, mise en place de tribunaux d'exception appliquant le code militaire suivant une procédure d'urgence. Le vendredi, Jorge Videla prêtait serment comme président de la République, la junte annonçait son maintien au pouvoir pour trois ans et la mise en place d'une commission législative composée de neuf officiers supérieurs des trois armes.

Ces mesures sont dans la droite ligne des « interventions militaires » brésilienne, bolivienne, uruguayenne et même chilienne ; elles correspondent à une formule bénie par Henry Kissinger lors de son voyage en Amérique latine. La formation du gouvernement laisse entendre pourtant que Jorge Videla a pu maintenir une influence modératrice sur certains de ses collègues. Il est connu, pour son « honnêteté », son anti-communisme et son attachement à l'Eglise catholique. Mais les militaires argentins sont divisés et les admirateurs de Pinochet ne manqueront pas de tout faire pour tenter « d'exterminer la racaille marxiste et péroniste du pays ».

La crise économique a joué un grand rôle dans la décision des militaires. Depuis quelques mois la bourgeoisie avait lâché Isabelita, allant jusqu'à lancer en février une « grève patronale ». Elle devrait donc appuyer l'armée. Mais celle-ci est en outre directement intéressée à une amélioration de la situation. Elle est en effet l'un des principaux agents économiques du pays. En 1973, les 14 « Entreprises de fabrication militaire» employaient 11 300 ouvriers, sous la direction d'une cinquantaine d'officiers, et vendaient 90 % de sa production aux civils. 99 % du capital de la Société mixte de sidérurgie étaient contrôlés par les forces armées, qui ont en outre des capitaux dans un grand nombre de sociétés. Notons enfin que 270 généraux sont à la tête d'entreprises publiques ou privées.

Mais la question essentielle, celle qui risque de déterminer l'évolution de la junte, est celle de ses relations avec la classe ouvrière. L'habileté de Videla consiste à avoir déclenché le coup d'Etat au moment où la vieille direction syndicaliste péroniste est terriblement discréditée et alors qu'aucune alternative d'ensemble ne semble s'imposer. Les militaires trouveront sûrement des « jaunes » qui se prêteront à leur tentative de contrôle du mouvement syndical. Mais tout ne devrait pas se passer aussi facilement qu'ils le désirent. Des heurts ont déjà eu lieu qui se sont soldés par des morts. La tradition répressive des forces armées est trop connue, la férocité de leurs actions menées dans le nord du pays sous l'égide de Videla (tortures, camps de concentration, etc.), la présence de chars d'assaut dans les quartiers ouvriers ne sera pas facilement oubliée. Les militaires disent vouloir lutter contre la guérilla mais ils appellent « guérilla industrielle » toutes les luttes ouvrières. C'est une guerre sans merci qui s'engage entre une répression qui peut être terriblement efficace quand elle devient comme au Brésil ou au Chili méthode ultime de gouvernement et une résistance ouvrière prise à un moment difficile mais forte d'un long passé de luttes et appuyée par des organisations armées.

L'affrontement n'est pas nouveau mais il a lieu pour la première fois depuis plus de vingt ans sans que le mythe de Peron puisse être utilisé comme catalyseur. Le coup d'Etat est peut-être la deuxième mort du général. Peut-être marquera-t-il aussi l'entrée dans l'âge adulte de la classe ouvrière argentine, riche de traditions mais longtemps paralysée par l'image du père.

FRANCIS PISANI

Thaïlande

LE DERNIER REDUIT AMERICAIN

(De notre correspondant particulier en Asie du Sud-Est.)

Le 20 mars, date fixée pour le retrait total des troupes américaines de Thaïlande, a été marqué par un coup de théâtre : la décision du gouvernement du prince Kukrit Pramoj d'exiger l'arrêt immédiat de toute activité militaire dans les bases américaines du royaume et leur démantèlement complet dans les quatre mois.

Jusque-là, Bangkok s'était montré conciliant et paraissait favorable au maintien d'une « force résiduelle » d'environ 3 000 hommes dans la demi-douzaine de bases que les Etats-Unis conservent dans le pays. Ces bases, dont les deux plus importantes sont celles de Ramassoon, dans le nord, et d'Utapao, au sud-est de Bangkok, constituent ce que les stratèges américains appellent leur « ligne de défense avancée en Asie ». Ramassoon est un important centre d'écoutes et d'espionnage électronique ; Utapao, base aéronavale, est le seul lien continental entre Guam dans le Pacifique et Diego Garcia dans l'Océan indien. A l'heure actuelle, quelque 4 500 soldats américains demeurent en Thaïlande. Kukrit ne veut plus conserver désormais que 270 « conseillers » qui géreront l'aide militaire américaine à la Thaïlande.

En février, le gouvernement thaïlandais avait publié les « sept principes » que les Américains devaient approuver avant que des discussions puissent se tenir pour déterminer l'importance de la « force résiduelle » américaine. Le plus important de ces principes était que la Thaïlande ait le contrôle de toutes les installations et de toutes les forces américaines présentes sur son sol. Sur instructions d'Henry Kissinger, l'ambassade américaine à Bangkok, après un long silence, faisait savoir que ces principes étaient inadmissibles et présentait des contre-propositions jugées insultantes par les Thaïlandais.

A aucun moment pendant ces dernières semaines les Américains n'ont entrepris de réduire leurs effectifs ni de fermer des bases. Ils escomptaient manifestement que la peur d'un coup d'Etat militaire (peur réelle à Bangkok où les rumeurs ont été relancées voici trois semaines par un début de putsch étouffé) ferait baisser pavillon au gouvernement Kukrit. Or celui-ci s'est raidi. En relevant le défi, le prince Kukrit apparaît comme porteur des aspirations nationales à l'indépendance et à la souveraineté. Ce qui dans le contexte thaïlandais est étrange.

Toutefois, rien n'est encore joué. Si la possibilité d'un coup d'Etat militaire ne peut être tout à fait écartée, il apparaît probable que les amateurs d'un pouvoir fort attendront les résultats des élections de dimanche prochain.

Une trentaine d'assassinats

Jusqu'ici, la droite militaire a su conserver l'essentiel du pouvoir par gouvernement civil interposé. Elle peut escompter qu'il en ira de même après les élections. Washington, qui peut être tenté d'appuyer un coup de force, peut espérer une attitude plus conciliante du gouvernement qui succédera à la présente équipe. La menace d'arrêter l'assistance militaire sera éventuellement un important moyen de chantage.

Il est douteux que d'ici là les militaires américains en Thaïlande réduisent et leur nombre et leurs activités. Au demeurant, personne n'est en mesure de s'assurer qu'ils obéissent aux ordres du Premier ministre intérimaire thaïlandais.





Boonsanong Punyodyana.

C'est à la fois pour marquer leur approbation de la décision prise par Kukrit, pour exprimer leurs réserves et témoigner de leur vigilance en l'affaire que 20 000 étudiants progressistes appartenant à la centrale syndicale étudiante (le N.s.c.t.) ont défilé devant l'ambassade américaine le 21 mars. Les étudiants de droite, pro-américains, qui avaient annoncé une contre-manifestation, ne se sont pas montrés. A l'exception d'un seul, qui a lancé une bombe dans le cortège du N.s.c.t., faisant deux morts et au moins cinquante blessés.

Mais ici, les attentats politiques n'étonnent plus personne. Depuis un an, plus d'une trentaine de dirigeants étudiants, paysans et ouvriers et d'hommes politiques progressistes ont été assassinés par des éléments d'extrême-droite. Depuis la dissolution du Parlement thaïlandais le 12 janvier et la préparation des élections de dimanche, le pays connaît une recrudescence de meurtres politiques, qui frappent exclusivement la gauche. « J'espère qu'il y aura une prochaine fois », avait pris coutume de dire aux journalistes de passage Boonsanong Punyodyana, le secrétaire général du Parti socialiste de Thaïlande. Ce n'était pas simple politesse de sa part, mais crainte pour sa vie. Le dimanche 29 février, à une heure du matin, Boonsanong était abattu par balles devant un hôtel. Pourtant, il venait de décider d'abandonner ses fonctions pour se consacrer à ses activités universitaires, sans participer à la campagne électorale en cours.

Quelques semaines auparavant, le président du parti, le colonel Somkid Srisangkom, un ancien juge militaire, avait exprimé les mêmes craintes pour lui-même. Le 15 février, une bombe explosait devant le siège du Parti des forces nouvelles (centre gauche). Un des assaillants était tué par l'explosion : c'était un nervi d'une formation paramilitaire d'extrême-droite, les Krating Daeng ou « buffles sauvages rouges », soutenue par les fractions extrémistes de l'armée, de la police, voire de l'administration. Le ministre de la Défense osait suggérer que l'attentat avait pu être machiné par le Parti des forces nouvelles lui-même !... Quelque temps auparavant, deux représentants de la Fédération des étudiants qui enquêtaient dans le Sud sur le massacre de 13 musulmans par des militaires étaient retrouvés carbonisés dans des bidons d'essence. Ailleurs, un candidat des Forces nouvelles était abattu par un tireur...

Les forces de droite et d'extrême-droite tentent de nettoyer par le vide. Peu avant de dissoudre le Parlement, le Premier ministre Kukrit Pramoj s'est attribué le portefeuille de l'Intérieur. Il se garde bien d'intervenir autrement que pour favoriser son parti. Souvent, les responsables d'attentats ou de meurtres sont connus, les preuves existent, mais les forces de l'ordre ferment les yeux. L'été dernier, il a fallu la pression des manifestations étudiantes pour que quelques tueurs des Krating Daeng soient poursuivis en justice.

Dans ce climat de violence croissante, on assiste à une nette polarisation politique. Les éléments progressistes modérés ou libéraux n'ont souvent d'autre recours que d'entrer dans la clandestinité. Depuis l'été dernier, une fraction de la jeunesse étudiante radicalisée est passée dans les maquis. Or les classes possédantes et les forces réactionnaires s'effraient de la jonction qui s'est faite entre étudiants et paysans et qui est en passe de se faire entre mouvements urbains et contestation communiste armée dans les campagnes. Elles jouent donc la carte de la violence et de l'insécurité permanente. Et lorsque cela n'est plus suffisant reste celle du nationalisme.

MARCEL BARRANG



changer la vie politique

LES JEUNES AVEC LE P.S.

Un sondage Sofres publié par le journal « Sud-Ouest » sur les Français et les problèmes de la jeunesse vient de souligner, entre autres indications intéressantes, l'intérêt des jeunes pour les partis de gauche.

A la question de savoir si les partis ont gagné ou perdu du terrain chez les jeunes au cours des 5 ou 6 dernières années, 59 % répondent que le P.S. en a plutôt gagné et 5 % qu'il en a plutôt perdu. Les chiffres sont de 48 % et de 11 % pour le P.c. Mais pour l'U.d.r. 36 % pensent qu'elle a perdu du terrain chez les jeunes contre 10 % qui croient qu'elle en a gagné.

Enfin, à la question : « quel est à votre avis le parti dont les jeunes se sentent le plus proche aujourd'hui ? » les réponses sont les suivantes : Parti socialiste : 33 %, P.c. : 18 %, mouvements gauchistes : 15 %, partis centristes : 2 %, républicains indépendants : 2 %, U.d.r. : 1 %, ne savent pas : 29 %.

5 000 POUR « ROUGE »

Après deux semaines d'existence la vente de « Rouge », le nouveau quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire, se situe, à Paris, à un peu plus de 5 000 exemplaires. Il semble n'avoir pris de lecteurs à aucun des autres quotidiens et en particulier à « Libération » et au « Quotidien de Paris » qui ont des chiffres de vente à peu près semblables, stabilisés autour de 8 000 exemplaires. A titre de comparaison, « Le Figaro » vend chaque jour à Paris 97 000 exemplaires, « L'Aurore » 74 000, « L'Humanité » 25 000 et le maoïste « Quotidien du Peuple » 470 ! L'après-midi, « France-Soir » diffuse dans la capitale environ 215 000 numéros et le « Monde » autour de 120 000.

CONSTANTIN CONDAMNÉ

Paul Constantin vient d'être condamné. Il avait traîné en justice un inspecteur de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale de l'Allier. Ce fonctionnaire avait eu le seul tort de faire son travail : vérifier la gestion de Constantin dans les trois établissements pour enfants inadaptés qu'il dirige. Ce qui n'a pas plu à l'intéressé. Il a d'abord contesté auprès du préfet de l'Allier le contenu du rapport de l'inspecteur. Il a ensuite porté plainte contre le fonctionnaire. La justice en a jugé différemment : elle a débouté Constantin et l'a condamné aux dépens. Rappelons que Constantin attaque également « L'unité ». Le procès se déroulera le 7 avril à Moulins. Nous attendons la suite des événements avec sérénité.

MITTERRAND CHEZ LES VITICULTEURS

Le jeudi 27 mars, à la mairie de Carcassonne, François Mitterrand a rencontré les responsables viticoles des départements méridionaux. Un long dialogue a eu lieu entre le premier secrétaire du P.S. et ceux que l'on a voulu présenter comme les « durs » des Comités d'action viticole. Ceux-ci ont fait à François Mitterrand un exposé sur les différents problèmes qui se posent à la région, sur les solutions possibles. Leurs réactions après cette rencontre : « Ce fut une réunion constructive » ; « le débat a été d'un niveau élevé » ; « nous avons trouvé un interlocuteur attentif ». Pour sa part, François Mitterrand a rappelé les propositions du P.S., en particulier la création d'un véritable Office du vin. Des deux côtés il semblait évident que les contacts pris ce jour-là se poursuivraient.

Parmi les interlocuteurs de François Mitterrand plusieurs étaient les auteurs d'un livre qui vient de sortir aux éditions « Les Presses d'aujourd'hui », « La révolte du Midi ». Un livre à lire pour comprendre les raisons du drame que vit le Languedoc.

NON A LA CENTRALE

Non au projet de centrale nucléaire, au Verdon (face à Royan) comme à Braud et Saint-Louis (près de Blaye). Cette opposition catégorique ressort de la consultation populaire organisée le 28 mars par le comité contre le danger nucléaire et les municipalités de La Tremblade, Arvert, Etaules, Chaillevette et Saint-Augustin. 2 746 personnes se sont prononcées contre le projet de centrale et d'industries pétrochimiques au Verdon. 2 454 ont voté contre l'implantation d'une centrale à Braud et Saint-Louis. Les « pour » représentaient respectivement 124 et 144 voix. Ces résultats ne manqueront pas d'encourager les nombreux adversaires des deux projets dans la poursuite de leurs actions.

« PRISONS 4 ETOILES »

Tout va pour le mieux dans nos somptueuses prisons 4 étoiles, comme dirait « Le Parisien libéré ». D'une étude publiée dans « Population » par Jean-Claude Chesnais, il ressort que le record des suicides y a été brillamment battu en 1975 avec 165 suicides de détenus « réussis ». C'est également avec soulagement que les 99 % des lecteurs du « Parisien » qui brûlent de voir tomber le couperet de la guillotine auront appris la mort d'Auguste Grandvillemin. La félicité qu'éprouve tout malfrat en prison l'a, en effet, incité à mener sa grève de la faim à son terme. Ce gaillard de 35 ans qui mesurait 1,75 m pesait 27 kilos à sa mort, le 12 mars. C'était une grande première. Roland Agret connaîtra-t-il le même sort ? En grève de la faim depuis le 14 mars, il clame son innocence depuis le premier jour. Malgré les éléments nouveaux survenus depuis sa condamnation précipitée à 15 ans de réclusion criminelle, Jean Lecanuet qui a ordonné une contre-enquête refuse toujours d'engager la procédure de révision du procès d'Agret. Samedi dernier, Agret a donc décidé d'aider Lecanuet à se prononcer. Il a, dans ce but, avalé deux manches de fourchette qu'il ne pourra évacuer sans se réalimenter normalement. La balle est dans le camp de Lecanuet. S'il ne se décide pas, Agret n'en a plus pour longtemps.

LE M.J.S. EN U.R.S.S.

Du 19 au 26 mars, une délégation du Mouvement de la jeunesse socialiste, conduite par Jean-Philippe Oliviéri, responsable national M.j.s., s'est rendue en U.r.s.s. à l'invitation du Comité des organisations de jeunesse (C.o.j.), organisme coiffant l'ensemble des organisations de jeunes dont le Komsomol (jeunesses communistes).

Les représentants du M.j.s. ont pu grâce à la visite d'un sovkhoze, d'un combinat métallurgique, d'universités, de centres culturels en République socialiste de Géorgie se rendre compte des réalités soviétiques. Mais l'essentiel du voyage résidait dans les nombreuses rencontres politiques qui se tinrent à Moscou, et en particulier, avec le président du C.o.j. d'U.r.s.s., M. Ianaiev. Rencontres qui permirent de constater une convergence de vues sur de nombreuses questions.

Le M.j.s. juge l'ensemble de ces entretiens et sa visite en U.r.s.s comme extrêmement positifs pour l'avenir des relations entre la jeunesse soviétique et la jeunesse française ainsi que pour le développement de sa présence sur le plan international et particulièrement en Europe. Cette présence du M.j.s. est concrétisée également au mois de mars par sa participation au congrès des Jusos (jeunes socialistes allemands) et à celui des jeunes travaillistes britanniques.

VOUS M'EN DIREZ TANT !

* Pour célébrer le changement d'heure, Jacques Chirac a déclaré aux Républicains indépendants : « L'heure est venue de resserrer les rangs dans lesquels il n'y a plus de place pour les grognards », tandis que Jean Lecanuet appelait aux armes les sénateurs centristes : « L'heure est venue de répliquer et de montrer la force et la richesse de la majorité », et que Jacques Médecin signalait à ses troupes que « l'heure avait sonné de lâcher le bouclier pour saisir le glaive et passer à l'offensive ».

* Edifié par les efforts qu'a déployés le Président de la République pour résoudre la grève de la S.n.c.f., Jacques Martin l'a surnommé : Valéry Giscard des Trains.

* Michael Foot, l'enfant terrible de la gauche britannique et l'un des principaux candidats au remplacement de M. Wilson, a révélé, dans une interview récente, qu'il fut expulsé de France en 1958, aux tout derniers jours de la IVe République, pour avoir manqué de respect au Président Coty. — « Je suis tombé sous le coup d'une loi qui n'avait pas servi depuis 1870, pour déporter Victor Hugo », a précisé M. Foot. « Pauvre Président Coty ! Il existait si peu. Tous les parfums de l'Arabie n'auraient pu donner consistance à ce Coty-là ».

* « Henry, tu n'es pas un Juif très orthodoxe et je ne suis pas un Quaker très pratiquant, mais je te demande de venir prier, avec moi, dans la chapelle. » Ainsi, dans les dernières heures de son règne, le Président Nixon tenta-t-il d'employer M. Bons Offices pour gagner les grâces du ciel... du moins s'il faut en croire les deux fins limiers du « Washington Post », Woodward et Bernstein, auteurs d'un best-seller intitulé : « Les Derniers Jours du Président ».

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Les entretiens du jeudi reprendront au siège du P.s., 7 bis, place du Palais-Bourbon, Paris 7e, de 19 à 21 heures.

- Le 8 avril, avec Christian Goux et Jacques Delors
- Le 15 avril, avec Gaston Defferre et Jacques Attali.

Internationale socialiste

LE S.P.D. EST «REALISTE»

Jacques Chirac et les dirigeants de la « majorité présidentielle » se sont une fois de plus trompés ! N'ayant pas voulu comprendre le sens de la réunion de l'Internationale socialiste il y a quelques semaines à Elseneur, ils en avaient conclu — et répété partout — que François Mitterrand et le P.s. français étaient totalement isolés parmi les socialistes européens. S'il en était besoin, la rencontre Mitterrand-Brandt vendredi dernier à Bonn a prouvé le contraire.

Elle a prouvé d'abord que les propos un peu vifs prononcés à Elseneur par le chancelier Helmut Schmidt pour critiquer la stratégie unitaire du P.s. français étaient davantage dus au tempérament propre du chancelier qu'à une opinion globale du S.p.d. Willy Brandt avait d'ailleurs employé lui-même, quelques jours plus tard dans une interview du « Spiegel », un langage sensiblement plus nuancé et la façon chaleureuse dont il a reçu François Mitterrand vendredi — venant l'attendre lui-même sur le terrain de l'aéroport de Dusseldorf — a souligné son désir d'effacer tout malentendu qui aurait pu subsister.

De manière plus nette encore, la rencontre de Bonn, qui se situait quelques jours seulement après le second tour des élections cantonales françaises, a confirmé que les dirigeants du S.p.d. sont des gens réalistes et qu'ils prennent très au sérieux le succès du Parti socialiste et l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir en France. C'est avec un large sourire que Willy Brandt a écouté cette phrase prononcée par François Mitterrand au cours de la conférence de presse qui marquait la fin de leurs conversations : « Il semble que l'Europe de l'Ouest tout entière se soit rendu compte que la voie choisie par les socialistes français n'était pas forcément une erreur historique ».

Si on ajoute à cela que le chancelier Schmidt absent de Bonn vendredi, avait cependant fait tenir à François Mitterrand une lettre très cordiale, exprimant le souhait de le rencontrer prochainement, on peut effectivement en conclure avec le correspondant du « Monde », que « les socialistes allemands ont révisé leur jugement » à l'égard du premier secrétaire du P.s.

Cela ne veut pas dire que Mitterrand et Brandt soient tombés d'accord sur tous les points évoqués au cours de leur conversation. S'ils ont pu facilement rappeler leur position commune en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, ils ont souligné aussi la nécessité de confronter et d'approfondir les analyses respectives des deux grands partis sur un certain nombre de grands problèmes. C'est le sens des trois groupes de travail dont la création a été décidée, à un haut niveau, sur l'Europe, les relations avec le Tiers-Monde et les problèmes économiques et sociaux, étant entendu que sur ce dernier point il ne sera pas facile — François Mitterrand ne l'a pas dissimulé — de surmonter les divergences qui existent de toute évidence entre les conceptions des socialistes français et celles de sociaux-démocrates allemands.



Grande-Bretagne

Michael Foot : «Notre force actuelle tient dans nos liens étroits avec les syndicats »

C'est donc, comme prévu, James Callaghan, 64 ans, devenu leader du Labour Party, qui s'installera la semaine prochaine au 10 Downing Street pour y succéder à Harold Wilson comme premier ministre. Dès le deuxième tour de scrutin, mardi dernier, Callaghan a devancé son principal concurrent, Michael Foot. Mais en réunissant sur son nom plus de 40 % des voix des parlementaires, celui-ci a fait la démonstration de la force réelle de la gauche travailliste. Résultat conforme à la stratégie mise en point par les Trade Unions qui souhaitent — nous le notions la semaine dernière — un « gauchissement » du Labour. C'est dire que, même s'inclinant devant Callaghan, Michael Foot sera, avec ses amis de la gauche, appelé à jouer un rôle important dans le proche avenir.

Pour mieux connaître la pensée d'un homme qui s'est souvent réclamé des idées d'Aneurin Bevan, le grand leader travailliste au lendemain de la guerre, notre envoyé spécial à Londres lui a posé quelques questions auxquelles il a bien voulu répondre pour « l'Unité ».

« L'UNITE » : Tous les pays capitalistes traversent à l'heure actuelle une crise sérieuse. Pensez-vous qu'en Grande-Bretagne celle-ci ait des causes plus spécifiques ?



Enfin, François Mitterrand a tenu à soulever la question des discriminations en vigueur dans la fonction publique en Allemagne fédérale, sujet délicat que les socialistes français n'ont pas l'intention d'éluder (voir « l'Unité » n° 194 du 27 février) et sur lequel Willy Brandt a promis de fournir une réponse précise.

Au total, la rencontre de Bonn, à laquelle participait également Robert Pontillon, a permis bon nombre de clarifications en contribuant à mieux faire comprendre aux sociaux-démocrates allemands, qui abordent eux-mêmes une difficile campagne électorale, ce que serait demain la politique d'un gouvernement de gauche en France. On voit mal ce qui a permis à « l'Humanité » de qualifier cette rencontre de « préoccupante » et d'« inquiétante pour la France et la démocratie » alors qu'elle aura essentiellement aidé à convaincre les dirigeants du S.p.d. que le Parti socialiste français avait eu raison de choisir la stratégie de l'union de la gauche et de s'y tenir. C'est d'ailleurs ce qu'a fort bien compris le quotidien du Parti communiste italien « l'Unita » qui, soulignant que la rencontre de Bonn avait été « un succès pour Mitterrand », écrivait dimanche dernier : « Les sociaux-démocrates allemands, avec leur pragmatisme, ont dû se rendre à l'évidence c'est-à-dire constater le succès considérable obtenu par Mitterrand grâce à l'union de la gauche et à l'alliance avec les communistes et, partant de là, que le problème de la participation des communistes au gouvernement d'un pays de l'Europe occidentale ne peut plus être un motif de rupture mais un problème qui concerne chaque pays et chaque parti socialiste en particulier. »

A. V.

MICHAEL FOOT : Il est vrai que beaucoup de pays sont en train d'affronter une crise grave et nous devons avoir présent à l'esprit que bien des problèmes que nous rencontrons dans notre pays ne nous sont pas particuliers. Par exemple, les problèmes touchant au chômage et notamment aux nouvelles causes du chômage se retrouvent dans la plupart des pays occidentaux. Mais la Grande-Bretagne a, en outre, des problèmes propres, dus notamment à la chute de nos investissements pendant une longue période, à la vétusté de certaines de nos industries et au fait que la guerre a causé de lourdes pertes dans tout notre système de production. Je ne dis pas que celles-ci ont été plus lourdes que dans d'autres pays mais il est certain que chez nous les conséquences s'en font encore sentir.

— Comment expliquez-vous le manque d'investissements au cours des dernières années ?

— Le manque d'investissements dans tout le monde occidental est dû en partie à l'incapacité générale du capitalisme privé lui-même à résoudre ses problèmes, ce qui amène l'investissement public à se substituer à lui de plus en plus. Cela ne veut pas dire que l'Etat doit nécessairement posséder 100 % du capital. On peut parfaitement concevoir une économie mixte mais l'association doit revêtir des formes nouvelles et nous devons imaginer dans ce pays de nouveaux systèmes d'investissements publics.

— De quelle nature ?

— Nous avons créé dans le cadre de notre législation industrielle le « National Entreprise Board » qui est en train de devenir l'un des plus gros holdings en Europe. A travers lui, le gouvernement peut injecter des crédits dans l'industrie britannique sous différentes formes. Nous souhaitons également étendre nos accords de planification avec certaines industries de manière à ce qu'elles développent elles-mêmes leurs investissements de façon plus ambitieuse qu'elle ne l'ont fait dans le passé.

— Votre conception socialiste vise-t-elle seulement à faire passer l'industrie sous le contrôle plus étroit du gouvernement ou implique-t-elle aussi une plus large participation des travailleurs ?

— La raison première est d'ordre économique : il faut qu'il y ait des investissements. Mais nous voulons aussi aboutir à un développement de la démocratie industrielle d'une manière ou d'une autre. Nous faisons actuellement l'expérience de différentes formes de démocratie dans le secteur public de notre industrie. Nous en faisons aussi dans le secteur privé. Nous avons également beaucoup fait pour renforcer les Trade Unions. Plusieurs lois votées dans les deux dernières années ont permis de donner à ceux-ci une position plus forte dans notre économie.

— Quel est, selon vous, le rôle des syndicats dans l'économie britannique et à l'intérieur du mouvement travailliste ?

— Je commence par le second point : après notre défaite électorale en 1970, nous avons pensé que l'une des causes en était le fossé grandissant qui existait entre les Trade Unions et la partie politique du Labour. Nous avons cherché à combler ce fossé et je crois que nous y sommes parvenu car l'association est beaucoup plus solide aujourd'hui. C'est un des avantages que nous avons dans notre pays, en comparaison avec la situation de plusieurs partis socialistes d'Europe occidentale : nos liens avec les syndicats sont beaucoup plus étroits et nous les renforçons encore. Par exemple, nous avons chaque mois une réunion entre les représentants de l'exécutif national du Labour Party, du groupe parlementaire travailliste et du Conseil général des Trade Unions, réunion où nous discutons des problèmes communs et de la politique que nous préparons. Nous pouvons donc faire chaque mois le point de nos relations avec les syndicats, ce qui, au cours des deux dernières années, a été particulièrement utile au gouvernement.

Pour ce qui concerne la première partie de la question je dirai que le rôle le plus évident des Trade Unions se situe au niveau de la politique des salaires mais il est beaucoup plus large et touche à bien d'autres domaines. Les discussions collectives couvrent un nombre sans cesse croissant de sujets, y compris pour ce qui concerne la démocratie industrielle dont le développement repose largement sur les syndicats.

— Qu'est-ce que le socialisme signifie pour vous ?

— Plusieurs choses. Cela signifie d'abord que les intérêts de la communauté doivent tenir la première place dans la société. Mais la communauté doit savoir elle-même quels objectifs elle veut atteindre. Cela ne veut pas dire qu'il faille faire obstacle aux aspirations individuelles. Au contraire, l'individu doit avoir une meilleure chance de s'exprimer. Mais je crois qu'une société socialiste doit avoir une maîtrise collective des ressources économiques de la nation, la capacité de planifier et de contrôler l'avenir. Cela signifie des formes de propriété différentes de celles que nous avons actuellement. C'est dire qu'il y a un long chemin à parcourir avant d'atteindre une société socialiste.

— Que pensez-vous de la coopération entre partis socialistes et communistes ?

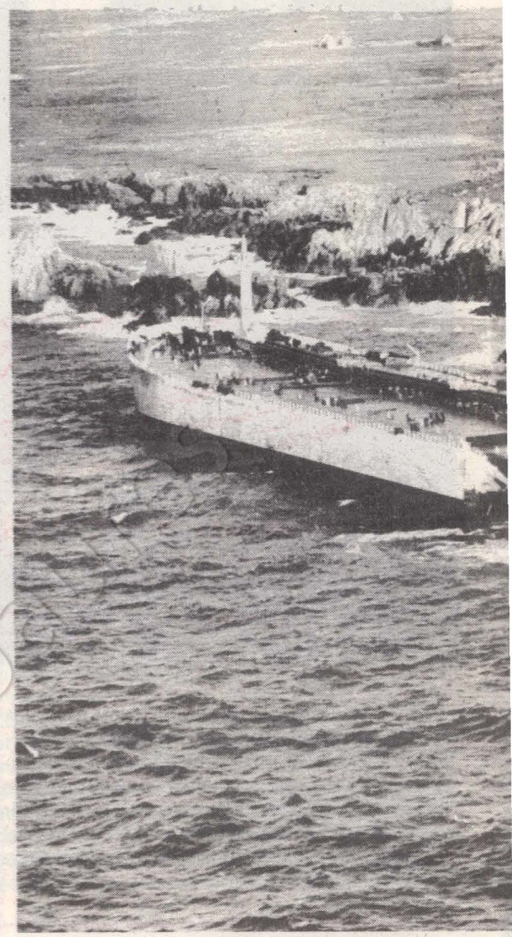
— Ce problème se pose de façon différente selon les pays et ce serait une grande erreur d'établir à ce sujet la moindre règle générale. Ici, en Grande-Bretagne, le Parti communiste n'a qu'une très faible influence mais dans d'autres pays les partis communistes jouent un grand rôle et cela doit être reconnu.

— Pensez-vous que le socialisme démocratique sortira renforcé de l'actuelle crise mondiale ?

— Oui, il peut être renforcé. Mais il y a un danger. Plus la crise économique est grave, plus les gens peuvent être tentés de penser qu'il faut recourir à des moyens totalitaires pour résoudre les problèmes. Plusieurs pays dans le monde n'ont jamais connu d'autre régime. Pourtant l'expérience prouve que les sociétés industrielles modernes ont besoin de méthodes démocratiques pour se développer avec succès.

(Propos recueillis par STEFAN COLLIGNON)

LA BELLE ILE ET LA "BETE"



De notre envoyé spécial

Noirs, épais, visqueux, de longs tentacules de fuel lourd s'écoulent toujours de l'« Olympic Bravery » Echoué depuis le 24 janvier 1976 sur la côté nord d'Ouessant, alors qu'il accomplissait son premier voyage, le pétrolier géant de 275 000 tonnes (il mesure 343 m de long, soit 15 m de plus que le « France ») a été brisé en deux par une tempête, le 13 mars. Depuis cette date, il a déjà perdu 300 tonnes de fuel. Et la houle persistante empêche les plongeurs spécialisés de la société hollandaise Smit Tak de colmater totalement les brêches de la coque et pomper les 1 000 tonnes de carburant qu'elle recèle encore. Comme ne pas concevoir l'amertume et la colère des îliens ? Ils sont renforcés dans ces sentiments par l'idée que l'accumulation d'erreurs et l'irresponsabilité dont ils sont victimes ne se seraient pas produites si l'« Olympic Bravery » s'était échoué face à La Baule, Nice ou Menton.

Il est vrai que leur île n'a rien de comparable avec ces hauts lieux du tourisme grégaire. Situé à une quarantaine de kilomètres au large de Brest, Ouessant est un îlot rocheux plein de charme. Sur ses 1 500 hectares d'herbe les moutons paissent en toute liberté de septembre à février. Les mauvaises liaisons avec le continent et l'absence d'activités économiques pénalisent ses habitants. En contrepartie, les 1 500 Ouessantins semblaient bien à l'abri de la pollution. Et pourtant...

Un accident ?

Un certain nombre de questions sont aujourd'hui posées auxquelles des réponses devront être apportées. Et tout d'abord, celle qui hante les îliens: s'agit-il bien d'un accident ? Mis à l'eau en août dernier, l'« Olympic Bravery » battant pavillon libérien, était un pétrolier ultra-moderne. Il avait été commandé aux Chantiers de l'Atlantique par le défunt milliardaire grec Aristote Onassis. Victime de la crise qui frappe actuellement — et pour encore plusieurs années — les transports d'hydrocarbure, l'« Olympic Bravery » se rendait — sans fret — en Norvège. Il devait y mouiller dans un fjord, en compagnie d'environ 400 autres supertankers, au « chômage » comme lui. Dans l'attente de jours meilleurs ses propriétaires auraient dû verser près de 10 000 F par jour pour son entretien. Pour un armateur, cela n'est déjà pas très réjouissant. Lorsqu'on sait de surcroît que Christina Onassis assure la difficile succession d'un père moins riche qu'il n'y paraissait, cette situation peut devenir critique. Justement, dans son numéro mensuel de janvier dernier. « L'Usine nouvelle » reprenait une étude de Lewis Beman, publiée dans « Fortune », où l'auteur montrait bien comment les jongleries financières d'Aristote Onassis, additionnées d'un certain nombre de coups de poker, l'avaient mis en mauvaise posture. La raison en est simple. Le déclenchement de la crise pétrolière a entraîné une surcapacité de la flotte pétrolière en 1975, et pour encore 5 années au moins. Au même moment, relève Beman, « on verra arriver sur le marché les 3 nouveaux superpétroliers (dont l'« Olympic Bravery ») qu'Onassis n'a pu décommander et qui, chaque année, perdront globalement 30 millions de dollars ». Selon Beman, désarmer ses bateaux aurait coûté trop cher à Onassis. La meilleure solution pour lui était encore de les envoyer à la ferraille puisqu'en tout état de cause, ajoutait-il, « il n'est pas du tout certain que la flotte d'Onassis puisse fonctionner sur une base rentable avant les années 80. Et d'ici là, les pertes potentielles pourraient bien réduire à néant les réserves d'argent les plus considérables ». Face à d'aussi sombres perspectives, l'espoir de toucher une prime d'assurance d'environ 200 millions de francs peut consoler de la perte d'un bâtiment neuf... mais ruineux. Les Ouessantins ne l'ignorent pas. Aussi se demandent-ils si, justement, le « hasard » qui vole ainsi au secours d'Onassis, n'a pas été un peu aidé. Une enquête a d'ailleurs été ouverte par le tribunal maritime de Brest pour déterminer si l'« Olympic Bravery » a bien été, comme le prétend son capitaine, victime, dès son premier voyage, d'une « avarie de machine ». Il faudra également éclaircir les raisons pour lesquelles il n'a lancé aucun S.o.s. Et surtout, pourquoi son capitaine a refusé l'aide qui lui était proposée alors même que, loin de respecter la route normale à 6 ou 7 miles des côtes, il frôlait dangereusement l'île, au-dessus de fonds marins infranchissables.

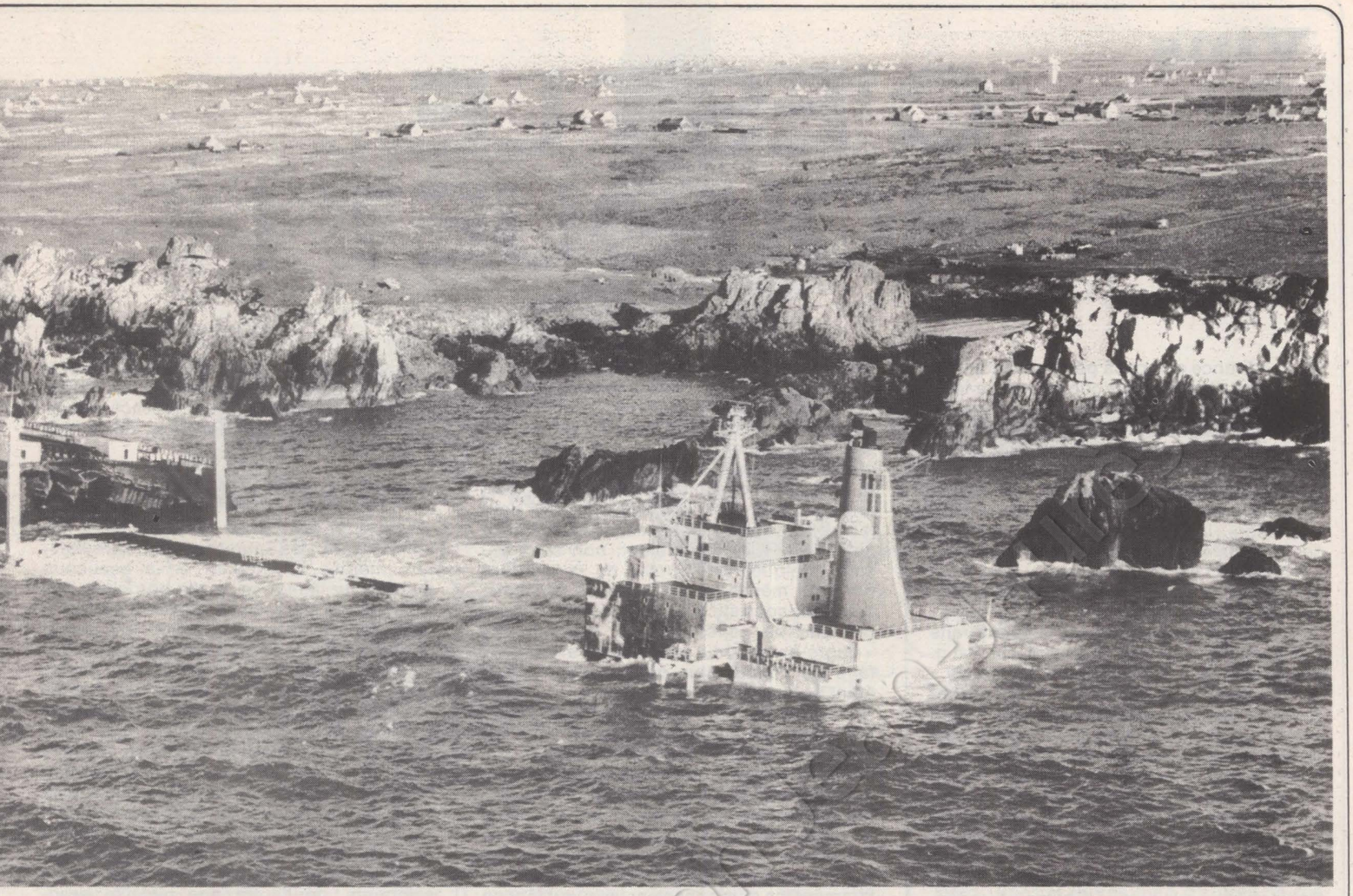
Incroyable incurie

La deuxième grande question de cette affaire concerne l'attentisme des pouvoirs publics. Marcel Ticos, maire d'Ouessant, ne cache pas son mécontentement. « J'avais mis les autorités en garde lors de deux réunions à la préfecture, les 2 et 25 février. J'avais expliqué que le bateau, en porte-à-faux et incliné, ne manquerait pas de se casser aux grandes marées et j'avais réclamé qu'on agisse pour prévenir toute pollution. Mais rien... ». Le 28 février, au cours d'une assemblée générale, le comité local des pêches avait également dénoncé le risque de cassure du bateau et jugé qu'il convenait de pomper le fuel de toute urgence. Facile à réaliser à l'époque, cette opération aurait évidemment permis d'éviter toute pollution. Aujourd'hui, comme l'expliquent les plongeurs hollandais, c'est une autre paire de manches... Tout ceci n'empêche pas le préfet de protester qu'il a fait tout ce qui était juridiquement en son pouvoir et même plus. De son côté, l'armateur en pourparlers avec son assureur, la Lloyd's de Londres, n'a rien fait non plus. Puis la tempête s'est déchaînée. Comme prévu, elle a cassé le bateau. La mer et l'île ont été polluées et toute action de pompage du fuel est devenue quasi impossible. Toutes choses qui ont décidé le préfet à réclamer — enfin ! — le déclenchement du plan Polmar (pollution maritime). Conçu en janvier 71, ce plan ne peut être déclenché que par le Premier ministre. Marie-Jacqueline Desouches, conseillère générale socialiste de Brest et conseillère régionale le dénonce avec stupeur : « Il est choquant que le centralisme excessif en vigueur n'accorde même pas au préfet du Finistère le pouvoir d'agir, pour un problème local de ce type, sans en référer au gouvernement. L'administration se retranche derrière les textes et évoque le respect de son rôle. Si c'est là tout le résultat qui en découle, c'est plutôt raté». Condamnée par la délégation à l'environnement du P.s., la carence des pouvoirs publics a incité les élus d'Ouessant, le comité local des pêches martimes de Brest et la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (S.e.p.n.b.) à en référer à la Justice. L'administration partage-t-elle les responsabilités avec l'armateur voire avec l'assureur ? Une enquête est en cours et la Justice se prononcera. Il faudra bien en tous cas « réparer » les dommages causés par le pétrolier. Et ils sont nombreux.



Les réserves limitées de l'île en eau potable ont été atteintes par les embruns chargés de fuel. Les pâturages aussi. Sur plusieurs kilomètres, les rochers de la côte sont couverts d'une épaisse couche de fuel. Des hôteliers de l'île ont reçu des lettres de clients pour annuler leurs réservations « en raison des événements ». Les marins-pêcheurs sont sans doute les plus touchés. Il leur est, en particulier, impossible de mouiller les casiers à crabes, langoustes et homards. Enfin, avec ses dix réserves naturelles, l'archipel d'Ouessant, « l'île aux oiseaux », abrite des espèces rares, comme les pingouins guillemots. Englués dans le mazout, plusieurs couples d'entre eux mais aussi des migrateurs et des nicheurs ont crevé.

Loin d'améliorer la situation, l'utilisation de détergents, tels que le BP 1100 X et le Finasol, pour faire couler les nappes de fuel repérées au large, a été dénoncée par des spécialistes. Leur toxicité s'ajoute en effet encore plus dangereux que le fuel pour la flore et la faune. Quant au plan Polmar... Sur l'île, 90 soldats du 6ème régiment du génie





d'Angers — dont 11 Réunionais, soit un pourcentage élevé de représentants de cette île lointaine désignés pour patauger dans la merde d'Ouessant — luttent contre la marée noire... avec des pelles et des seaux ! Le tonneau des Danaïdes, Sisyphe, Pénélope, on peut évoquer n'importe laquelle de ces légendes antiques pour décrire le travail vain mais épuisant des vaillants bidasses. Dire qu'ils en ont « ras-l'bol » tiendrait de l'euphémisme.

Neuf ans après l'affaire du « Torrey Canyon », alors que les chantiers navals français viennent de mettre à flots un pétrolier de 550 000 tonnes, lorsqu'on sait enfin que 400 millions de tonnes d'hydrocarbures passent chaque année au large de nos côtes, l'incapacité à combattre les 1 100 malheureuses tonnes de l'« Olympic Bravery » a de quoi effrayer les plus optimistes. C'est bien pourquoi M. Huglo — défenseur avec Me Kerjean des intérêts d'Ouessant, des marins-pêcheurs et de la S.e.p.n.b. — a l'intention d'aller jusqu'au bout. De même qu'il a fait condamner le P.d.g. de la Montedison dans « l'affaire des boues rouges », il entend que des sanctions sévères soient prises contre les responsables de cette nouvelle marée noire. Il s'étonne aussi de l'assurance affichée par le préfet. Au lieu de minimiser la situation, comme il l'a fait trop longtemps, que n'a-t-il agi pour prévenir la pollution quand il en était encore temps ? Contrairement à ses affirmations il en avait la possibilité. Et même le devoir, en vertu de la Convention internationale de Bruxelles sur la pollution par les hydrocarbures, ratifiée par la France le 3 juillet 1975. On voit mal dans ces conditions derrière quelles lacunes juridiques le préfet peut se retrancher.

A Ouessant, loin des combines des armateurs, des discussion des assureurs et des hésitations de l'administration, l'anse de Yusin où repose la « bête » est devenue un lieu de promenade. Les spectateurs de ce pénible spectacle en reviennent le visage grave. Pour eux, l'année de la qualité de la vie a bien mal débuté.

JEAN-LOUP REVERIER

Vins

C'EST LE BOUQUET !

La France compte à peu près autant de vins d'appellation contrôlée que le livre de Pierre-Marie Doutrelant (1) compte de pages. On voit donc, dès l'abord, où était la difficulté de son entreprise — d'autant qu'aux A.d.c. il faut ajouter les V.d.q.s. et les A.o.s. (2). De plus, le vignoble français sort à peine d'une étrange période d'inflation : inflation des prix, des quantités, des scandales aussi, sinon des qualités : « France, ton vin fout le camp ! ». L'avertissement qui ouvre le livre n'est ni sans fondement, ni sans portée.

Livre savoureux que celui-là ! Les portraits y foisonnent, tel celui, truculent, du P.d.g. d'Interagra, le « milliardaire communiste » Jean Doumeng. Ou encore celui-ci consacré au P.d.g. des Champagnes Pommery : « un amoureux du vin comme il n'en existe plus qu'une poignée dans ce vignoble gagné au management. Edmond de Polignac sait vivre. Peut-être même vit-il trop bien à en juger par ses mines de joyeux compères un peu las, par ses prévenances gourmandes envers ce qui porte jupon et ses idées tranchées sur l'écrasante supériorité du Château-Lafite Rothschild sur le Château-Mouton-Rothschild »... Il y a des dizaines de pages de cette veine-là, qui se lisent comme un roman. Au-delà, pourtant, il y a le vin, que l'auteur connaît en orfèvre. Il a consacré, à ce sujet, d'excellents articles dans le quotidien « le Monde » — des articles souvent plus riches en détails que le livre : question de volume. Les vins de France, c'est d'abord, en quantité le vin de table, le vin de Monsieur Tout-le-Monde. S'il n'est, certes, pas cher, il est médiocre, de plus en plus médiocre. D'un tel état de fait, Doutrelant met au jour les causes, qui tiennent à un système et à une structure sociale. Structure sociale, celle qui oppose à des milliers de petits producteurs souvent regroupés en quelques centaines de coopératives indépendantes (trop nombreuses, dit Doutrelant, non sans raison) quelques monopoles de la distribution, qui mènent toute la danse. Système, celui qui consiste à acheter au producteur les vins de consommation courante, au « degré-hecto ». Le producteur a intérêt à faire de l'hecto plus que du degré ; l'un étant contradictoire avec l'autre.

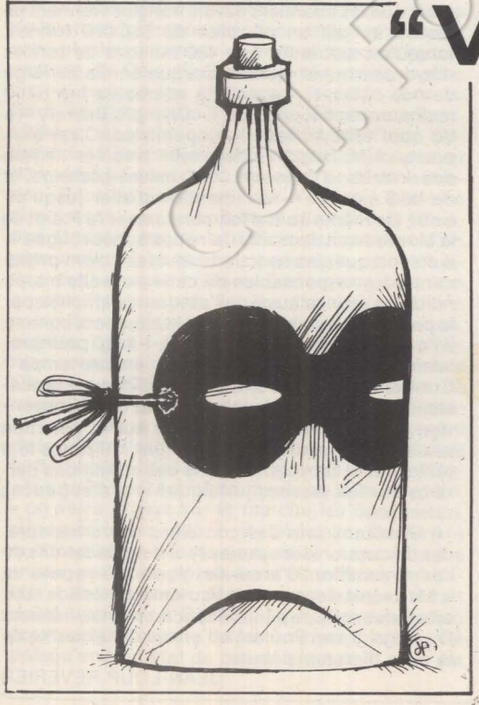
« Tout le monde » y gagne : l'Etat giscardien, qui voit stagner le prix du vin : les distributeurs, qui peuvent traficoter à qui mieux mieux avec des « vins médecins » venus d'Italie, de Corse ou du diable Vauvert ; les distillateurs, qui transforment en alcool les excédents inimaginables qu'engendre ce mécanisme ; certains producteurs enfin. Seuls perdants : les petits viticulteurs, notamment les plus consciencieux, qui font en vain (le plus souvent) de la qualité, et les consommateurs. Au total, une immense anarchie, la loi de la jungle, à laquelle — un socialiste doit l'ajouter — seule peut porter un début de remède la création d'un office national des vins, chargés de définir et d'appliquer, enfin, UNE politique.

Au-delà, il y a les crus : Doutrelant en fait le tour en passant par le Bordelais, la Côte d'Or, la Touraine, le Beaujolais, les Côtes-du-Rhône, la Champagne, l'Alsace, les régions de Chablis, de Sancerre, de Nantes, d'Anjou et de Vouvray.

Tristes Chartrons

S'il a pour les grands bordeaux — et notamment pour les Sauternes — une prédilection méritée, Doutrelant en a beaucoup moins pour le monde du Vin bordelais. Des Chartrons, il trace un impitoyable portrait : des snobs à l'accent d'Oxford qui gèrent comme une pétaudière un négoce qui mériterait mieux qu'eux et se font dévorer par les firmes transnationales, jouent les grands seigneurs tout en recourant aux pratiques les plus discutables. Il est vrai que cette caste n'inspire guère la tendresse, même à ceux qui en sont proches. Témoin Bernard Ginestet, dirigeant de la maison du même nom et propriétaire du Château-Margaux (3). Au total cependant, une analyse sociale remarquable (notamment le chapitre sur Saint-Emilion) : d'un côté quelques grands seigneurs, de l'autre une piétaille besogneuse qui fournit un vin moyen à un négoce peu regardant qui peut l'améliorer à sa façon.

Mais la sympathie de Doutrelant va à la Bourgogne et à ses madrés vignerons : « En Bourgogne, le premier mouvement est intéressé, donc hospitalier. Dans le vigneron de Côte-d'Or qui vous ouvre la porte de son



"Village", ça sonne mieux que Gennevilliers

Tout le monde sait que le « Beaujolais » c'est l'ordinaire et le « Beaujolais-village » la catégorie d'au-dessus. « Village », ça fait bien, ça fait terroir !

Alors « Margnat-village », ça doit être du naturel, non ?

M. Margnat, négociant à Marseille, avait créé une grande usine d'embouteillage, la plus moderne et la seule de France à mettre le vin sous embouteillage plastique. Pour vous fixer les idées : à un bout de la machine il y a deux entrées : le vin et le plastique en poudre. A l'autre bout la poudre est devenue bouteille, le vin est dedans et l'étiquette dessus. Comme c'était un peu loin de tout dans la garrigue, entre la raffinerie de Lavera et celle de Berre on a construit une cité pour le personnel : c'est « Margnat village ».

Il se trouve que ce « Simca-ville » du pinard se trouve sur la commune de « Châteauneuf-lès-Martigues ». Ah ! ne m'en parlez pas, rien qu'en entendant sonner « Châteauneuf » je sens les fines herbes, la frigoule et le romarin, et je vois les vieux ceps tordus dans les caillasses ruisselantes de soleil... Et : « lès-Martigues » Ah ! les vacances ! la Provence ! la nature, l'écologie...

Précisons que si un viticulteur authentique du Beaujolais qui a ses vignes à 50 mètres de la délimitation « village » utilisait cette appellation... il n'y aurait pas besoin d'alerter la presse pour que les services du contrôle des fraudes fusent des quatre fers.

Précisons aussi que dans toute la France l'utilisation des mots côtes, coteaux, château, village, saint, etc., est soumise à une réglementation très stricte. C'est ainsi qu'il y a quelques années les « vins du Postillon » avaient mis sur leurs publicités une fraîche jeune fille à côté du vieux postillon. Elle s'appelait « Clairette » ! rien que ça. Le cru de la « Clairette du Languedoc » avait porté plainte et gagné.

Ici c'est plus insidieux. Est-ce directement répréhensible ? Ajoutons que M. Margnat a vendu ses parts de la Société des Vins de France. Il a vendu son nom, ses marques et son « village » en août 1973.

Alors « Margnat-village » à « Châteauneuf-lès-Martigues », ça sonne mieux que « Paul Crémieux à Gennevilliers »... Certes.

GEORGES SUTRA



cellier avec la mine de l'enfant de chœur manipulant la clé d'un tabernacle, un faucon sommeille, qui, aussitôt votre arrivée, s'est posé la question : combien de bouteilles pèse-t-il ? ». Et dès qu'il a deviné votre capacité d'achat, pas un geste de plus que nécessaire pour vous ferrer. Le regard est sans charité — et paraît, à l'expérience, quelque peu excessif —, mais il ne va ni sans clarté, ni même sans tendresse. Aux négociants de Beaune, Doutrelant trouve des vertus qu'il ne voit pas à ceux de Bordeaux.

En réalité, s'ils sont d'un abord infiniment plus facile, moins hautains, il n'est pas sûr que leur supériorité ne s'arrête pas là. J'entends encore Monsieur V..., viticulteur du Nord de la Côte de Beaune, me dire l'été passé : « Nos négociants sont des c... Au moment de la flambée, ces dernières années, ils auraient dû assurer les arrières, faire venir des grossistes américains, les former, préparer les bases d'une expansion durable, qui se fonde sur le goût des gens et non sur des modes futiles. Qu'ont-ils fait ? Ils ont demandé à leurs courtiers de leur fournir les vins commandés, par milliers d'hectos, depuis les Etats-Unis. Et rien de plus ». En réalité, là, les vertus bourguignonnes s'expliquent par une structure sociale, faite essentiellement de petits propriétaires qui possèdent aussi bien dans les grands crus que dans les climats inférieurs, et qui travaillent dur — et par l'impossibilité pratique d'étendre les vignobles, qui limite les risques de surproduction.

Tous ces pinards...

« Buvez. Ce livre aurait raté sa cible, s'il détournait le lecteur de la fréquentation des bons vins. Buvez moins, mais mieux ». Cet avertissement, qui figure page 194, procède-t-il d'un remords tardif de l'auteur soudain conscient qu'à force d'avoir mis à juste titre au jour un certain nombre de pratiques scandaleuses, il risquait de dégoûter entièrement un public, dans sa masse peu informé, faute qu'on n'ait jamais pris la peine de l'éduquer ? Le spectacle, il est vrai n'est guère rassérénant : tous ces pinards venus d'on ne sait où, mélangés à des beaujolais plus que clairets pour leur donner tant soit peu de réalité, tous ces pinards — les mêmes — mêlés à Beaune, en telle maison peu éloignée de la collégiale, pour faire un vin de marque « vieilli en fût de chêne » (combien de temps ?) et que le bon peuple prend pour des bourgognes tous ces rosés d'Anjou qui n'ont certes aucune raison d'en être fiers... Cela sans parler des pratiques indélicates de maints négociants qui, sans aucune fraude légale (voir encadré), affublent leurs productions de noms évocateurs ou habillent leurs bouteilles aussi prétentieusement que les grands seigneurs du Médoc. Certains, imitant Lafite-Rothschild, vont même jusqu'à numéroter leurs bouteilles. Ces simagrées — qui ne riment à rien surtout pour un château de 36e catégorie — n'ont pour objet que de faire monter les prix en abusant le gogo.

Mais aussi bien, en ce domaine vitivinicole, où commence la tromperie ? C'est là le problème fondamental. Un postulat sous-tend beaucoup de chroniques œnologiques : les vins ne sont pas « naturels », ils sont « trafiqués », on y ajoute là toutes sortes de choses ». Evidence ?

La réponse est moins simple qu'il ne paraît. Car le jus spontané de la vigne est le verjus. On n'en peut tirer au mieux qu'une piquette qui tourne naturellement au vinaigre, Bernard Ginestet, après bien d'autres, le rappelle très justement. Dès lors le travail de vigneron, du vinificateur et de l'éleveur consiste à fabriquer du vin en s'aidant d'un certain nombre de techniques, qui peuvent inclure le sucrage (fréquent partout, dans les limites légales, et pas rare au-delà de ces limites...) et aussi le mélange de « vins-médecins ». D'une certaine manière, tout vin est « trafiqué », et ceux qui le sont le moins sont sans doute les meilleurs des Côtes-du-Rhône et des Corbières (car le soleil est là, qui donne du corps, si l'on ne produit pas excessivement). En sorte que le véritable problème n'est pas tant dans le « trafic» que dans sa nature, son intensité, et dans sa traduction marchande. Il y a d'une part le problème de la qualité à la production, d'autre part le problème tout simplement des étiquettes, qui n'est sans doute pas le moindre, et qui rejaillit directement sur le premier. Le remède passe par une refonte complète de la législation — mais quel travail ! — il passe autant par une information meilleure des consommateurs et un livre comme celui de Doutrelant (notamment son guide de l'acheteur) (4) y contribuera utilement.

JEAN-PIERRE MOULINS

---

(1) Pierre-Marie Doutrelant : « Les bons vins et les autres, suivi d'un « Guide de l'acheteur » (Editions du Seuil, Col. « l'Histoire immédiate »).

(2) V.d.q.s. : Vin délimité de qualité supérieure. A.o.s.: Appellation d'origine simple.

(3) Bernard Ginestet « La bouillie bordelaise » Paris, 1975, 246 p. (Flammarion éditeur)

(4) Où s'est pourtant glissé une erreur qui donnera au lecteur une idée de la simplicité de tout cela : le Château-Smith-Haut-Laffitte, cru classé de Graves, comporte 2 f et 2 t et non un f et un t, comme le Château-Lafite-Rothschild...

ESPAGNE 40e anniversaire du front populaire espagnol



photo ALFONSO

Dolorès Ibarruri, la "Pasionaria" au cours d'un meeting au Stadium.



Durant mille jours de combat et quarante ans de franquisme, le lieu des passions du monde. Aujourd'hui, historien et témoin, un auteur raconte.

GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE (1936-1939)

par GEORGES SORIA

5 volumes reliés et illustrés
3000 photos
125 planches couleur

Préfaces - Entretien et points de vue de :
André MALRAUX, Indira GANDHI, Anthony EDEN, Pietro NENNI, Dolorès IBARRURI, Huit généraux soviétiques, Léopold Sédar SENGHOR.

Un ouvrage hors commerce du Livre Club Diderot

BON DE DOCUMENTATION à renvoyer au LIVRE CLUB DIDEROT
13, Boulevard Bourdon 75004 PARIS

M. .....
Adresse .....
.....
.....
.....
désire recevoir la documentation "Guerre et Révolution en Espagne" par Georges Soria" (1936-1939)

U

Office Publicitaire de France

Action culturelle en Charente-Maritime

LA CONTAGION DE ROYAN





De notre envoyé spécial.

Festival International d'art contemporain : Royan mérite bien ce qualificatif. D'abord par son programme musical : grâce à la manifestation annuelle charentaise la jeune musique ne meurt pas désespérée. Depuis trois ans en effet, depuis que Harry Halbreich et Paul Beusen sont directeurs artistiques du Festival, Royan a découvert ou confirmé, donc aidé en passant commande d'œuvres ou en accueillant des créations, une belle brochette de musiciens nouveaux : Ligeti, Zimmermann, Schnebel, Huber, Bussotti, Eloy, Lenot, Manoury, Donati, Halffter, Mâche, Ferneyhough, Taïra, Sinopoli etc... De la cuvée 1976 on ne pourra oublier le Belge Boesmans, le Français Koering et les Allemands Hespos et Dittrich. Parmi des dizaines de créations mondiales leurs pièces ont marqué. Mais l'important n'est pas de trouver des génies. L'important est ailleurs : chaque année, grâce au Festival de Royan, de jeunes compositeurs voient enfin leurs ouvrages sortir de leurs cartons et être exécutés. Cela s'appelle tout simplement l'aide à la création. Certains feront la fine bouche, noteront que les œuvres créées à Royan sont rarement reprises par la suite, souligneront que les compositeurs, le Festival terminé, sont rendus à leur solitude. Tout cela est vrai. Mais est-ce la faute des organisateurs de Royan si la politique du secrétariat d'Etat à la Culture n'est pas plus cohérente dans le secteur musical que dans les autres domaines ? C'est vrai qu'il faudrait vingt Royan en France. C'est vrai que les œuvres créées à Royan devraient pouvoir être reprises une bonne centaine de fois à travers toute la France. Mais le Festival de Royan n'est en rien responsable de ce manque. Son existence même a, au contraire, l'avantage de souligner la pauvreté musicale de ce pays.

Royan ne dispose que d'un budget très limité : 1 660 000 F. Pour un festival d'art « contemporain », c'est plutôt dérisoire. On n'en appréciera que plus la prouesse : Royan mérite son appellation aussi par ses « Journées cinématographiques » et par sa riche « Semaine d'animation ». C'est parfaitement « contemporain » d'aider à naître la musique d'aujourd'hui. Ça l'est tout autant de faire le point chaque printemps sur le cinéma d'une partie du tiers monde. L'exigence est toujours de « dévoiler la réalité culturelle et politique d'une région du monde peu connue du public français ».

Mais là où Royan se révèle le plus « contemporain » c'est sans aucun doute en participant peu à peu à l'élaboration d'une action culturelle départementale à l'échelle de la Charente-Maritime. A travers sa « Semaine d'animation ». En essayant de rendre une identité culturelle à la population d'une région. En essayant d'implanter la dimension culturelle dans la vie quotidienne.

Bernard Mounier, directeur de la Maison de la Culture de La Rochelle, est responsable de cette « Semaine d'animation » : « Depuis 4 ans nous prenons une thème lié à la musique traditionnelle et à la chanson populaire ; nous l'explorons, non pas de manière scientifique et exhaustive, mais en donnant au public un certain nombre de jalons. Nous avons commencé en 1973 par « le renouveau ethnique en Bretagne et en Occitanie ». En 1974 ce fut « l'Amérique latine ». Depuis deux ans nous relions le thème exploré à une réalité d'histoire locale : l'an dernier « la musique de Louisiane et d'Acadie », cette semaine « Les troubadours et les jongleurs de l'an 1000 à nos jours ». Nous trouvons ainsi des résonances profondes dans la population locale, parce que nous réveillons des souvenirs souvent enfouis. Avant que les Cajuns viennent à Royan, l'an dernier, qui connaissait le processus qui avait conduit les gens de notre région d'abord au Canada, en Acadie avec Champlain, puis en Louisiane ? En faisant remettre à des Cajuns les pieds sur le sol français 171 ans après leur départ, nous avons rendu aux Charentais une partie de leur histoire. Et la jonction s'est faite entre les musiciens cajuns, québécois et acadiens d'une part et les musiciens, jeunes ou vieux, de tradition locale charentaise et poitevine d'autre part. Ce fut une rencontre extraordinaire. Avec des retombées : de jeunes musiciens poitevins sont allés en Louisiane l'été dernier, les Cajuns vont revenir à Royan l'an prochain ».

« Même chose cette année, poursuit Mounier. Qui savait, dans la région, que le premier des troubadours a été Guillaume VII de Poitiers ? Cela veut dire qu'aux Xe et XIe siècles le pays était de langue d'oc. Qui savait que les autres troubadours célèbres, Bernard de Ventadour et Jaufre Rudel, écrivaient et parlaient en langue d'oc ? Qui savait qu'ils étaient originaires de la région ? Ce n'est qu'au XIVe siècle que la langue d'oïl a gagné. Réveiller cette mémoire séculaire n'est pas gratuit. C'est absolument nécessaire pour forger l'identité culturelle d'une région qui ne possède pas des caractéristiques aussi affirmées que la Bretagne ou l'Occitanie. En plus, tout l'environnement social et politique qui émerge autour de ces musiques, de ces chansons et de ces créateurs participe au réveil culturel de la région ».

On voit d'ici les critiques qui peuvent surgir : voilà une belle action, mais que peut une semaine isolée au milieu d'une année de silence ? Une goutte d'eau dans la mer ! Mounier répond par des faits : « En Charente-Maritime nous disposons maintenant d'un véritable réseau culturel : la Maison de la Culture qui n'est plus seulement de La Rochelle mais aussi du Centre-Ouest, a commencé à passer des conventions avec des villes du département (Rochefort, Royan, Niort, Cognac, etc...). Les trois festivals complémentaires (Le Festival International d'Art Contemporain de Royan, les Rencontres Internationales d'Art contemporain de La Rochelle et le Festival de Musique ancienne de Saintes) ne seront plus que les moments privilégiés d'une action permanente et l'Association départementale pour le développement de la musique amorce un travail fondamental. Tout cela constitue autant de conditions favorables à la réussite d'un pari culturel aux dimensions de la région. Le pari ne sera évidemment tenu que si l'Etat ne continue pas à transférer toutes les charges sur les collectivités locales, s'il participe réellement à toutes les initiatives ».

Existe-t-il véritablement des liens entre les différents éléments du réseau culturel de Charente-Maritime ? Oui, et Mounier en donne des exemples : « Ce que j'affirme n'est pas parole en l'air. Le Théâtre du Silence est une troupe de danse contemporaine implantée à La Rochelle, à la Maison de la Culture. Cette année, le Festival de Royan a invité la troupe. Deux des créations présentées ont été demandées à un chorégraphe américain. Pourquoi ? Parce que les prochaines Rencontres de La Rochelle, du 27 juin au 10 juillet, sont orientées sur le bicentenaire des Etats-Unis. Parce que le public pourra comparer à ce moment-là le travail du Théâtre du Silence et celui de la Compagnie américaine Marta Graham. Avant, à La Rochelle, nous avons déjà accueilli Paul Taylor. A la rentrée le Théâtre du Silence et la Maison de la Culture recevront Cunningham pendant deux mois. C'est clair : une compagnie chorégraphique française installée en Charente-Maritime fait pendant un an un travail de présentation de la danse américaine non seulement avec la Maison de la Culture de La Rochelle mais aussi avec deux festivals départementaux. N'est-ce pas la preuve qu'il y a bien concertation et coordination ? Je pourrais donner d'autres exemples pour le théâtre et le cinéma. J'en donnerai un, moins courant en France puisqu'il concerne la musique. L'Association départementale pour le développement de la musique a son siège à Saintes. Elle est animée par le directeur du Festival de Saintes. Depuis deux ans, cette association mène à travers le département une action permanente d'initiation à la musique dans les écoles et dans de nombreux autres endroits. Et, de fait, sert de palliatif aux carences de l'Education nationale. Au cours du prochain Festival de Saintes, l'Association va se charger d'une opération intitulée « Musique en Pays Roman » : 80 communes, disposant toutes d'églises romanes, bénéficieront de cette énorme animation. La Maison de la Culture de La Rochelle épaulera les manifestations. La démonstration est faite que l'action culturelle peut s'organiser à l'échelle de toute la Charente-Maritime. Mais elle ne sera efficace que si elle peut durer et s'étendre. Car il est évident que l'impact des créations musicales du Festival de Royan sera d'autant plus fort sur la population charentaise que l'Association départementale pour le développement de la musique aura pu « initier » à la musique un maximum de personnes ».

Ce qui perce à travers les paroles et les illustrations de Mounier est réjouissant : quelque chose est possible en Charente-Maritime dont Royan est le signe. En même temps on sent bien les limites de l'entreprise : tout ce qui se fait à La Rochelle, à Royan, à Saintes, à Niort et à Rochefort restera au stade expérimental tant que le budget national de la culture frisera le ridicule ou le néant selon qu'on prend bien ou mal la chose.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Pierre Gaudibert: «Il faut sortir les arts plastiques du ghetto de l'argent»

Le budget de la Culture, en France, est dérisoire. Le ministère de Malraux est devenu le minuscule secrétariat d'Etat de Michel Guy. Le secrétaire d'Etat envisage désormais de contracter des emprunts pour honorer ses engagements. A ce rythme on pourra bientôt dire que ce pays est en voie de sous-développement artistique. L'aide à la création avoisinant zéro (en dehors des opérations de prestige, bien sûr), la liberté réelle des créateurs se rétrécit à vue d'œil. Il est un secteur où le marasme s'étend sans cesse : celui des arts plastiques. Pierre Gaudibert, conservateur de musée, critique d'art, auteur d'ouvrages sur l'action culturelle, n'y voit pas l'effet du hasard. Il dit pourquoi. Il dit aussi comment il serait possible d'en sortir. C'est urgent : la France compte 1000 musées ; à peine 50 s'intéressent à l'art contemporain. N'est-il pas temps de renverser la vapeur ?

« L'UNITE » : Est-ce qu'on peut dire que l'art contemporain a véritablement une place dans la société française actuelle ?

PIERRE GAUDIBERT : Il a une place totalement paradoxale. D'un côté il est objet de prestige : ce qu'on appelle « l'école de Paris » a un certain retentissement international ; vu de loin, Paris semble un des centres de création de l'art contemporain ; et une consécration à Paris peut encore rapporter quelques devises à un artiste. D'un autre côté nous sommes en présence du langage artistique le moins populaire ; des statistiques en font foi : il n'y a guère que 10 000 personnes à Paris, pour suivre régulièrement l'art contemporain à travers les expositions ; or, au 18ème siècle, quand se tenait tous les deux ans le Salon, le catalogue de cette exposition de la peinture contemporaine de l'époque se vendait à 20 000 exemplaires ; on voit qu'il ne s'est produit aucun changement décisif dans le domaine des arts plastiques depuis deux siècles : ils sont toujours réservés à un petit nombre. Il y a toujours un immense fossé entre l'ensemble de la population et la création plastique contemporaine. Mais le paradoxe comporte un troisième aspect : la France est un pays où l'on compte un très grand nombre de peintres amateurs du dimanche. Voilà les trois données fondamentales des arts plastiques en France : un certain prestige international, une absence de public large pour l'art contemporain et une pratique picturale très développée dans les couches petites-bourgeoises et parfois populaires. Les causes de cette situation sont multiples. Cela tient essentiellement au statut de l'artiste professionnel dans la société capitaliste et à l'absence d'éducation esthétique de base, à ce qu'on a appelé l'analphabétisation plastique.

De l'école élémentaire jusqu'à l'université, quelques expériences ponctuelles mises à part, les élèves ne bénéficient d'aucune éducation de l'œil. C'est flagrant. Le secteur est totalement retardataire. Plus retardataire encore que la musique ou le théâtre qui font l'objet de quelques efforts... Les répercussions sont graves : personne n'est formé à recevoir l'art contemporain, sinon cette poignée de spécialistes et de collectionneurs qui forment une micro-société : c'est vrai à Paris, depuis longtemps, ça l'est devenu dans quelques villes de province comme Marseille, Lyon, Bordeaux, etc.

Par ailleurs, autant le Pouvoir se sert de la renommée des artistes consacrés, autant le même Pouvoir délaisse les jeunes artistes. Cela s'inscrit dans la pauvreté ambiante, certes. Mais force est bien de le constater : les arts plastiques sont encore plus pauvres, plus en retard. Il y a, en plus, crise du marché de l'art : pour des jeunes qui débutent ou pour ceux qui ne sont pas des « valeurs sûres » la situation est devenue catastrophique. Cette crise est la même qu'en Italie, en Allemagne, dans les pays scandinaves. Certains artistes, aux alentours de la quarantaine, étaient en vue de consécration ; ils commençaient à avoir un public de collectionneurs et à gagner leur vie ; c'est fini ; maintenant on n'investit plus dans les œuvres d'art ; d'où moins de ventes directes, moins de contrats, moins de propositions des marchands. Et comme cela n'est compensé par aucune politique d'encouragement à la création de la part de l'Etat... Quant aux artistes encore à leurs débuts et qui souhaitent faire leur première exposition, il leur faut beaucoup de ténacité pour y parvenir désormais.

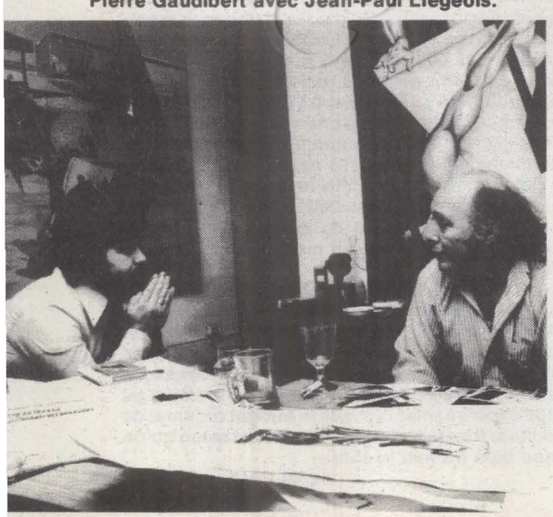
L'Etat et les collectivités locales, malgré quelques achats, ne se substituent pas de manière décisive au mécénat privé qui, jusqu'ici, était le seul débouché pour les artistes plasticiens. Il y a bien eu depuis 1968 quelques tentatives pour mettre en place des circuits parallèles ; des coopératives d'artistes, des filières reposant sur les syndicats, etc. Pour diffuser les œuvres, pour les montrer, c'est intéressant. Pour les distribuer, pour les vendre c'est insuffisant, voire inefficace. Y a-t-il solution à ce problème de la création plastique ? Oui. Soit on se met à considérer la création comme on considère déjà la recherche scientifique, par exemple en sciences humaines ; et, dans ce cas, on institue un statut de l'artiste chercheur pris en charge pour un temps donné par les pouvoirs publics. Soit on se réfère aux expériences suédoises : l'artiste se voit garantir un salaire minimum parce qu'on lui reconnaît une fonction sociale, parce qu'il est clairement nommé « travailleur culturel du secteur visuel ». Soit, on se tourne vers le système canadien — proche du français puisque mis en place dans le cadre de l'économie capitaliste : l'artiste est subventionné, il reçoit une mensualité, non d'un marchand mais de l'Etat ; c'est ce qui se passe aussi en Hollande.

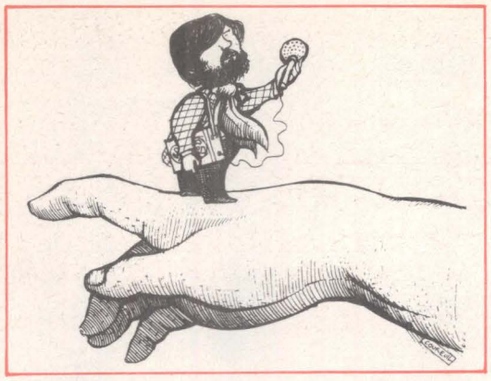
On peut rêver à cet idéal de l'artiste-chercheur. Mais il ne faut pas se cacher les problèmes que cela pose : comment choisir les artistes qui vont bénéficier de ce statut ? Qui va en décider ? Sur quels critères ? Car, si on ne veut pas être démagogique, on ne peut pas professionnaliser à l'infini un nombre sans cesse croissant d'artistes, sans voir quelle part ce budget prendrait par rapport à l'ensemble de l'économie du pays. Mais enfin ce serait, avec ses limites, mieux que l'état de choses actuel où le secteur étatique est insignifiant, où le secteur privé fait illusion dans les périodes de prospérité du capitalisme mais se révèle défaillant en cas de dépression.

— Comment expliquez-vous le peu d'intérêt que les collectivités locales, à de rares exceptions près, ont manifesté jusqu'à présent pour le travail des peintres, des sculpteurs et des graveurs, des plasticiens en général ?

— A la Libération, il y a eu une réaction contre la politique des municipalités d'avant-guerre qui consistait à acheter des œuvres d'artistes locaux soit directement pour la mairie, soit pour les musées. Cette réaction est saine car, c'est vrai, ces achats étaient souvent tributaires d'une petite cuisine locale plus soucieuse de copinage de notables et d'électoralisme que d'aide à la création. Et on a remplacé les vieilles méthodes par l'acquisition systématique de travaux d'artistes déjà consacrés. Picasso et Matisse ont remplacé les paysages des peintres du dimanche, mais cela n'a

Pierre Gaudibert avec Jean-Paul Liégeois.





LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

été d'aucune utilité pour les jeunes créateurs. Ce n'est que très récemment qu'un certain nombre — restreint — de municipalités ont songé à réagir, notamment à travers leur musée : Marseille, Grenoble, Saint-Etienne. Mais, encore une fois, ça ne concerne que la diffusion, pas la création.

— Il existe pourtant des outils spécialisés dans l'aide à la création : les établissements d'action culturelle. Accordent-ils une attention particulière aux arts plastiques ?

— Les municipalités ont perpétué la vieille tradition française : une exposition est une forme de publicité pour un artiste, elle valorise sa « cote » ; en conséquence l'artiste doit en être reconnaissant et ne pas avoir l'impudence de réclamer un salaire ! Dans le cadre de l'Association technique pour l'action culturelle (Atac) on a tenté de renverser la vapeur. Au début des Maisons de la Culture le secteur des arts plastiques a été complètement délaissé, sacrifié. Il fallait que cette situation cesse. On a donc fait, par le biais de l'Atac, des propositions d'expositions à tous les établissements. On y a ajouté une clause de principe : donner à voir ses œuvres mérite, sur le plan financier, une contrepartie ; on a voulu que la somme soit symbolique et égalitaire : 1 000 francs par mois pour tous les artistes qui exposent dans le circuit de l'action culturelle. Il faut souhaiter qu'il y ait là l'amorce d'un changement de mentalité. Car il faudrait en finir avec ce paternalisme qu'on emploie à l'égard de l'artiste en lui disant : « on te rend service en t'exposant ! » Il faudrait enfin que l'utilité sociale de la production artistique soit reconnue... et rémunérée ! L'artiste plasticien est aujourd'hui traité comme un petit commerçant indépendant qui n'a qu'à se débrouiller. Alors que sa réalité économique est celle du travailleur surexploité et sous-payé. Il y a une certaine désinvolture dans tout cela. Dit-on jamais à un conférencier-écrivain : « on ne vous paie pas parce que ça fait de la publicité pour vos livres » ? Dit-on jamais à un chanteur : « merci monsieur mais ce soir vous n'aurez pas de cachet parce que votre récital vous a permis de faire de la propagande pour vos disques » ? Il faudrait être sérieux. Et mettre fin à cette injustice profonde.

Payer un artiste qui expose dans une maison de la culture me semble la moindre des choses : la préparation d'une exposition est un investissement en temps et en travail qui mérite salaire. Par ailleurs le statut juridique des maisons de la culture ne leur permet pas d'être une boutique, de vendre les œuvres exposées. Donc, l'artiste qui y vient sait qu'il ne vendra rien (ou, indirectement, par le hasard d'une rencontre) : il faut bien qu'il y ait compensation de ce manque à gagner.

— Les artistes n'ont donc pratiquement pas d'autres débouchés que les galeries de vente ?

— Beaucoup ont envie d'avoir un autre public, de rencontrer celui plus large des maisons de la culture. Mais, bon gré, mal gré, ils sont obligés de passer par le secteur privé, par les galeries, parce que c'est là qu'ils trouvent des clients, les gens qui ont de l'argent. D'où cette inconfortable position: un artiste qui condamne le système actuel, s'il veut manger, est obligé de se mettre en rapport avec ceux qui ont le pouvoir et l'argent.

— Certains y échappent, fût-ce momentanément. Je connais par exemple des sculpteurs qui acceptent, à partir d'une de leurs œuvres originales, de faire une réalisation monumentale qui prend définitivement place au milieu d'un ensemble architectural. Double avantage : l'ouvrage est à la disposition de tous, non du seul collectionneur privé ; l'artiste est payé chaque mois pendant une ou deux années...

— Il y a cependant un inconvénient : la commande fait bien vivre l'artiste pendant quelques temps, mais elle ne lui permet pas de créer, puisque, dans la plupart des cas que vous évoquez, le travail consiste seulement en l'agrandissement d'une œuvre déjà existante ! Si cela se passe ainsi, c'est parce que le langage plastique, comme je le disais, n'est pas enraciné dans notre éducation, ne semble pas nécessaire comme nourriture de la conscience et de l'affectivité des gens. Même les œuvres les plus publiques, les plus monumentales sont vécues par les populations comme des signes d'imagerie de luxe, bizarres et gratuites. L'Etat traitant les arts plastiques comme quantité négligeable, le citoyen en a fait son deuil depuis longtemps : il ne s'y intéresse pas. Et ce désintérêt sert en retour d'alibi à l'Etat : « mais les arts plastiques ne sont pas populaires ! » Sous-entendu : « Et vous voudriez qu'on gaspille les deniers publics pour ça ? » La principale victime de ce cercle vicieux est l'artiste. Le public aussi est lésé, mais il ne s'en rend pas compte.

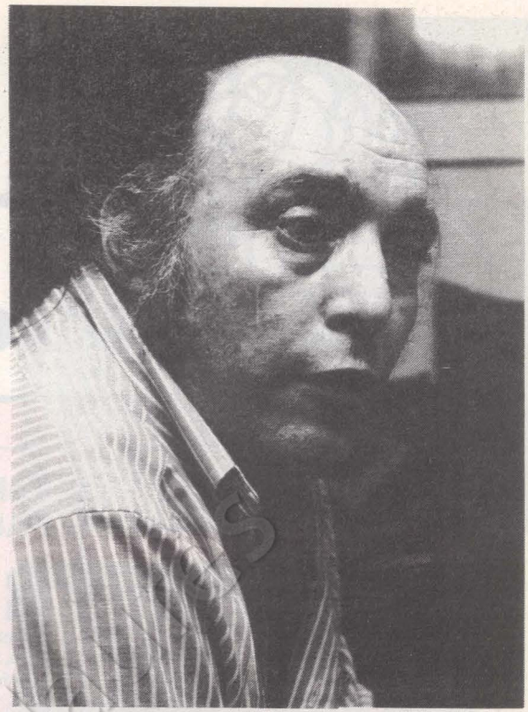
— Nous vivons pourtant au siècle de l'image : cinéma, télévision, bandes dessinées... La désaffection des arts plastiques est presque anachronique !

— Il y a une explication. Très souvent, trop souvent, la peinture est encore vécue comme une image dans un décor, pas comme une image vivante. Il existe encore des acheteurs de toiles qui choisissent telle œuvre plutôt que telle autre parce que telle couleur s'accordera mieux avec la tapisserie. C'est réduire l'art plastique au rôle d'élément décoratif. Ce qui a été vrai il y a plusieurs siècles. Ce qui ne l'est plus : aujourd'hui les artistes n'ont que faire de compléter le confort d'un appartement. Ils veulent prendre la parole, s'exprimer. C'est pourquoi les artistes contemporains, les jeunes peintres notamment dont le langage pictural est violent, trouvent difficilement preneurs : leurs œuvres n'ont pas été pensées pour agrémenter un décor bourgeois.

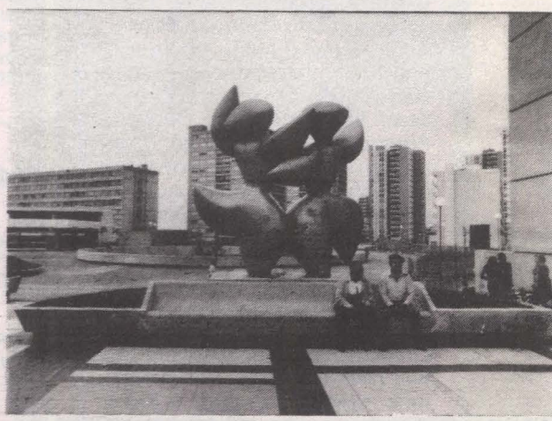
— Mais, même si l'on sautait par-dessus les deux obstacles principaux (l'absence d'éducation plastique de la majorité du peuple et l'absence de circuits de diffusion), même si l'on mettait en place un système d'aide à la création, il resterait une difficulté majeure : le prix des œuvres, la spéculation dont elles font l'objet et qui les rend inaccessibles au grand nombre.

— Comme toutes les œuvres d'art dans le système capitaliste, l'œuvre d'un peintre, d'un graveur ou d'un sculpteur est considérée avant tout comme une marchandise : à ce titre elle est introduite dans le circuit commercial. En plus, depuis 1918, s'est instaurée la spéculation sur le marché de l'art. Il s'agit de faire des plus-values successives au cours de reventes multiples effectuées sur le dos de l'artiste... puisque l'artiste n'est jamais intéressé à ces opérations. Sauf dans le cas des artistes qui adoptent le système : ils sont valorisés par les spéculations et en profitent pour assurer leur fortune personnelle. De manière générale la conséquence la plus néfaste est une course effrénée au vedettariat... considéré comme vital. Ce qui instaure un « star-system » dont quelques-uns

→









changer la vie culturelle

Cinéma

LES JOURNEES D'ORLEANS

Les Journées Cinématographiques d'Orléans sont nées en 1975. Voici venir leur seconde édition, du 6 au 16 avril. Pour les mener à bien, un certain nombre de forces se sont regroupées : le Théâtre d'Orléans, le Centre d'animation culturelle d'Orléans, l'Association française des Cinémas d'art et d'essai et notre confrère « Télérama ». Le programme des manifestations est copieux : l'ouverture se fera avec un hommage à Pier Paolo Pasolini ; suivront des mini-rétrospectives : l'œuvre de Pagnol, le cinéma de Marcel L'Herbier ; le cycle consacré aux « Années 60 » rassemblera des longs métrages de Jacques Rivette, Claude Chabrol, Jacques Demy, François Truffaut, Jacques Rozier, Alain Resnais, Jean-Luc Godard et Eric Rohmer et des courts métrages signés Chris Marker, Jean-Daniel Pollet, Georges Franju, Jean Rouch, etc... les « Rencontres» verront se confronter le 8 mm et le super 8 à travers des bobines réalisées dans la région. Surtout, les Journées cinématographiques d'Orléans décerneront deux prix (un prix 35 mm et un prix 16 mm). Le jury est composé de cinéastes venus du monde entier (Maroc, Brésil, Danemark, Inde, Egypte, Hongrie). Il devra choisir, pour prendre l'exemple du 35 mm, entre les films suivants qui ont été présélectionnés : « Kashima Paradise » de Yann Le Masson, « Mes petites amoureuses » de Jean Eustache, « Souvenirs d'en France » d'André Téchiné, « Lily aimemoi » de Maurice Dogowson, « Les doigts dans la tête » de Jacques Doillon, « Le Païs » de Gérard Guérin et « Céline et Julie vont en bateau » de Jacques Rivette. Parallèlement à cette distribution de prix, une opération « passeports » permettra au public de découvrir les œuvres des cinéastes étrangers qui forment le jury.

Télévision

FAUX ET VRAIS DROLES

Rien de moins varié que ces émissions de variétés dont la télévision fait si grand usage. Un jeu, un bout de film, trois pas de danse, quelques chiens savants déguisés en personnalités bien parisiennes, les halètements d'un champion sportif, liez le tout avec des chansons et le tour est joué. Le téléspectateur aussi que l'on gave de vide dans l'espoir de lui dilater la rate. Si « Le petit rapporteur » connaît un tel succès, c'est au rire qu'il le doit. On se dit parfois « C'est trop bête », mais on marche, on court au rendez-vous de Jacques Martin.

Depuis la semaine dernière, trois nouveaux comiques menacent sa suprématie. Citons, par ordre d'apparition : Valéry Giscard d'Estaing, Michel Poniatowski et Jacques Chirac. Le premier s'impose comme un maître de l'humour noir. Ayant troqué le smoking vert contre une tenue demi-deuil, il interprète le rôle d'un prestidigitateur malchanceux qui s'acharne à tirer des réformes de ses manches. Le second, dans le plus pur style « Charlie-Hebdo », pousse au sublime l'esprit « bête et méchant » qu'il dénonce chez autrui. Quant au troisième, le plus doué de la bande, il exécute devant les buffets du pouvoir une danse du scalp dont l'outrance comique touche au génie.

Après de telles vedettes, un José Arthur, un Guy Lux et même un Jean Lecanuet peuvent aller se rhabiller. Reste un certain Jean-Claude Monteils, baladin à tout faire, invité de Tf 1 pour l'émission « A bout portant », le samedi 27 mars. Au départ : une bonne idée, celle d'opposer aux professionnels du petit écran l'indifférence d'un inconnu qui tient à le rester. En vain Chancel, Zitrone, Bouteiller, soumettent-ils leur client à la question. Monteils se dérobe avec des soupirs confus. Mais livré à lui-même ou secondé par ses copains, Henri Tachan et les Frères Ennemis, il sort de sa coquille pour nous entraîner dans l'univers absurde et poétique où il se sent chez lui. Jonglant avec les mots comme avec les haltères de carton, il dégage tant de sympathie qu'on lui pardonne de ne pas toujours égaler ses maîtres Devos et Bouteille. Mais peut-être le défilé des grands clowns du régime nous a-t-il rendus difficiles.

GABRIELLE ROLIN

Chanson

UN MOIS DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Prochainement la Maison de la Culture de Nanterre inaugurera enfin ses bâtiments. Elle mène, du 3 au 31 avril, une dernière opération de préfiguration : « Action Chanson 92 », en collaboration avec Travail et Culture, avec l'aide de l'association « Action Chanson ». Boris Vian disait : « Il faut distinguer « populaire » qui se rattache à l'idée de peuple et « populaire » qui se rattache à l'idée de popularité ou de vogue ». Dominique Chenet, de la Maison de la Culture de Nanterre, a bien sûr choisi la première acception du mot. Il voudrait que la population des Hauts-de-Seine puisse se faire « une autre idée de la chanson ». Entendez : une autre idée que celle que leur imposent Guy Lux et consorts. Le département 92, du 3 au 30 avril, va donc être investi par des chanteurs de qualité. La Maison de la Jeunesse Daniel Fery de Nanterre programme Gilles Elbaz le 10 avril, Jacqueline Pons le 24. Le Centre Culturel Communal de Châtillon : Anne et Gilles du 20 au 23, Martin Sarri et Jo Schmelzer le 24. Le Centre Culturel municipal de Levallois : les films « Nashville » les 2, 3 et 4 et « Janis Joplin » les 9, 10 et 11 ; Jean Vasca le 13 et Martine Sarri le 10.

Le Centre d'Animation Culturelle « les Gémeaux » de Sceaux : Gisela May le 29. Le Théâtre Jean Vilar de Suresnes : « La solitude d'un chanteur de fond » (consacré à Yves Montand) de Chris Marker le 14, Pia Colombo et le groupe Organon le 22. La Maison des Jeunes des Agnettes à Gennevilliers : Pierre Champion le 23. Le Comité d'Entreprise Dassault à Saint-Cloud : Serge Kerwal le 21. Le Comité d'Entreprise Hispano-Suiza à Bois-Colombes : Serge Kerwal le 14. Le Comité d'Entreprise Litwin à Puteaux : Max Rongier et Christian Dente le 7. La Maison de la Culture de Nanterre a d'autre part prévu des interventions en direction de la jeunesse : Steve Waring et la Compagnie René Bourdet les 15 et 16. Enfin, le 30 avril, Nanterre vivra ses « six heures pour la chanson », de 18 à 24 heures, avec, entre autres, une fanfare, le Théâtre de la Manivelle, Christian Dente, David et Dominique, Mireille Rivat, Francis Lemarque et Serge Reggiani.

Théâtre

MAMAN, LES PETITS BATEAUX...

« L'Unité » en a déjà parlé : au bord du canal Saint-Martin, il y a une péniche qui a été amarrée là par Mireille Larroche et Jean-Paul Farré. Tous les jours, sur « La Péniche », il y a des spectacles. Maintenant il y a des spectacles pour enfants. Et, pour commencer, une belle pièce de Guy Foissy, un auteur de théâtre qui écrit parfois dans « l'Unité». Foissy n'est pas vraiment un auteur pour les enfants. Mais, pour une fois, il a essayé. Ça s'appelle « L'épouvantail ». C'est joué par « Le Théâtre sans nom » que dirige Mireille Larroche. C'est un plaidoyer en faveur des enfants à qui l'on défend de marcher sur les pelouses. C'est l'histoire de quatre jeunes gens qui en ont marre de l'Ordre qu'on leur impose, qui se réfugient dans un chantier, qui réfléchissent et passent à l'action : ils transforment le gardien de l'ordre en épouvantail. C'est délirant à souhait. C'est aussi de l'audiovisuel, et les images projetées sont autant de visages de l'environnement, du monde des adultes et de l'ordre. C'est une pièce-reportage. C'est à voir actuellement à Paris. C'est prévu également pour la province puisque « La Péniche » bientôt emmènera « L'épouvantail » sur les canaux de France.

seulement profitent en s'achetant châteaux et immeubles. Ce qui fait croire au public — on ne parle évidemment que des « vedettes » — que tous les peintres sont des milliardaires ! Car les mass media ne répercutent que les très hauts prix. Et, logiquement, les milieux populaires réagissent en disant : « Ça ne nous concerne pas, ce n'est pas pour nous ». Et tous d'en conclure que les jeunes artistes se plaignent à tort. Plus cette fausse image du « peintre richissime » se répand, plus le fossé se creuse entre les arts plastiques et le peuple.

— Il y a aussi les pressions de la spéculation et du mercantilisme sur la production des artistes.

— Pour comprendre mieux, il faut apporter quelques précisions. D'une part il y a des galeries de louage qui sont comme des garages. D'autre part il y a des galeries destinées au stockage et à la spéculation. Enfin, certaines galeries font de la « détection », prennent des risques, financent des artistes pour les aider à vivre et créer. Ces trois catégories ne sauraient être mises dans le même sac. Mais il est évident que même la dernière peut avoir un rôle néfaste : quand les artistes se laissent imposer un rythme de production, acceptent de se répéter (« parce que ça se vend bien »), se laissent influencer jusque dans les formats et le choix des couleurs, etc. ; ce n'est heureusement pas le cas de tous les artistes : j'en connais qui luttent pied à pied pour garder leur liberté et faire respecter leurs exigences.

Tout cela s'est encore compliqué par l'arrivée sur le marché de l'art des sociétés d'investissement, françaises ou multinationales. Les responsables de ces sociétés repèrent des artistes en difficulté, très malades, très âgés ou frappés par la crise actuelle : ils achètent en bloc tout leur atelier ; une fois qu'ils ont acheté, ils font artificiellement monter les cotes ; dans un second temps ils envoient des démarcheurs, munis de catalogues luxueux, chez quelques notables de province, ces démarcheurs assurent que l'artiste est en hausse. Le tour est joué : les œuvres sont achetées uniquement dans un but spéculatif ! C'est ainsi qu'un secteur culturel peut être détourné pour devenir une source de profit. Ce boursicotage a même contaminé les tirages multiples (qui auraient pu aider à la démocratisation de l'accès à l'œuvre d'art) en en faisant des tirages limités... affectés par les cotes des œuvres uniques !

Une société de type socialiste pourrait mettre fin à tout cela, simplement en reconnaissant d'entrée l'artiste plasticien comme travailleur participant à l'élaboration du cadre visuel de la communauté, donc comme travailleur utile et nécessaire. Il faudrait ensuite parer à quelques dangers, c'est-à-dire éviter toute « fonctionnarisation » de l'artiste ou tout dirigisme idéologique ou esthétique. C'est le vrai problème de tout avenir socialiste : comment faire vivre les artistes avec l'argent de la collectivité sans imposer de limitation à leur liberté de création... En Yougoslavie il existe une recherche intéressante dans ce sens : les « mécènes » sont les syndicats, les coopératives, les usines, les municipalités qui investissent dans des commandes d'œuvres ou prennent les artistes en charge en échange d'un ou plusieurs ouvrages ; mais ces « mécènes » sont multiples et décentralisés à travers tout le pays : aucun ne peut prétendre à « orienter » la démarche de l'artiste.

— C'est un beau rêve, pour demain. Mais ne peut-on rien faire dès aujourd'hui ? Par exemple le Centre Beaubourg, pourra-t-il, selon vous, faire œuvre de décentralisation ainsi qu'il le prétend ?

— Au départ Beaubourg, c'est l'hypercentralisation, l'hyper-monument, l'usine culturelle centralisée à Paris dans un quartier du centre. Sa visée première est une image de prestige à imposer à l'étranger, sur le marché de l'art international. Par la suite Beaubourg a voulu se donner l'alibi d'irriguer tout le territoire français par des expositions itinérantes. C'est un piège. C'est ne prendre qu'un aspect de la décentralisation. Car la vraie décentralisation est un mouvement d'échanges et de va-et-vient incessants. Beaubourg veut arroser la province. Mais Beaubourg n'a pas l'intention d'accueillir les provinciaux à Paris ; mais Beaubourg n'a pas l'intention de permettre aux artistes de province d'aller de région en région ; mais Beaubourg ne donnera aux artistes ni reconnaissance sociale, ni reconnaissance régionale. Beaubourg ne changera rien, ne permettra à aucun artiste d'être reconnu comme tel en province et d'en vivre.

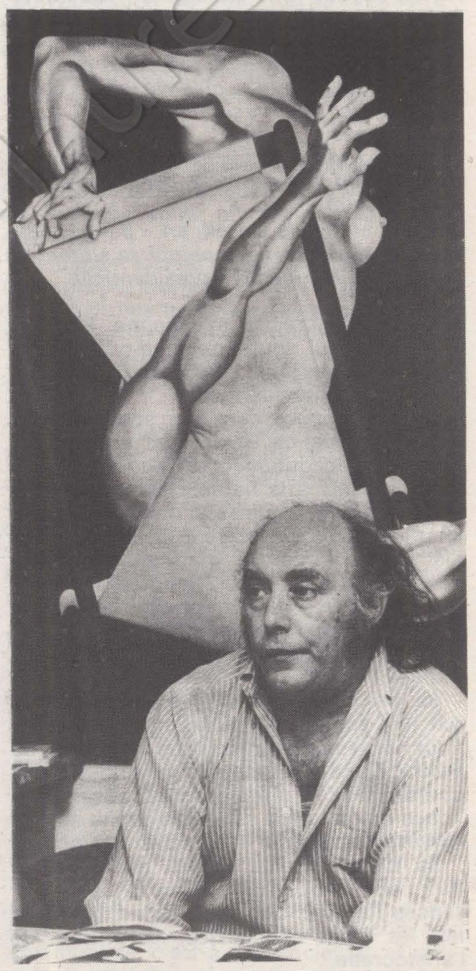
— Il ne faut donc rien espérer à court terme ?

— Si. D'abord on n'a pas besoin d'attendre le « Grand Soir » pour introduire l'éducation artistique dans les programmes de l'éducation tout court. Mais cela n'aura d'efficacité et d'intérêt que s'il y a ouverture sur l'art contemporain. Par ailleurs des villes pourraient repenser — Grenoble le fait en ce moment — la fonction et le fonctionnement des écoles des Beaux-Arts. Ce serait d'autant plus possible que, depuis 1968, de jeunes créateurs y sont acceptés comme professeurs. Et que la formule anglo-saxonne des « artistes invités » est désormais acceptée : des crédits spéciaux servent à organiser des ateliers où les élèves travaillent avec des créateurs pendant plusieurs semaines. Grâce à tout cela les écoles des Beaux-Arts ne sont plus obligées de vivre repliées sur elles-mêmes, d'être un ghetto dans une cité. Elles peuvent espérer jouer un rôle d'animateur plastique dans la ville. C'est aux municipalités d'accentuer ce rôle. C'est à elles de comprendre ce que les étudiants des Beaux-Arts et les étudiants en architecture, pour ne prendre que ceux-là, pourraient faire : aider à améliorer le cadre de vie. Ce n'est pas rien ! Les villes pourraient mettre en place de véritables équipes d'interventions plastiques qui comprendraient des responsables de musées, des enseignants des Beaux-Arts, des jeunes plasticiens, etc. En dehors du cadre de vie ces équipes pourraient faire s'exprimer les enfants (sur des palissades ou ailleurs), ouvrir des ateliers publics d'apprentissage des techniques (sérigraphie, gravure, etc.), se charger de l'information et de l'affichage pour la municipalité. Ce serait le moyen le plus direct et le plus immédiat pour ajouter à la vie des gens la dimension plastique dont ils sont privés. Il ne s'agit pas de créer un mouvement de « municipalisation ». Mais tout attendre de l'Etat confine à l'infantilisme.

Que les collectivités locales se mettent à réfléchir au statut des créateurs, et un vent de changement se lèvera. Qu'elles envisagent une politique d'aide à la création locale et de confrontations de créateurs, et des horizons s'ouvriront : il existe partout des hangars désaffectés qui pourraient servir d'ateliers de création et d'apprentissage. Si les responsables des collectivités locales ne s'en mêlent pas, les arts plastiques n'entreront jamais dans la vie des citoyens.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS







Bonnes feuilles

LE 19 MAI DE ROBERT FABRE

Ce ne sont pas des Mémoires. Pas non plus un journal à proprement parler mais plutôt des souvenirs égrenés au fil de l'année 1975.

Ayant choisi pour son premier livre un titre plus poétique que politique, « Quelques baies de genièvre » (Jean-Claude Lattès), Robert Fabre y parle avec chaleur de son Aveyron natal, de cette jolie ville de Villefranche-sur-Rouergue où il n'a jamais cessé de tenir la pharmacie familiale. Il parle aussi de ses rencontres, de ses projets, de ses amis, avec la simplicité qui le caractérise et qui rend cet ouvrage particulièrement sympathique.

Nous en avons extrait, en « bonne feuilles », quelques réflexions qui se situent au lendemain de l'élection présidentielle.

La date précise m'échappe. Fin mai, sans nul doute, puisque nous étions quelques jours après le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Mais les images, dans mon souvenir, sont nettes. La rue de Rivoli était encombrée, comme à l'accoutumée. Un feu rouge. Dans le taxi, arrêté à la hauteur de ma voiture, deux touristes, anglaises à en juger par leur chapeau fleuri, jacassaient. Je les regardais distraitement, amusé par l'anachronisme des couvre-chefs. Leur chauffeur, m'ayant reconnu, s'empressa de baisser la vitre ; le visage illuminé de sympathie, il me lança : « Dis donc, ce coup-ci, *ils* ont eu chaud aux plumes ! »

Ils, par opposition à la gauche, que, liés par une subite complicité, nous représentions, lui et moi, c'étaient tous les autres ; de Valéry Giscard d'Estaing, vainqueur d'une courte encolure, aux modestes colleurs d'affiches qui pendant cette campagne électorale avaient déchiré et recouvert les nôtres.

Ils, c'étaient, plus encore, les féodalités que nous avions voulu abattre, les « puissances d'argent », les sociétés multinationales, les trusts capitalistes, les princes de l'aristocratie...

Tous ceux que le peuple avait toujours combattus : privilégiés que symbolisait la Bastille en 1789, Deux Cents Familles du temps du Front populaire, combinards et spéculateur de la Ve République...

Bref, éternel adversaire de la gauche, la droite toujours puissante, toujours arrogante, presque toujours — de peu — victorieuse... Eh bien, peut-être avait-elle gagné encore cette fois un sursis, mais « elle avait eu chaud aux plumes »...

De cette frayeur, qu'elle aurait du mal à nous pardonner, mon ami le chauffeur de taxi faisait une espérance.

Descendant à même allure la rue de Rivoli, il multipliait les prouesses pour se retrouver, au feu rouge suivant, à hauteur de ma portière, poursuivant un dialogue haché mais cordial, qui, à moi, faisait chaud au cœur. Au carrefour de la rue des Pyramides, craignant de perdre le contact, il me cria : « Surtout, faut pas mollir ! Restez avec nous ! »

Arrivé place de la Concorde, avant d'être happé par le tourbillon, il me jetait, retrouvant inconsciemment les accents guerriers des taxis de la Marne : « On les aura ! »

Tandis que j'obliquais vers le Palais-Bourbon, le G 7 poursuivait sa route vers l'Arc de Triomphe, emportant les deux Britanniques fort intriguées par le manège de leur chauffeur, qui agitait la main en guise d'au revoir.

J'eus, à ce moment-là, la certitude que nos chemins, un moment parallèles avant de diverger, se recouperaient un jour.

J'eus la certitude que des millions d'amis inconnus — un Français sur deux — dispersés sur tout le territoire, partageaient les sentiments de mon ami le chauffeur de taxi et gardaient un ferme espoir dans la prochaine victoire des forces populaires.

Après l'amère déception du premier moment, le découragement ne s'était pas emparé de la masse. Les plus âgés ressentaient le plus vif regret. « A quatre-vingts ans, me confiait l'un, je n'ai plus l'espoir de connaître un nouveau 1936. »

« Trop tard pour moi, murmurait un autre. La prochaine fois, je serai trop vieux pour vous aider. Serai-je même là pour voter ? »

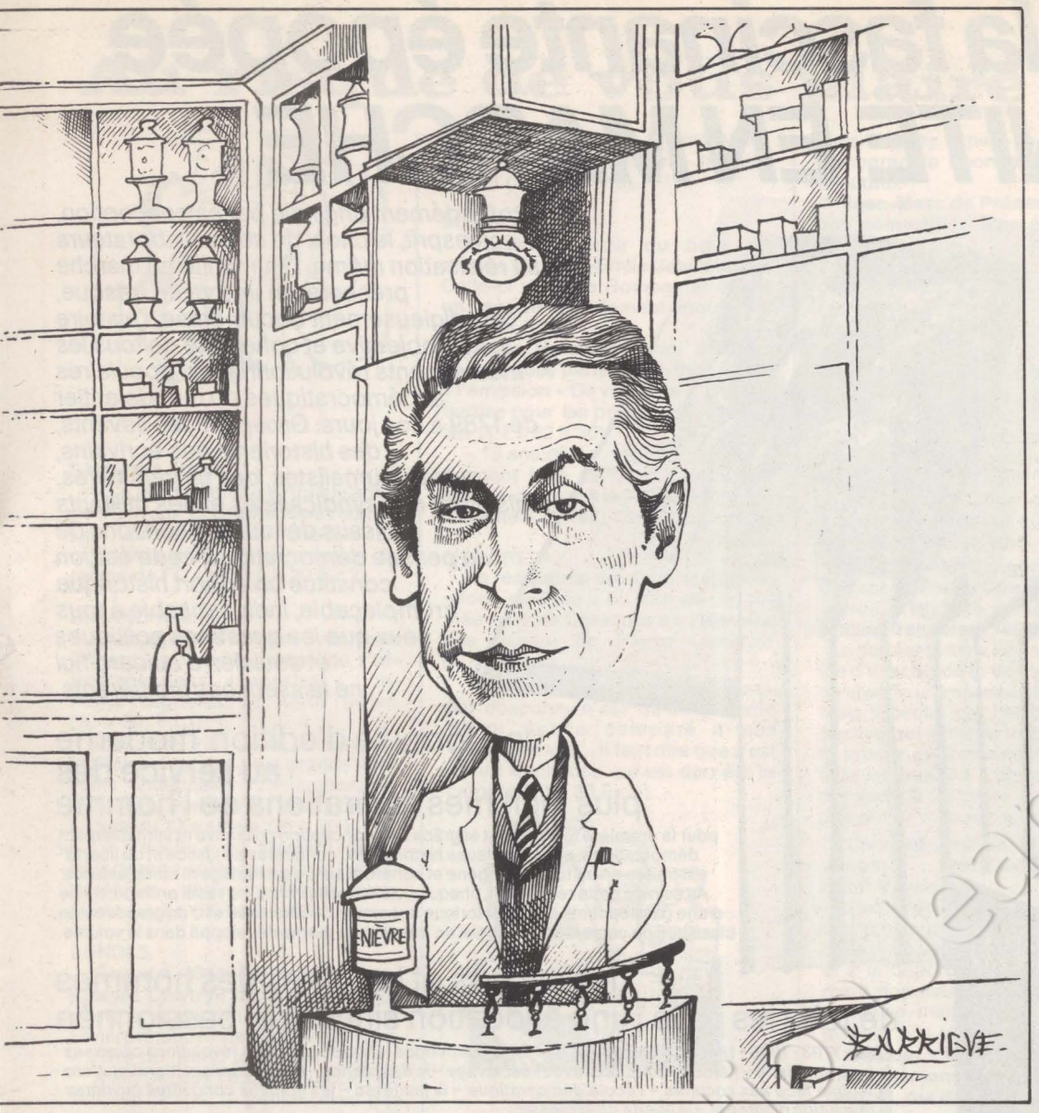
Le soir du 19 mai, il fallait beaucoup de volonté pour se composer un visage serein. A la tour Montparnasse, siège du comité de soutien à la candidature de François Mitterrand, on avait cru, tout au début, sur la foi des premiers résultats partiels, émanant de Niort ou de Cahors, en la victoire de la gauche. Il avait fallu déchanter très vite. C'était l'abattement.

A des semaines d'exaltation succédait brutalement un sentiment de révolte devant cet injuste coup du sort : l'écart était si faible que l'on se reprochait déjà les petites erreurs qui avaient pu détourner, au dernier moment, quelques dizaines de milliers d'électeurs indécis.

Lorsque j'arrivai à la tour, vers onze heures du soir, après la « tournée » des radios et télévision, François Mitterrand n'était pas encore revenu de la Nièvre. Les visages étaient tirés, les regards durs. François Luchaire, qui présidait le comité de soutien, essayait de garder le contrôle de groupes flottants, démoralisés. On me poussa devant un micro. « Dites quelque chose, me supplia-t-on, on ne peut les laisser comme ça ! » J'imaginais ce qu'aurait été la réaction de tous nos amis si, à l'inverse, la victoire nous avait souri. Et combien aurait été spontanée, dans tout le pays, la liesse populaire, qui se serait traduite par une spectaculaire explosion de joie. Des bals se seraient improvisés. On serait allé chercher à la cave les meilleures bouteilles.

Giscard vainqueur, mis à part le concert de klaxons des automobilistes des Champs-Elysées et des beaux quartiers, le peuple est resté de glace.

Ce n'est pas ce que je leur dis. J'ai oublié ce que j'ai pu inventer, ce soir-là, où je partageais la tristesse générale, pour adoucir leur peine, pour tenter d'endiguer le découragement. Comme il est difficile de laisser entrevoir, au soir de la défaite, à des troupes démoralisées des lendemains glorieux, et de leur redonner le goût d'une lointaine victoire.



Chez les plus jeunes, on serrait les dents, au bord de la révolte. Ils étaient bien près de se joindre aux groupes de gauchistes qui, s'engageant sur le boulevard du Montparnasse, déployaient déjà des drapeaux rouges et scandaient : « Une seule solution, la Révolution ! » Cette déception, cet abattement, cette révolte étaient choses normales.

Il fallait une analyse plus réfléchie des résultats pour en tirer une conclusion optimiste, pour la considérer comme une excellente base de départ pour les prochaines luttes.

J'avais pu déjà me reprendre ; mais pour moi aussi le premier choc avait été rude.

A vingt heures, j'étais rue Cognacq-Jay l'invité de la première chaîne de télévision, devant participer, avec d'autres responsables politiques, au journal parlé du soir. Les premiers résultats de l'élection présidentielle y seraient annoncés et nos commentaires sollicités. J'étais encore le seul représentant de la gauche sur le plateau, face à Lecanuet, d'Ornano et Sanguinetti, lorsque tomba, comme un verdict, l'estimation de la Sofres, attribuant 50,8 % de voix à Giscard. 49,20 % à Mitterrand. Ces chiffres devaient par la suite se révéler diaboliquement précis.

Je dus donc affronter tout seul, me composant une attitude détendue, des adversaires relativement prudents n'étant pas totalement assurés du succès de leur candidat.

C'est une épreuve redoutable que de garder son sang-froid, d'ébaucher un sourire qui ne soit pas un rictus, d'avoir la voix posée, le regard serein, alors que s'écroulent vos espoirs, que votre élan est brisé et que s'installe en vous la certitude de la défaite. Des millions de téléspectateurs vous observent : les uns guettant la faiblesse, le vilain geste de la colère, le mot hargneux du mauvais perdant ; les autres s'accrochant comme des noyés à l'assurance que vous manifestez, à la foi que vous traduisez d'une prochaine revanche...

Pourquoi, d'ailleurs, parler de défaite, alors que le score de la gauche n'a jamais été aussi élevé ? Voilà ce dont il faut prendre conscience, le mauvais moment passé.

Pierre Mauroy et Georges Marchais, qui arrivent dix minutes plus tard, ont déjà pu établir un bilan positif. C'est tout juste s'ils ne chantent pas victoire !

Georges Marchais, surtout, à qui l'on ne peut reprocher de n'avoir pas « joué le jeu »: le Parti communiste a massivement soutenu le candidat unique de la gauche.

S'il regrette, comme nous, que la barre n'ait pu être franchie, il considère — et il a raison — qu'approcher les quarante-neuf et demi pour cent de suffrages est un incontestable succès pour la gauche. Sa position personnelle, devant les instances de son parti, sortira renforcée de ce scrutin.

Mais, ce soir, peut-on peser froidement de tels avantages à venir, alors que la victoire — n'y a-t-il pas que cela de vrai ? — nous échappe, une fois de plus...

Les militants, les sympathisants, tous ceux qui se sont battus pour la cause, et qui, dans les derniers jours, avaient fini par y croire, ne se livrent pas à de tels calculs. Tout simplement, ils se laissent aller à leur peine ou à leur colère.

Quittant vers minuit la tour Montparnasse désertée, je suis hélé par un groupe qui s'est réfugié à la terrasse d'un café et tente de noyer son chagrin. Francesca Solleville et quelques amis sont là, qui ont mis leur talent au service de Mitterrand. Ils sont effondrés. Leur désespoir se traduit, à la méditerranéenne, par des lamentations et des imprécations.

Sans y parvenir, j'essaie d'atténuer leur découragement, de leur redonner confiance dans l'avenir. « La France a perdu, disent-ils ; nous aussi, nous avons beaucoup perdu. Nous nous sommes engagés à fond. Ne serons-nous pas montrés du doigt, traités en indésirables, mis à l'index des programmes ? »

Comment leur en vouloir, de penser aussi à leur propre avenir ? Un peu réconfortés, ils me font promettre solennellement de poursuivre la lutte, jusqu'à la victoire définitive.

Je crois avoir respecté la première partie de cet engagement. Reste à obtenir la victoire.

Dès le lendemain matin, François Mitterrand, avec une sérénité et une lucidité admirables, explique à ses amis, réunis une dernière fois à « la tour », que les résultats du scrutin sont porteurs d'espérance. Le score définitif dépasse ce que l'on pouvait attendre, après un premier tour de scrutin assez décevant, avec les 43,6 % obtenus.

Pour la première fois, treize millions de Français choisissaient la gauche unie avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire l'application du Programme commun, l'accession de communistes à des postes gouvernementaux. Pour la première fois, vingt à vingt-cinq pour cent de Français (ceux qui votent pour le P.c.) étaient intégrés dans la vie politique française.

Fait tout aussi important : sur les treize millions de suffrages du candidat de la gauche, près de cinq millions pouvaient être crédités au Parti communiste, mais huit millions au moins allaient à la gauche non communiste, c'est-à-dire socialiste et radicale. Le pari du « rééquilibrage » de la gauche était gagné !

Mitterrand parlait d'une voix unie, comme si, dans toute cette affaire, il n'avait pas été personnellement en cause. La fatigue d'une campagne presque inhumaine avait marqué ses traits, mais l'amertume ne transparaissait pas dans ses propos et ne se lisait pas sur son visage.

Le regret d'avoir échoué, il l'avoue avec pudeur dans les dernières phrases de son allocution, sa gorge brusquement nouée par une émotion qu'il parvient à contenir, tandis que les larmes montent aux yeux de beaucoup d'entre nous.

« C'est dommage, murmure-t-il ; cette fois, je crois bien que j'étais prêt... »

C'est bien vrai, François Mitterrand, cette fois vous étiez prêt. Il est permis de rêver: quel excellent Président de la République nous aurions eu avec vous !

découvrez la fascinante épopée de l'HUMANITE EN MARCHE



Profondément originale par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.

une formule d'édition moderne au service des plus légitimes aspirations de l'homme

pour la première fois en effet et grâce à sa conception collective et véritablement démocratique, cette fabuleuse histoire des "conquêtes de justice et de liberté" est traitée en un tout homogène et cohérent sans escamotage ni complaisance. Au sein de cette réalisation, chaque volume comprend une vaste préface, suivie d'une passionnante étude historique largement documentée et d'un grand roman classique ou contemporain choisi en fonction du thème développé dans le volume.

les espoirs et les luttes des hommes de tous les pays : une évocation sincère et passionnée

1789 - 1793 - 1830 - 1848 – La Commune de Paris – l'Amérique latine en lutte – les révolutions chinoises - le front populaire – l'Afrique aux prises avec l'esclavage – la Résistance – les chrétiens et les révolutions - la femme face aux sociétés – l'école démocratique – la jeunesse – les grandes conquêtes ouvrières - la révolution d'octobre – la liberté de la presse...

la collaboration prestigieuse d'hommes éminents

qui ont en commun le respect de la dignité de l'Homme et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Don Helder Camara, Jean Cassou, Aimé Césaire, Jacques Chambaz, Bernard Clavel, Jean Cornec, Eugène Descamps, Albert Ducrocq, Jean Elleinstein, Marc Ferro, Benoît Frachon, Jacques Guyard, Armand Lanoux, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Max Pol-Fouchet, Jean Poperen, Roger Quilliot, Jean Rostand, Léopold Sédar Senghor, Albert Soboul, Haroun Tazieff, Vercors, etc.

deux cents ans de luttes à travers le monde

le récit passionnant d'un effort constant des hommes vers une société plus juste, plus fraternelle, à la lecture duquel vous comprendrez mieux le présent et pourrez mieux imaginer l'avenir.



PHOTOS KEYSTONE – ROGER VIOLLET – GAMMA

MICHEL REDON / CONSEIL

une édition de qualité

Chaque volume, composé dans un beau caractère moderne, bénéficie d'une mise en pages claire et harmonieuse.
L'étude historique constituant la première partie de chaque tome est largement illustrée de documents anecdotiques souvent méconnus.
Le roman constituant la seconde partie est enrichi de belles illustrations originales en couleurs. L'ensemble tiré sur grand vélin bouffant d'édition, est relié plein Reluskin et orné, sur le premier plat, d'un motif symbolique original dû au talent de Jean Colin.

les éditions Martinsart vous offrent la possibilité d'une information privilégiée. N'hésitez pas à leur retourner le bon ci-contre après l'avoir bien lisiblement complété.

conformément à votre proposition, je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part une information documentée, précise et complète sur "Liberté-Égalité-Fraternité – l'humanité en marche".

NOM _____

prénom _____

adresse complète _____

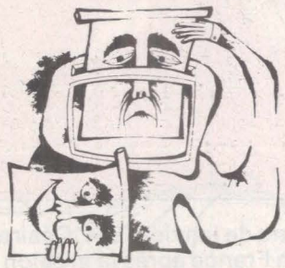
_____

date _____ *signature*

à retourner aux

Éditions MARTINSART
58, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN

Au risque de vous plaire



Télévision

SAMEDI 3 AVRIL

« Le jeu de l'amour et du hasard » de Marivaux et Bluwal. Une rediffusion qui permet de mesurer ce qu'était la télévision de création du temps de l'O.r.t.f. (20 h 30 F.r.3).

DIMANCHE 4

« Les granges brûlées » de Jean Chapot, un drame paysan où s'affrontent deux « monstres » : Simone Signoret et Alain Delon (20 h 30, T.f.1).

L'étrange trajectoire politique et littéraire d'un des plus grands écrivains américains contemporains, John Dos Passos, à l'émission Archives du XXe siècle (20 h 30 F.r.3).

La « divine » au moment de sa plus grande splendeur dans « Anna Karénine », deuxième film du cycle Greta Garbo (22 h 30 F.r.3).

LUNDI 5

Graham Greene adapté par Edward Dmytryk dans un film modeste et grave qui vaut surtout par l'interprétation de Deborah Kerr, « Vivre un grand amour » (T.f.1).

Alain Decaux raconte... un certain docteur Sorge, le génial (mais pas écouté) espion de Staline (21 h 45 A.2).

« Compartiment tueurs », un film policier de Costa-Gavras où l'on trouve déjà ses interprètes de « Z » et de « l'Aveu » : Yves Montand, Simone Signoret, Jacques Perrin (20 h 30 F.r.3).

MARDI 6

Troisième lettre du bout du monde de Jean-Emile Jeannesson. Celle-ci vient de Bombay et décrit un monde terriblement inquiétant (T.f.1 21 h 35).

James Marangé parmi d'autres pédagogues parle de l'orthographe à l'émission « De vive voix ». Un peu tardive pour les principaux intéressés (T.f.1 22 h 30).

« 13 ans déjà », reportage réalisé pendant l'été 1975 en Languedoc auprès de rapatriés d'Algérie (voir « l'Unité » n° 198) (20 h 30 A.2).

MERCREDI 7

La résistance des Camisards, des « fous de Dieu » au 18e siècle, filmée dans les Cévennes à « l'Histoire des gens » de Pierre Dumayet (T.f.1).

Le requin blanc qui terrifie les salles obscures n'est qu'un poisson d'eau douce comparé à ces « Oiseaux »-là... il faut dire que c'est Alfred Hitchcock qui est derrière la caméra (20 h 30 F.r.3).



Livres

*** David King : I am King (Editions Henri Veyrier).**

Pour comprendre vite (et bien) le phénomène Muhammad Ali, alias Cassius Clay : peu de texte, une iconographie abondante. Black is beautiful.

*** Jean-Marc de Préneuf : L'inflation démystifiée (Les éditions ouvrières).**

Pour pouvoir dire : enfin j'ai compris ! Le guide Michelin de l'échec du capitalisme, conclu par un acte de foi dans le socialisme autogestionnaire.

*** Michel Besson et Bernard Vidal : Journal d'une communauté (Stock).**

Sur une expérience sympathique, un livre sympathique jusque dans ses naïvetés politiques. Enfin un témoignage vrai pour changer du suspect « La chasse au bonheur » paru sur le même sujet.

*** Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou : Histoire générale de la presse française, 1958-1975 (Puf).**

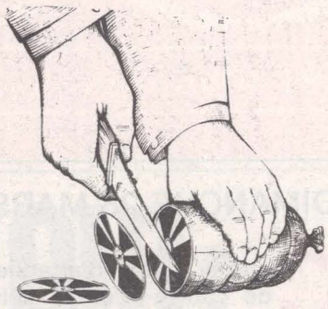
Le dernier tome a les mêmes qualités d'exactitude et de clarté qui font de la série une somme remarquable. Mais il pèche par l'erreur de perspective qui ramène trop l'analyse à la presse quotidienne « installée ». Que les auteurs n'aient pas même consacré à « l'Unité » un paragraphe entier n'en est qu'un signe.

*** Clément Lépidis et Emmanuel Jacomin : Belleville (Editions Henri Veyrier).**

L'admirable album de l'un des derniers quartiers de Paris à faire encore un peu front aux promoteurs et à la déportation de son peuplement populaire. A ne pas lire avec nostalgie, mais comme un encouragement à la résistance.

*** Dossier « Ainsi se réveillent les vieux démons ? ». (Centre Vaugirard, 46, rue de Vaugirard, Paris 6e)**

Préparé par les étudiants protestants du groupe « Cité nouvelle », une brochure qui complète notre étude (voir le N° 194 de « l'Unité ») sur la « chasse aux sorcières » en R.f.a. et amorce le travail que mène rue de Vaugirard une équipe franco-allemande.



Disques

JAZZ

*** Zoot Sims and the Gershwin Brothers (Pablo 2310-744).**

Jusqu'à présent, Zoot Sims n'était qu'un « petit maître » du saxophone de jazz. Si l'on en croit les délectables duos qu'il prend ici avec Oscar Peterson, il connaît une seconde jeunesse.

*** Fats Waller 1938 (R.c.a. FXM 1 7166).**

Inespéré : en retranscription d'une émission radio de l'époque, une rencontre au sommet, celle de Fats et d'Amstrong.

*** Grover Washington Jr : Feels so good (Kudu 24).**

L'excellente surprise d'un ténor soprano plein d'âme, de « soul », que même le quarteron de violons de l'arrière-plan ne parvient pas à gâcher.

*** Gato Barbieri : Bolivia (R.c.a. FD 10 158).**

Comme Shepp chez les Noirs américains le « paria » argentin Barbieri est retourné à ses racines : la terre d'Amérique latine. Les admirables plaintes de « Bolivia » ou le vocal de « Vidala triste » sont tout le contraire de l'exotisme.

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

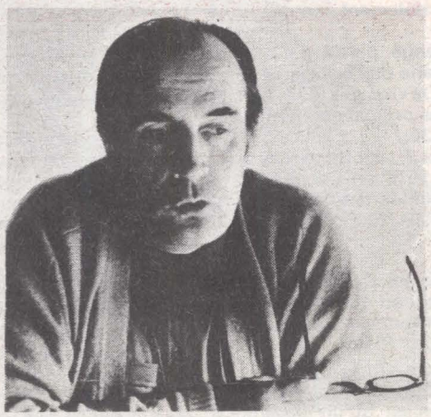
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508 45 00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

DIMANCHE 28 MARS

Celui-ci parle d'attaque, ou bien de contre-attaque, celui-là d'offensive, un troisième ne désigne les partis de gauche qu'en les nommant « nos ennemis », un quatrième avertit qu'il jette le bouclier pour trancher « de l'épée », tous jurent de « partir à l'assaut », d'« occuper le terrain » et de « faire reculer les hordes collectivistes ». Le chef qu'ils se sont donné inspire le même vocabulaire. On dit de lui qu'il « ne fera pas de quartier », qu'il a « un moral de vainqueur ». Quiconque a entendu ses récents discours s'en convainc. Un journaliste observe que pour « tailler en pièces l'adversaire » il ne fallait pas moins qu'un « généralissime » de ce tempérament. C'est le moment choisi par le ministre de l'Intérieur pour déplorer le climat de « guerre civile » (sans armes il est vrai) entretenu par l'opposition.

LUNDI 29 MARS

Les jours se suivent. Hier, à Colmar, M. Giscard d'Estaing s'indignait de ce que la France s'installât dans une campagne électorale permanente et conviait les Français à plus de cohésion. Aujourd'hui, à Lyon, M. Durafour, ministre du Travail, proclame : « Cette fois-ci, c'est nous qui politiserons les élections municipales. »

MARDI 30 MARS

Les responsabilités nouvelles que M. Giscard d'Estaing vient de confier à M. Chirac n'ont pas, à la lettre, modifié nos institutions. En transférant au Premier ministre la charge d'unifier et de conduire sa majorité, le président de la République n'a en effet délégué aucun des pouvoirs qu'il tient de la Constitution ou de l'usage établi par ses prédécesseurs. Les termes de son allocution télévisée étaient, sur ce point, soigneusement pesés. Il n'empêche que M. Chirac, qui se trouvait déjà à la tête d'un parti plus nombreux et mieux structuré que celui dont dispose le chef de l'Etat, se voit aujourd'hui confirmé à la tête du gouvernement jusqu'aux législatives, c'est-à-dire pour deux ans, si j'en crois les propos alsaciens de M. Giscard d'Estaing (propos fort opportuns, car le branle-bas des milieux officiels m'avait incité à retenir l'hypothèse d'élections anticipées — deux ans à cette allure et sur ce ton, pensais-je, ils y perdront le souffle !). Je ne m'arrête guère à l'éventualité d'une disgrâce, après les municipales par exemple. Toujours possible, une rupture entre les deux hommes laisserait la droite trop désorientée, trop divisée à la veille d'une épreuve décisive, pour être imaginable. Mais un Premier ministre assuré de durer quoi que veuille, quoi que souhaite le président de la République, n'a pas grand-chose de commun avec le personnage dont le général de Gaulle et M. Pompidou avaient, d'une main ferme, tracé le portrait-robot. C'est pourquoi je juge la crise ouverte par les cantonales comme le tournant du septennat... et des institutions.

Je ne me flatterai pas d'avoir annoncé cette évolution. Elle était contenue dans le choix que fit en juin 1974 M. Giscard d'Estaing. La suite était écrite sur le mur. M'en plaindrai-je ? Pas le moins du monde. D'abord parce qu'il convient de ne pas exagérer l'importance des ambitions et des rivalités particulières au regard des choix économiques et politiques sur lesquels président et Premier ministre, l'un et l'autre conservateurs, n'auront pas de mal à se mettre d'accord. Aussi parce que l'équilibre des pouvoirs entre l'Elysée et Matignon, tel qu'il va résulter de l'expérience Chirac, amorce la révision de facto d'habitudes constitutionnelles que la gauche, de toute façon, entend ne pas perpétuer.

MERCREDI 31 MARS

A-côté de la grande Histoire. La mort du maréchal Montgomery me rappelle un singulier voyage. C'était dans les premiers jours de janvier 1944. Désireux de rentrer en France après la mission de trois semaines que j'achevais de remplir à Alger pour le compte du mouvement de résistance auquel j'appartenais, j'avais dû forcer la chance. Le général de Gaulle veillait, dès cette époque, à ce que rien ne lui échappât et ne lâchait pas facilement les dirigeants de l'intérieur passant à sa portée, à moins qu'ils n'eussent fait acte d'allégeance, ce qui n'était pas de mon goût. On sait que cette discordance persista. En tout cas, si je voulais quitter Alger, nul doute que je n'avais pour recours que moi-même. L'ayant compris, je ne m'attardai pas à philosopher sur l'ironie du sort. J'ai raconté dans « La paille et le grain » comment, le 31 décembre 1943, un Dakota qui transportait des colis au Maroc me posa à Marrakech. Je ne connaissais ni la ville ni personne et, par ces temps de guerre, j'avais l'impression de m'être égaré dans l'un des culs-de-sac du monde. Rejoindre Londres à partir de là relevait de la gageure. Joséphine Baker, qui recueillait dans un palais de la Médina les « petits Français » en errance, chargea une jeune Afat, affectée à l'aéroport, de lui signaler tout avion à l'escale. Heureuse idée. Je n'attendis pas quatre jours. L'Afat surgit un matin, essoufflée, pour nous avertir qu'un général anglais qu'elle n'avait pas identifié acceptait de me prendre à bord. Deux autres Français m'y avaient précédé : Camille Paris, gendre de Paul Claudel et diplomate de carrière, et le commandant Pierre de Chevigné, que je devais retrouver cinq ans plus tard dans un gouvernement de la IVe République. L'étrange équipage ! Quatre ou cinq officiers anglais et un soldat allemand encore en uniforme complétaient la petite troupe qu'hôte bienveillant, Montgomery, retour d'El-Alamein, convoyait à travers l'espace. Politesse suprême : on ne me demanda ni papiers d'identité ni ordre de mission. Politesse utile : je n'en possédais pas.

Le vol ne fut troublé que par la tempête qui secouait le ciel au-dessus de la mer d'Irlande. On nous servit deux fois le thé. Alors que nous arrivions en vue des côtes, Montgomery me communiqua le souci qui l'occupait : faute de savoir qui j'étais, il s'excusait de ne pouvoir me conduire jusqu'à Londres et se proposait de me débarquer à Glasgow. Ce qu'il fit. Seul, au bout de la piste d'où décollaient mes compagnons, j'agitai longtemps la main en signe d'amitié. A trente-deux ans de distance j'ai envie de recommencer.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52325